

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Philippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

Matahiti 165
N° 74

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 13
no Tetepa 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 527 DMME/BRHT/jc du 5 septembre 2016 portant délégation de signature à Mme Chantal Drugat, directrice des interventions de l'Etat 10422

Arrêté n° HC 528 DMME/BRHT/jc du 5 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat 10424

Arrêté n° HC 1017 DIRAJ/BAJC du 5 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 880 DIRAJ/BAJC du 7 juillet 2014 fixant la liste des membres du conseil supérieur de la fonction publique des communes de la Polynésie française 10428

EXTRAITS

Arrêté n° HC 90 SAIDV/awch du 1er septembre 2016 portant attribution à la commune de Pirae d'une subvention de 904 000 F CFP, soit 7 575,52 euros, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), exercice 2016, pour la réalisation de l'opération "Etudes pour le désamiantage et la déconstruction du Fare Va'a", programme 119 concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier 0119-C001-D987, domaine fonctionnel 0119-01-06 article 15, EJ 2101 913.267 10429

Arrêté n° HC 1088 DIE/FIP du 1er septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 500 DIE/FIP du 8 avril 2016 relatif à l'opération "DTIC, mise à jour du schéma directeur d'adduction d'eau potable (SDAEP 2)" de la commune de Faa'a, volet : Environnement - AEP, année de programmation : 2016 10430

Arrêté n° 1089 DIE/FIP du 1er septembre 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 61 339 253 F CFP, soit 514 022,94 euros, à la commune de Teva I Uta pour la réalisation de l'opération "Complément d'études, réalisation et travaux de construction du préau scolaire Nuutafaratea à Mataiea" 10430

Arrêté n° HC 1096 DIE/BPT du 6 septembre 2016 portant versement par l'Etat d'une subvention à l'association Richesses du Fenua - Tahiti Héritage pour le projet "Site collaboratif Tahiti Héritage", programme 334, action 03, sous-action 01 10432

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1308 CM du 7 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 1261 CM du 31 août 2016 portant fin de fonctions de M. Xavier Malatre en qualité de directeur de la santé par intérim 10433

Arrêté n° 1309 CM du 7 septembre 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 10-2016 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016	10433
--	-------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 687 PR du 6 septembre 2016 portant désignation et indemnisation des commissaires enquêteurs dans le cadre de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à la réalisation d'un abri paracyclonique dans la commune de Tatakoto, archipel des Tuamotu	10445
Arrêté n° 688 PR du 6 septembre 2016 portant désignation et indemnisation des commissaires enquêteurs dans le cadre de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à la réalisation de l'aérodrome de Tatakoto, dans l'archipel des Tuamotu	10445

Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 7809 MTF du 7 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 4940 MTF du 18 juin 2015 portant délégation de signature à M. Bruno Jordan, chef du service du tourisme	10446
Arrêté n° 7832 MTF du 7 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 18 MTT du 3 mars 2003 modifié portant attribution d'une licence d'agence de voyages à la SARL E-Tahiti Travel	10447
Arrêté n° 7833 MTF du 7 septembre 2016 portant retrait de la licence d'agence de voyages à la SA Compagnie maritime polynésienne, enseigne "Papeete Seairland Transport", représentée par M. Raphaël Tixier	10447
Arrêté n° 7872 MTF/DGRH du 7 septembre 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015	10448
Arrêté n° 7873 MTF/DGRH du 7 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 5426 MTF/DGRH du 5 juillet 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016	10449

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements

Arrêté n° 7813 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant reconnaissance de 280 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.	10449
Arrêté n° 7814 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant extension des renouvellements de 121 marques françaises	10456
Décision n° 7815 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3414293 et n° 3414294	10477
Décision n° 7816 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3435709	10477
Décision n° 7817 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1360496	10478
Décision n° 7818 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3422757	10479
Décision n° 7819 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3417990	10480
Arrêté n° 7820 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant extension des renouvellement de 84 marques françaises	10481
Décision n° 7821 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1352044	10497
Décision n° 7822 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3423780	10497

Décision n° 7823 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 96618248.	10498
Décision n° 7824 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 96635414.	10499
Décision n° 7825 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1371634.	10500
Décision n° 7826 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3446221.	10501
Décision n° 7827 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3450027.	10502
Arrêté n° 7860 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant extension des renouvellements de 79 marques françaises	10503
Décision n° 7861 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3421359, n° 3421361, n° 3421364 et n° 3432411	10518
Décision n° 7862 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 1371632, n° 1371633, n° 1388470 et n° 96633232	10519
Décision n° 7863 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3449370.	10520
Décision n° 7864 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 96624071.	10521
Décision n° 7865 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3431851.	10521
Décision n° 7866 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3423077.	10522
Décision n° 7867 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3427363.	10523
Décision n° 7868 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1351326.	10524

Ministère du travail, des solidarités et de la condition féminine

Arrêté n° 7808 MTS du 6 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 11460 MTS du 31 décembre 2014 portant nomination des membres de la commission technique de plongée professionnelle	10525
Décision n° 2749 MTS/DIR/TRAV/LJ/sp du 6 septembre 2016 accordant l'agrément de travaux de confinement ou de retrait d'amiante à l'entreprise J-L Polynésie, BP 380622, 98718 Tamanu Punaauia	10525

Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

Arrêté n° 7790 MET du 6 septembre 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'EURL Hinatea	10526
Arrêté n° 7805 MET du 6 septembre 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir certains atolls des Tuamotu lors de son voyage n° 21 de septembre 2016 ..	10529
Arrêté n° 7806 MET du 6 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 6776 MET du 7 août 2015 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires (CETMI)	10529
Arrêté n° 7807 MET du 6 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 6816 MET du 11 août 2015 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (CCNMI)	10529

EXTRAITS

- Arrêté n° 7791 MET du 6 septembre 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 7284 MET du 24 août 2016 portant modification de l'arrêté n° 4595 MET du 2 juin 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maromotu-Titauite, cadastrée A-452, nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu **10530**
- Arrêté n° 7792 MET du 6 septembre 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Gatumurua 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Pukarua, dans l'archipel des Tuamotu **10530**
- Arrêté n° 7793 MET du 6 septembre 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan 4), Hurihaga-Take Take (plan 5) et Hurihaga-Kura (plan 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua, dans l'archipel des Tuamotu **10530**
- Arrêté n° 7794 MET du 6 septembre 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 et Hurihaga-Take Take nécessaires à la construction de l'aérodrome de Pukarua, dans l'archipel des Tuamotu **10530**
- Arrêté n° 7795 MET du 6 septembre 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahirikura, cadastrée A-537 (plan 2), nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu **10530**
- Arrêté n° 7796 MET du 6 septembre 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahirikura, cadastrée A-537 (plan 2), nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu **10531**
- Arrêté n° 7797 MET du 6 septembre 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahirikura, cadastrée A-537 (plan 2), nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu **10531**
- Arrêté n° 7798 MET du 6 septembre 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 10479 MET du 1er décembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Katorohua, repérées sous les plans 12 et 13, nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu **10531**
- Arrêté n° 7799 MET du 6 septembre 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 10477 MET du 1er décembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Teahore, repérées sous les plans 17 et 18, nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu **10531**
- Arrêté n° 7800 MET du 6 septembre 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 1370 MET du 24 février 2016 portant modification de l'arrêté n° 10477 MET du 1er décembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Teahore, repérées sous les plans 17 et 18, nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu. **10531**
- Ministère de la promotion des langues, de la culture,
de la communication et de l'environnement**
- Arrêté n° 7802 MCE/ENV du 6 septembre 2016 portant fermeture du site exploité par M. Yung Sing Mu sis dans la vallée de Tuauru, commune de Mahina (installation de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement) **10531**

ACTES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES**Autorité polynésienne de la concurrence**

- Avis n° 2016-A-1 du 31 août 2016 relatif à la situation de la concurrence sur la desserte maritime entre Tahiti et Moorea. **10533**

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent (Taïarapu-Est, Taïarapu-Ouest et Teva I Uta) pour le mois de juillet 2016	10558
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 16 au 19 août 2016	10588
3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier du 18 au 26 août 2016	10559

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	10561
Annonces diverses	10564
Annonces marchés publics	10567



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 527 DMME/BRHT/jc du 5 septembre 2016 portant délégation de signature à Mme Chantal Drugat, directrice des interventions de l'Etat.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. René Bidal, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 16-1959-A du ministère de l'intérieur du 12 juillet 2016 portant mutation de Mme Catherine Merckx, attachée principale d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française en qualité de chef du bureau de l'appui à la mobilité et à l'insertion à compter du 11 août 2016 ;

Vu l'arrêté n° 16-1966 A du ministère de l'intérieur du 13 juillet 2016 portant réintégration et mutation de Mme Chantal Drugat, attachée d'administration de l'Etat, en qualité de directrice des interventions de l'Etat à compter du 1er septembre 2016 ;

Vu la décision n° HC 141 DMME/BRHT/A du 14 avril 2014 portant changement d'affectation de M. Mathieu Heugas-Lacoste, attaché d'administration de l'Etat, en qualité de chef du bureau des finances communales à la direction des interventions de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 426 DMME/BRHT/A du 3 novembre 2014 portant affectation de M. Yannick Lecornu, attaché d'administration de l'Etat, en qualité de chef du bureau des politiques territoriales à la direction des interventions de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 410 DMME/BRHT/mp du 17 décembre 2015 portant changement d'affectation de Mme Cathie Rauana Holozet, secrétaire administratif de classe normale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF) ;

Vu la décision n° HC 518 DMME/BRHT/mp du 25 août 2016 portant changement d'affectation de M. Nicolas Delaire, secrétaire administratif de classe normale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Chantal Drugat, directrice des interventions de l'Etat, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté du 5 janvier 2016 susvisé, à l'effet de signer les actes suivants :

- les correspondances et actes courants relatifs aux recettes et dépenses de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les actes d'engagement d'un montant inférieur à dix mille euros (10 000 euros), la liquidation, l'ordonnancement et les pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et les dépenses de l'Etat, sous réserve des

délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont, notamment, le directeur de l'aviation civile, le vice-recteur de la Polynésie française et le directeur de l'administration pénitentiaire :

- BOP 113 paysage, eau et bio-diversité ;
- BOP 122 concours spécifiques et administration ;
- BOP 123 conditions de vie outre-mer ;
- BOP 138 emploi outre-mer ;
- BOP 143 enseignement technique agricole ;
- BOP 154 économie et développement durable de l'agriculture et des territoires ;
- BOP 163 jeunesse et vie associative ;
- BOP 172 recherches scientifiques et technologies pluri-disciplinaires ;
- BOP 214 soutien de la politique de l'éducation nationale ;
- BOP 224 transmission des savoirs et démocratisation de la culture ;
- BOP 219 sports,
- les correspondances, les actes courants et les actes d'exécution des décisions attributives de secours dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des catastrophes naturelles ;
- les documents relatifs à la centralisation des dépenses imputées sur le fonds de secours aux victimes des calamités publiques ;
- les actes et pièces justificatives d'ordonnancement, de mandatement et de liquidation relatifs à la gestion des crédits imputés sur le budget de l'Etat et du Fonds intercommunal de péréquation ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les accusés de réception des dossiers relatifs aux demandes de subvention ;
- les attestations diverses ;
- les conventions relatives aux chantiers de développement locaux avec les organismes bénéficiaires ;
- les contrats de participation des bénéficiaires à un chantier de développement local ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide à la continuité territoriale ;
- les arrêtés portant attribution du passeport mobilité ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide au logement étudiant.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Chantal Drugat, directrice des interventions de l'Etat, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions et dans l'ordre par :

- Mme Catherine Merckx, chef du bureau de l'appui à la mobilité et à l'insertion ;
- M. Yannick Lecornu, chef du bureau des politiques territoriales ;
- M. Mathieu Heugas-Lacoste, chef du bureau des finances communales.

Art. 3.— Délégation de signature est également consentie à Mme Catherine Merckx, chef du bureau de l'appui à la

mobilité et à l'insertion, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des interventions de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide à la continuité territoriale ;
- les arrêtés portant attribution des aides au titre du passeport mobilité ;
- les arrêtés portant attribution des aides au logement étudiant ;
- les pièces justificatives relatives aux dépenses de l'Etat en matière d'aide au logement étudiant et d'aide à la mobilité ;
- les actes relatifs à l'instruction des dossiers de chantier de développement local (CDL).

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Merckx, la délégation de signature qui lui est consentie au titre des activités du bureau sera exercée par Mme Cathie Rauana Holozet, adjointe au chef du bureau de l'appui à la mobilité et à l'insertion.

Art. 4.— Délégation de signature est également consentie à M. Yannick Lecornu, chef du bureau des politiques territoriales, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des interventions de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yannick Lecornu, la délégation de signature qui lui est consentie au titre des activités du bureau sera exercée par M. Nicolas Delaire, adjoint au chef du bureau des politiques territoriales.

Art. 5.— Délégation de signature est également consentie à M. Mathieu Heugas-Lacoste, chef du bureau des finances communales, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des interventions de l'Etat, les actes suivants :

- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les accusés de réception des dossiers relatifs aux demandes de subvention ;

- les attestations diverses ;
- les actes et pièces justificatives d'ordonnancement, de mandatement et de liquidation relatifs à la gestion des crédits imputés sur le budget de l'Etat et du Fonds intercommunal de péréquation.

Art. 6.— L'arrêté n° HC 513 DMME/BRHT/jc du 23 août 2016 portant délégation de signature à Mme Chantal Drugat, directrice des interventions de l'Etat est abrogé.

Art. 7.— Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice des interventions de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 septembre 2016.
René BIDAL.

ARRETE n° HC 528 DMME/BRHT/jc du 5 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. René Bidal, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-0548 A du 3 mai 2012 du ministère de l'intérieur portant mutation de Mme Martine Damaye au haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-1127 A du 24 juillet 2014 portant mutation de M. Jérôme Lieurey, attaché d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française à compter du 18 août 2014 pour une durée de deux ans ;

Vu l'arrêté n° S3/15/06/11-1526 du 11 juin 2015 du ministère de l'intérieur portant mutation de M. Armel Baudelet, ingénieur des systèmes d'information et de communication, au haut-commissariat à compter du

1er septembre 2015 pour une durée de deux ans en qualité de chef du service des systèmes d'information et de communication ;

Vu l'arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 462 SGAP du 9 mars 2016 prononçant la mise à disposition auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française, au service des systèmes d'information et de communication, de Mme Marianne Colombel, technicienne de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, affectée au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 16-2155 A du 11 août 2016 portant mutation de Mme Camille Savigny, attachée principale d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française en qualité de directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat, conseillère mobilité-carrière et responsable du pôle de la modernisation des actions de l'Etat à compter du 9 août 2016 ;

Vu la décision n° HC 74 DMME/BRHT/A du 24 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Martine Damaye, attachée d'administration de l'Etat, en qualité de chef du centre de services partagés interministériel ;

Vu la décision n° HC 76 DMME/BRHT/A du 24 février 2014 portant changement d'affectation de M. Sébastien Lequien, attaché d'administration du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, en qualité de chef de la plate-forme de l'achat public interministériel ;

Vu la décision n° HC 80 DMME/BRHT/mp du 26 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Madeleine Lau, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de responsable du pôle rémunérations et fonctionnement ;

Vu la décision n° HC 81 DMME/BRHT/mp du 26 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Maud Rouault, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité de responsable du pôle investissements et interventions ;

Vu la décision n° HC 149 DMME/BRHT/A du 14 avril 2014 portant changement d'affectation de M. Jean-François Courtois, directeur de service, en qualité de directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 151 DMME/BRHT/A du 14 avril 2014 portant changement d'affectation de Mme Nathalie Closset, attachée d'administration de l'Etat, en qualité de chef du bureau des ressources humaines et des traitements à la direction des moyens et de la modernisation de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 175 DMME/BRHT/mp du 2 mai 2014 portant changement d'affectation de Mme Maryline Pioche, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 517 DMME/BRHT/mp du 25 août 2016 portant changement d'affectation de Mme Minh-Thi Tcha, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité d'animatrice de la formation professionnelle ;

Vu l'extrait individuel de M. Christian Chand de la décision collective n° HC 137/ DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de Mme Joséphine Ah Mang de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de M. Michel Felipe de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la convention n° HC 166 SGAP du 3 mars 2016 relative à la mise à disposition auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française, au service des systèmes d'information et de communication, de Mme Marianne Colombel, technicienne de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, affectée au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016 susvisé, à l'effet de signer les actes suivants :

- les correspondances, les bordereaux de transmission de pièces administratives et les actes courants, y compris les décisions, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants, y compris les décisions, relatifs à la gestion administrative des volontaires du service civique affectés dans les services du haut-commissariat, à l'exclusion des actes relevant de la

compétence des armées, des conventions passées avec les employeurs et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales, aux différentes instances de la Polynésie française ou aux employeurs ;

- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les dépenses de l'Etat, du BOP 307 Polynésie française, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfetures, sous-action 05, dépenses de personnel (article de prévision 01) article d'exécution 54 ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les agents de l'Etat payés sur :
 - le programme 124 - conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative ;
 - le programme 143 - enseignement technique agricole ;
 - le programme 156 - gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ;
 - le programme 164 - Cour des comptes et autres juridictions financières ;
 - le programme 165 - Conseil d'Etat et autres juridictions administratives ;
 - le programme 215 - conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ;
 - le programme 216 - conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ;
 - le programme 217 - conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer,
- la demande d'émission des titres de perception en reversement d'indus sur toutes pensions, allocations et indemnités assignées sur la caisse du trésorier-payeur général de la Polynésie française ;
- les conventions de stage n'emportant pas versement d'une gratification aux stagiaires ;
- l'ordonnancement des recettes et dépenses hors titre 2 relevant du budget opérationnel de programme 307 administration territoriale ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
 - le BOP 307 Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits notifiés ;
 - l'UO 216 conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués (action sociale, formation professionnelle et systèmes d'information et de communication) ;
 - l'UO 148 fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués (formations interministérielles) ;
 - le BOP 128 coordination des moyens de secours, dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués (systèmes d'information et de communication) ;

- l'UO 176 commandement, soutien et logistique dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués (systèmes d'information et de communication) ;
- le BOP 309 entretien des bâtiments de l'Etat, dans la limite des crédits notifiés et la constatation du service fait pour le BOP 309 entretien des bâtiments de l'Etat ;
- le BOP 138 emploi outre-mer, dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués,
- les pièces liquidatives des titres de perception et pièces justificatives relatifs aux recettes de l'Etat, du programme 307, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfectures, sous-action 05 autres dépenses (article de prévision 02) article d'exécution 54.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Camille Savigny, directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-François Courtois et de Mme Camille Savigny, la délégation de signature qui est consentie à M. Jean-François Courtois sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Nathalie Closset, chef du bureau des ressources humaines et des traitements.

Art. 3. — Délégation de signature est également consentie à Mme Camille Savigny, directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances et actes courants à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile.

Art. 4. — Délégation de signature est également consentie à M. Sébastien Lequien, chef de la plate-forme de l'achat public interministériel, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales.

Art. 5. — Délégation de signature est également consentie à Mme Nathalie Closset, chef du bureau des ressources humaines et des traitements, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances et actes courants, y compris les décisions, relatifs à l'administration et à la gestion du personnel de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants internes au haut-commissariat concernant les concours ;
- les conventions de stage n'emportant pas versement d'une gratification aux stagiaires ;
- les correspondances et actes courants, y compris les décisions, relatifs à la gestion administrative des volontaires du service civique affectés dans les services du haut-commissariat, à l'exclusion des actes relevant de la compétence des armées, des conventions passées avec les employeurs et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales, aux différentes instances de la Polynésie française ou aux employeurs ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les dépenses de l'Etat, du BOP 307 Polynésie française, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfectures, sous-action 05, dépenses de personnel (article de prévision 01) article d'exécution 54 ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les agents de l'Etat payés sur :
 - le programme 124 - conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative ;
 - le programme 143 - enseignement technique agricole ;
 - le programme 156 - gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ;
 - le programme 164 - Cour des comptes et autres juridictions financières ;
 - le programme 165 - Conseil d'Etat et autres juridictions administratives ;
 - le programme 215 - conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ;
 - le programme 216 - conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ;
 - le programme 217 - conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer,

- la demande d'émission des titres de perception en reversement d'indus sur toutes pensions, allocations et indemnités assignées sur la caisse du trésorier-payeur général de la Polynésie française ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
 - le BOP 307 Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite des crédits notifiés (formation professionnelle) ;
 - l'UO 216 conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite des crédits délégués (action sociale, formation professionnelle) ;
 - l'UO 148 fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués (formations interministérielles).

Art. 6. — Délégation de signature est également consentie à Mme Maryline Pioche, adjointe au chef du bureau des ressources humaines et des traitements, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du chef du bureau des ressources humaines et des traitements et du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les actes courants relatifs à la gestion du personnel de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants internes au haut-commissariat concernant les concours.

Art. 7. — Délégation de signature est également consentie à Mme Minh-Thi Tcha, animatrice de formation professionnelle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du chef du bureau des ressources humaines et des traitements et du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les attestations de stage, de formation et de crédits d'heures de droit individuel à la formation ;
- les fiches de candidature aux formations organisées par la sous-direction du recrutement et de la formation ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
 - le BOP 307 Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
 - l'UO 148 fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;

- l'UO 216 conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros).

Art. 8. — Délégation de signature est également consentie à M. Jérôme Lieurey, chef du bureau des budgets, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- l'ordonnancement des recettes et dépenses hors titre 2 relevant du budget opérationnel de programme 307 administration territoriale ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
 - le BOP 138 emploi outre-mer, pour les dépenses relatives aux visites ministérielles et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
 - le BOP 307 Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du bureau des budgets et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lieurey, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Joséphine Ah Mang, adjointe au chef du bureau des budgets.

Art. 9. — Délégation de signature est également consentie à M. Christian Chand, chef du bureau du patrimoine immobilier, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
 - le BOP 307 Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) pour les dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des bâtiments et des logements administratifs dans la limite d'un plafond par acte de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
 - le BOP 309 entretien des bâtiments de l'Etat, dans la limite des crédits notifiés et d'un plafond par acte de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
 - le BOP 138 emploi outre-mer, pour les dépenses relatives aux visites ministérielles et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros).

Art. 10.— Délégation de signature est également consentie à M. Armel Baudalet, chef du service des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les actes internes relatifs au fonctionnement du service des systèmes d'information et de communication ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
 - le BOP 307 Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
 - l'UO 216 conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
 - le BOP 128 coordination des moyens de secours, dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
 - l'UO 176, commandement, soutien et logistique dans le champ de compétences du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros).

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Armel Baudalet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Eric Brient, responsable du pôle systèmes et infrastructures du service des systèmes d'information et de communication.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Armel Baudalet et Eric Brient, la délégation de signature qui est consentie à M. Armel Baudalet sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Marianne Colombel, responsable du pôle assistance aux utilisateurs du service des systèmes d'information et de communication.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Armel Baudalet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans la limite de ses attributions par M. Michel Felipe, responsable du pôle transmissions du service des systèmes d'information et de communication, pour les actes suivants :

- les actes internes relatifs au fonctionnement du pôle transmissions : congés et autorisations d'absence, tableau du tour de service et certification du service fait sur les états d'heures supplémentaires.

Art. 11.— Délégation de signature est donnée à Mme Martine Damaye, chef du centre de services partagés interministériel, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016 susvisé, à l'effet de signer les actes suivants :

- les correspondances, les bordereaux d'envoi et les actes courants, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Martine Damaye, chef du centre de services partagés interministériel, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Madeleine Lau, responsable du pôle rémunérations et fonctionnement ou par Mme Maud Rouault, responsable du pôle investissements et interventions.

Art. 12.— L'arrêté n° HC 506 DMME/BRHT/jc du 18 août 2016 portant délégation de signature à M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, est abrogé.

Art. 13.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 septembre 2016.
René BIDAL.

ARRETE n° HC 1017 DIRAJ/BAJC du 5 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 880 DIRAJ/BAJC du 7 juillet 2014 fixant la liste des membres du conseil supérieur de la fonction publique des communes de la Polynésie française

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs et notamment ses articles 25 et 80-2 ;

Vu le décret n° 2011-1551 du 15 novembre 2011 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs et notamment ses articles 19 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 2727 DIPAC du 12 décembre 2013 portant répartition des sièges attribués aux organisations syndicales au conseil supérieur de la fonction publique des communes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 880 DIRAJ/BAJC du 7 juillet 2014 modifié fixant la liste des membres du conseil supérieur de la fonction publique des communes de la Polynésie française ;

Vu le courrier de la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie du 10 août 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 880 DIRAJ/BAJC du 7 juillet 2014 fixant la liste des membres du conseil supérieur de la fonction publique des communes de la Polynésie française est modifié comme suit :

Au lieu de :

- "Mme Miranda Chunne, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléant : M. Steve Peni) ;
- M. Steeve Liu, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléant : M. Roger Lamy) ;
- M. Gaston Tunoa, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléant : M. Marc Bonno) ;
- Mme Liliane Terii, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléante : Mlle Brenda Leaou) ;
- M. Jean-Yves Tekuataoa, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléante : Mme Rose-Mairy Labaste) ;
- M. Manarii Gatien, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléant : M. Vaea Ismaël) ;

Lire :

- "Mme Miranda Chunne, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléant : M. Steve Peni) ;
- M. Jean Tumahai, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléant : M. Roger Lamy) ;
- M. Marc Bonno, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléant : M. Roméo Tauraa) ;
- Mlle Brenda Leaou, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléante : Mlle Liliane Terii) ;
- M. Jean-Yves Tekuataoa, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléante : Mme Rose-Mairy Labaste) ;
- M. Manarii Gatien, représentant la Confédération syndicale des agents communaux de Polynésie (COSAC) (suppléant : M. Vehiatua Herveguen) ;

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 septembre 2016.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Marc TSCHIGGFREY.*

Par arrêté n° HC 90 SAIDV/awch du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 1er septembre 2016. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Pirae pour la réalisation du projet "Etudes pour le désamiantage et la déconstruction du Fare Va'a".

L'opération consiste en la réalisation des études pour le désamiantage et la déconstruction du Fare Va'a.

Le coût total de cette opération est estimé à 1 130 000 F CFP, soit 9 469,40 euros.

Ce coût est décomposé comme suit :

- Montant HT (hors taxes) 1 000 000 F CFP, soit 8 380 euros
- Taxes 130 000 F CFP, soit 1 089,40 euros
- Montant TTC (toutes taxes comprises) 1 130 000 F CFP, soit 9 469,40 euros

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

Etat : programme 119 DETR	90,40 % du total HT 80 % du total TTC	904 000 F CFP	7 575,52 euros
Commune	20 % du total TTC	226 000 F CFP	1 893,88 euros
Total (TTC)	100 %	1 130 000 F CFP	9 469,40 euros

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics (80 % du total TTC) 904 000 F CFP, soit 7 575,52 euros.

Contribution financière de l'Etat

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Pirae pour la réalisation de l'opération visée ci-dessus, en lui attribuant une subvention de 904 000 F CFP, soit 7 575,52 euros, représentant 90,40 % du coût total réel hors taxes de l'opération.

Le montant de cette contribution financière de l'Etat est imputé sur le programme 119, action 01, sous-action 06 "dotation d'équipement des territoires ruraux".

En tout état de cause, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à 904 000 F CFP, soit 7 575,52 euros ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur de 90,40 % du coût définitif hors taxes de l'opération.

Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement de l'intégralité de la subvention s'effectuera sur présentation des pièces suivantes :
 - une demande de versement établie par le maire et visée par le chef de la subdivision administrative ;
 - un document attestant le commencement d'exécution de l'opération (lettre, bon de commande ou ordre de service) ;
 - un certificat signé par le maire attestant de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport au présent arrêté et mentionnant le coût final de l'opération et ses modalités définitives de financement ;
 - un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants HT et TTC et visé par le receveur municipal.

Engagements de la commune et délais de réalisation

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération au plus tard le 30 septembre 2017 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

Du non-respect des engagements convenus

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de dépassement des délais de réalisation de l'opération, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié, à la demande du maire, sous réserve expresse :

- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu ci-dessus ;
- et de l'agrément de l'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 mars 2018, faute de quoi il sera considéré comme caduc et les dispositions de son article 6 seront alors mises en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 1088 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 1er septembre 2016.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 500 DIE/FIP du 8 avril 2016 relatif à l'opération "DTIC - Mise à jour du schéma directeur d'adduction de l'eau potable (SDAEP 2)", en ce qui concerne le délai de démarrage.

Les dispositions du 5e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de : " - à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL" ;

Lire : " - à démarrer l'opération au plus tard le 31 décembre 2016. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

Par arrêté n° 1089 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 1er septembre 2016.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Teva I Uta pour la réalisation de l'opération intitulée "Complément d'études, réalisation de travaux de construction du préau scolaire Nuutafaratea à Mataiea".

Description de l'opération

L'opération consiste à financer les études de maîtrise d'œuvre et les travaux relatifs à la construction du préau scolaire Nuutafaratea à Mataiea.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 64 567 635 F CFP, soit 541 076,78 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP (95 %) :	61 339 253 F CFP, soit 514 022,94 euros
- Commune (5 %) :	3 228 382 F CFP, soit 27 053,84 euros
Total (100 %) :	64 567 635 F CFP, soit 541 076,78 euros

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Teva I Uta pour la réalisation de l'opération.

Le montant de la dotation est fixé à 95 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 61 339 253 F CFP, soit 514 022,94 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal.

Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement :

- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, d'un exemplaire du rapport final des études et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Teva I Uta s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 28 février 2019 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 31 août 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 1096 DIE/BPT du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 6 septembre 2016.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objectif de fixer le montant et les conditions d'octroi de la subvention de l'Etat relative à l'opération "Site collaboratif Tahiti Héritage" pilotée par l'association Richesses du Fenua - Tahiti Héritage.

Bénéficiaire

Le bénéficiaire de la subvention est l'association Richesses du Fenua - Tahiti Héritage.

Description et coût

L'association Richesses du Fenua - Tahiti Héritage a pour objet de :

- recenser et de promouvoir le patrimoine naturel et culturel de la Polynésie française dans la plus large acceptation du terme : arbres remarquables, monuments et espaces naturels, sites et monuments historiques, sites archéologiques, sites insolites et légendes polynésiennes... ;
- recenser en procédant à un inventaire du patrimoine naturel et culturel de la Polynésie française associant les nombreux écrits au savoir transmis oralement de nos jours ;
- promouvoir en utilisant tous médias pour diffuser et faire connaître les richesses du pays, tant au niveau local qu'international.

Pour répondre à l'évolution du monde du web, Tahiti Héritage se doit de rendre le site plus performant en jouant sur trois tableaux :

- la qualité des contenus rédactionnel et iconographique ;
- la fonctionnalité du site ;
- la gestion de la communauté autour du site, notamment via la diffusion régulière d'une lettre d'information.

Le montant global du projet est estimé à 10 743,16 euros.

Plan de financement et montant de la participation de l'Etat

Afin de soutenir la réalisation du projet précisé ci-dessus, l'Etat accorde une subvention d'un montant de 8 400 euros.

Le plan de financement prévisionnel est arrêté comme suit :

- Etat (78,19 %)	8 400 euros
- Autres financements (21,81 %)	2 343,16 euros

Modalités de paiement

La subvention est imputée sur les crédits délégués par le ministère de la culture et de la communication, sur le centre financier 0334-CCOM-D803, domaine fonctionnel 0334-03-01, code activité 033 400 090 101.

Le versement s'effectuera en une seule fois dès la signature du présent arrêté, par virement sur le compte du bénéficiaire.

Modification de l'arrêté

Sur demande écrite et motivée du bénéficiaire, les dispositions du présent arrêté pourront être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif.

Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire est tenu de :

- fournir à l'Etat avant le 30 juin 2017, un compte-rendu précis d'utilisation de la subvention attribuée accompagné du budget définitif de l'opération ;
- faciliter le contrôle des pièces justificatives, en cas de besoin ;
- préciser le concours financier de l'Etat sur tous les supports de communication utilisés pour promouvoir l'opération.

Conséquences du non-respect des obligations

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou non conforme dans les délais et conditions prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son soutien financier et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

ARRETE n° 1308 CM du 7 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 1261 CM du 31 août 2016 portant fin de fonctions de M. Xavier Malatre en qualité de directeur de la santé par intérim.

NOR : DSP1600751AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de la santé publique dénommé "Direction de la santé" ;

Vu la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1261 CM du 31 août 2016 portant fin de fonctions de M. Xavier Malatre en qualité de directeur de la santé par intérim ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 2 de l'arrêté n° 1261 CM du 31 août 2016 susvisé, les termes : "du 14 octobre 2016" sont remplacés par les termes : "du 14 octobre 2015".

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de la santé
et de la recherche, absent :

Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.

ARRETE n° 1309 CM du 7 septembre 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 10-2016 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016.

NOR : DBF1621329AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1955 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu la délibération n° 2016-45 APF du 14 juin 2016 portant modification n° 1 du budget général de la Polynésie française formalisant le report des crédits de paiement sur la gestion 2016 ;

Vu la délibération n° 2016-46 APF du 14 juin 2016 portant modification n° 2 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 6 janvier 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 1 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 148 CM du 18 février 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 2 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 246 CM du 9 mars 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 3 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 346 CM du 6 avril 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 4 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 587 CM du 11 mai 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 5 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 743 CM du 16 juin 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 6 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 27 juin 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 7 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 922 CM du 13 juillet 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 8 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1154 CM du 18 août 2016 portant répartition de crédits de paiement n° 9 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016.

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — La répartition prévisionnelle n° 10-2016 des crédits de paiement du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 est déterminée selon les annexes n° 1 et 2 ci-jointes.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
VP	901	90102	308.2009	Application informatique de suivi et de préparation budgétaire (SDIAF)	- 567 167	- 567 167	-	-
MLV	901	90102	14.2011	Programme d'informatisation - DAF (applicadastre)	- 201	- 201	-	-
MLV	901	90102	33.2015	Informatisation de la gestion et de la valorisation domaniale	1 980 000	1 980 000	-	-
MLV	901	90102	17.2016	Numérisation et Indexation des registres fonciers	- 1 979 799	- 1 979 799	-	-
MSR	901	90102	12.2015	Système d'information en ligne (WEB) pour la surveillance des maladies infectieuses	- 3 798 000	- 3 798 000	-	-
MSR	901	90104	328.2015	Réhabilitation et remise aux normes de l'immeuble Toriri - CHSP	8 000 000	8 000 000	-	-
MSR	901	90104	20.2016	Logements de la direction de la santé - Travaux et équipements divers - 2016	- 16 972	- 16 972	-	-
MSR	901	90104	22.2016	Travaux et équipements des bâtiments administratifs de la direction de la santé - 2016	1 814 972	1 814 972	-	-
MSR	901	90102	295.2016	Acquisition de logiciels pour la direction de la santé - 2016	- 6 000 000	- 6 000 000	-	-
MCE	901	90104	296.2016	Remise aux normes et sécurisation du logement de fonction situé sur le site du marae Taputapuataea	567 167	567 167	-	-
	Total 901							
MET	903	90305	73.2008	Construction de l'abri paracyclonique de Aratika (CdP)	-	- 510	-	510
MET	903	90305	52.2009	Construction de l'abri paracyclonique de Faaite (CdP)	-	- 1 144 516	-	1 144 516
MET	903	90305	311.2011	Construction de l'abri de Niau (CdP)	-	- 47 935	-	47 935
MET	903	90305	70.2010	Construction de l'abri paracyclonique de Tatakoto (CdP)	- 1 823 776	- 605 944	-	1 217 832
MET	903	90305	69.2010	Construction de l'abri paracyclonique de Tikehau (CdP)	-	- 5	-	5
	Total 903				- 1 823 776	- 1 791 910		2 406
PR	905	90501	304.2010	Station d'élevage auxilliaire	- 1 700 000	- 1 700 000	-	-

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
PR	905	90501	83.2015	Réhabilitation station d'épuration - Abattoir de Papara	- 1 000 000	- 1 000 000	-	-
PR	905	90501	52.2016	Aménagement de pistes et travaux divers sur domaines - 2016	2 200 000	2 200 000	-	-
PR	905	90501	53.2016	Aménagements hydrauliques sur domaines territoriaux - 2016	500 000	500 000	-	-
MEI	905	90503	60.2013	Consolidation et pérennisation de l'outil CTA	124 249	124 249	-	-
MEI	905	90503	96.2015	Extension du centre technique aquacole	- 124 249	- 124 249	-	-
	Total 905							
MCE	908	90802	317.2016	Valorisation du Patrimoine - 2016	500 000	500 000	-	-
MCE	908	90802	318.2016	Restauration et conservation des oeuvres - 2016	- 500 000	- 500 000	-	-
	Total 908							
MEE	909	90902	335.2014	Aménagements et travaux divers des lycées et collèges-2014 (Etat Educ-2014)	1 333 452	1 333 452	-	-
	Total 909				1 333 452	1 333 452	-	-
MSR	910	91001	118.2003	Centre hospitalier du Taaone (FREPF-DGDE)	- 64 000 000	- 64 000 000	-	-
MSR	910	91001	119.2003	Equipements - Centre hospitalier Taaone (FREPF-DGDE)	64 000 000	64 000 000	-	-
MSR	910	91001	344.2010	Viabilisation et aménagement du site "santé mentale" (CdP)	22 149 330	6 674 838	-	15 474 492
MSR	910	91002	347.2011	Réhabilitation du centre de santé de Papara	2 600 000	2 600 000	-	-
MSR	910	91001	349.2011	Rénovation de la toiture du Centre de la Mère et de l'Enfant (CdP)	- 17 910 154	- 9 985 307	-	- 7 924 847
MSR	910	91001	119.2013	Aménagement et remise aux normes de l'hôpital de Moorea (CdP)	- 5 160 944	- 5 149 244	-	- 11 700
MSR	910	91001	121.2013	Extension du service médecine et équipement hôpital Taravao (CdP)	500 000	278 761	-	221 239

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
MSR	910	91001	338.2014	Renouvellement de matériel médical des centres de santé (CdP)	- 1 917 301	- 1 000 306	-	- 916 995
MSR	910	91001	102.2016	Pharmacie d'approvisionnement - Travaux et équipements divers - 2016	- 415 439	- 415 439	-	-
MSR	910	91001	103.2016	Subdivision santé TG - Mise aux normes des structures de soins - 2016	- 488 016	- 488 016	-	-
MSR	910	91002	106.2016	Centres de prévention CME et CCSHD : Travaux et équipements divers - 2016	- 642 524	- 642 524	-	-
	910					6842 189		6842 189
VP	914	91404	151.2015	Construction d'une nouvelle centrale électrique à Hao	- 6 000 000	- 6 000 000	-	-
MET	914	91401	125.2016	Acquisitions d'engins de chantier et de véhicules poids lourds DEQ - 2016	- 347 971	- 14 507 263	14 159 292	-
MET	914	91401	132.2016	Acquisition de matériel d'atelier, de chantier et de télécommunications DEQ - 2016	-	- 14 159 292	14 159 292	-
MET	914	91402	167.2006	Extension de l'aérodrome de Tureia (DGDE)	- 4 044 101	- 4 044 101	-	-
MET	914	91403	251.2009	Etudes d'assainissement Hitiaa O Tera	- 139 778	- 139 778	-	-
MET	914	91403	254.2009	Etudes d'assainissement de la rivière Papehaua	- 1 000 000	- 1 000 000	-	-
MET	914	91403	239.2010	Etude d'assainissement de la rivière Tuauru- Mahina	- 1 000 000	- 1 000 000	-	-
MET	914	91403	241.2010	Etude d'assainissement de la rivière Paui - Teva I Uta - Phase 1	- 397 150	- 397 150	-	-
MET	914	91401	67.2012	Etudes liaison Punaauia centre RT1 Pointe des pêcheurs (3IF 2012)	- 645 413	- 188 483	- 456 930	-
MET	914	91402	194.2013	Construction d'une darse des pêcheurs à Uturoa - Raiatea (3IF 2013)	- 772 458	- 225 585	- 546 873	-
MET	914	91401	190.2014	Etudes pour l'aménagement de la traversée de l'agglomération et du giratoire du collège de Mahina (3IF 2014)	- 131 736	- 38 472	- 93 264	-
MET	914	91401	191.2014	Mise à 2x2 voies de la RT2 Papeete - Arue - Tranche 2 (3IF 2014)	- 20 000 000	- 5 840 708	- 14 159 292	-
MET	914	91401	227.2014	Route de liaison baies Bourayne et Faauoo - Huahine - Etudes (3IF 2014)	- 1 000 011	- 292 039	- 707 972	-

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
MET	914	91401	236.2014	Bétonnage de route Gatawake vers Kirimiro -Rikitea - Tranche 1 (3IF 2014)	30 000 000	8 761 062	21 238 938	-
MET	914	91403	283.2014	Protection littorale en enrochements à Taputapuatea - Raiatea (3IF 2014)	8 850 522	2 584 666	6 265 856	-
MET	914	91401	347.2014	Reconstruction d'un pont de la rivière Paehau - Paea (3IF 2014)	10 425 314	3 044 561	7 380 753	-
MET	914	91401	348.2014	Contournement routier de Viihena - Nuku Hiva (3IF 2014)	7 000 000	2 044 248	4 955 752	-
MET	914	91403	366.2014	Cartographie de l'aléa inondation des rivières de Tahiti - Tranche 1 (3IF 2014)	491 550	143 550	348 000	-
MET	914	91401	369.2014	Etudes pour la traversée de la ville de Papeete du pont de l'est à la rue du docteur Cassiau (3IF 2014)	3 250 000	949 115	2 300 885	-
MET	914	91401	370.2014	Etudes pour l'aménagement de la rue Bernière (3IF 2014)	3 257 159	951 206	2 305 953	-
MET	914	91401	372.2014	Etudes pour l'aménagement du front de mer entre le giratoire J. Chirac et le giratoire de la base marine (3IF 2014)	159 201	46 492	112 709	-
MET	914	91401	373.2014	Troisième voie RT - Outumaoro à Taina - Tranche 1 (3IF 2014)	5 753 349	1 680 182	4 073 167	-
MET	914	91401	154.2015	Etudes pour la reconstruction du pont d'Opunohu au PK 17.950 (3IF 2015)	2 157 967	630 203	1 527 764	-
MET	914	91401	164.2015	Aménagement boulevard Pomare, du giratoire Jacques Chirac au giratoire de la base marine - Tranche 1 (3IF 2016)	44 000 000	12 849 558	31 150 442	-
MET	914	91401	171.2015	Transport en site propre Outumaoro - Uranie - Etudes (3IF 2015)	8 726 816	2 548 539	6 178 277	-
MET	914	91401	189.2015	Etudes pour la rectification du virage d'Orofara - PK 13.600 (3IF 2015)	1 519 600	443 777	1 075 823	-
MET	914	91401	192.2015	Mise aux normes et modernisation de l'éclairage public routier - RT Tahiti Tranche 2 (3IF 2016)	20 000 000	5 840 708	14 159 292	-
MET	914	91401	194.2015	Etudes dynamiques de trafic de l'agglomération de Papeete secteur Ouest (3IF 2015)	3 389 898	989 970	2 399 928	-
MET	914	91401	201.2015	Acquisitions engins de chantier et poids lourds - DEQ 2015	347 971	347 971	-	-
MET	914	91402	230.2015	Aménagement d'une marina à Apataki - Etudes (3IF 2015)	1 818 114	530 954	1 287 160	-
MET	914	91402	253.2015	Réalisation des quais du port de Tahauku - Hiva Oa - Tranche 1 (3IF 2016)	80 000 000	23 362 832	56 637 168	-

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
MET	914	91401	262.2015	Reconstruction du dalot de la RT1 au niveau du PK 10.15 - Punaauia (3IF 2015)	- 1 000 000	- 292 035	- 707 965	-
MET	914	91403	267.2015	Etudes pour aménagement de la rivière Fautaua - Papeete (3IF 2015)	395 500	- 115 500	280 000	-
MET	914	91401	354.2015	Travaux de rectification de virages cote est PK 31 et acquisitions foncières PK 31 et 33 (3IF 2015)	- 36 363 487	- 10 619 425	- 25 744 062	-
MET	914	91401	360.2015	Amgt de l'av. du Prince Hinoi et de l'av. du Général De Gaulle, du carrefour Paraita au giratoire de Taone (3IF 2015)	- 33 793 907	- 9 869 017	- 23 924 890	-
MET	914	91402	368.2015	Construction d'un quai et d'une marina à Arutua - Etudes (3IF 2015)	500 000	146 018	353 982	-
MET	914	91403	371.2015	Etude pour aménagement de la rivière Valoma - Moorea (3IF 2015)	- 3 446 000	- 1 006 354	- 2 439 646	-
MET	914	91403	372.2015	Mur de protection de la route de contournement de Hao (3IF 2015)	75 326 480	21 997 999	53 328 481	-
MET	914	91401	122.2016	Construction d'une route bétonnée à Niau (3IF 2016)	6 000 000	1 752 212	4 247 788	-
MET	914	91401	124.2016	Carrefour de Tipaerui - Tranche 1 - Tahiti (3IF 2016)	- 26 666 666	- 7 787 610	- 18 879 056	-
MET	914	91401	126.2016	Etudes pour l'aménagement de la traversée de Papeari - Tahiti (3IF 2016)	1 000 000	292 035	707 965	-
MET	914	91401	127.2016	Etudes dynamiques de trafic de l'agglomération de Papeete secteur Est - Tahiti (3IF 2016)	- 860 560	- 251 314	- 609 246	-
MET	914	91401	140.2016	Confortement et sécurisation des emprises routières et dépendances - 2016 (3IF 2016)	5 924 313	1 730 109	4 194 204	-
MET	914	91401	141.2016	Sécurisation des talus entre PK 12.5 et PK 13 sur la RT2 - Tahiti (3IF 2016)	- 17 000 000	- 4 964 602	- 12 035 398	-
MET	914	91401	143.2016	Aménagement et travaux réseau routier divers Tahiti - 2016 (3IF 2016)	15 171 282	4 430 551	10 740 731	-
MET	914	91401	148.2016	Re-dimensionnement et création ouvrages d'assainissement à Uturoa - Raiatea - tranche 2 (3IF 2016)	5 400 000	1 576 991	3 823 009	-
MET	914	91401	151.2016	Travaux d'aménagement de la rue Bernière - Tranche 2 - Tahiti (3IF 2016)	7 222 222	2 109 144	5 113 078	-
MET	914	91401	160.2016	Etudes de mise aux normes et modernisation de l'éclairage public routier entre la RDO et la RDP - Tahiti (3IF 2016)	- 1 150 000	- 335 841	- 814 159	-
MET	914	91402	175.2016	Etudes pour l'aménagement portuaire de la pointe Tehoro - Teva I Uta - Tahiti (3IF 2016)	1 150 000	335 841	814 159	-

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
MET	914	91402	187.2016	Aménagements et travaux divers - ouvrages maritimes ISLV - 2016	463 072	463 072	-	-
MET	914	91402	198.2016	Renouvellement des candélabres quai des paquebots d'Uturoa - Travaux - Raiatea (3IF 2016)	8 794 848	2 568 407	6 226 441	-
MET	914	91403	207.2016	Etudes assainissement et réhabilitation chaussées aux ISLV - 2016	3 000 000	3 000 000	-	-
MET	914	91403	208.2016	Etudes d'aménagement - rivière Pipine et rivière Teura - Arue (3IF 2016)	4 157 209	1 214 052	2 943 157	-
MET	914	91403	210.2016	Calibrage et enrochement des rivières - Huahine (3IF 2016)	3 700 000	1 080 531	2 619 469	-
MET	914	91402	347.2016	Etudes pour la construction d'une cale de mise à l'eau à Papenoo - Tahiti (3IF 2016)	5 098 400	1 488 913	3 609 487	-
MET	914	91402	350.2016	Etudes de définition pour la reconstruction ou la réhabilitation de hangars portuaires TG	4 044 101	4 044 101	-	-
MET	914	91402	205.2006	Darse au village de Hikueru (3IF 2012)	72 105	72 105	-	-
MET	914	91402	230.2010	Reconstruction vigie de Tubuai (3IF 2011)	-	1 071 079	1 071 079	-
MET	914	91401	177.2007	Aménagement de la route du front de mer de Taiohae (3IF 2011)	-	11 634 395	11 634 395	-
MET	914	91402	107.2012	Aérodrome de Takapoto - Réfection et mise aux normes de la piste (3IF 2012)	-	4 489 675	4 489 675	-
MET	914	91402	358.2011	Aménagement Tuhaa Pae à Rurutu (3IF 2012)	175 092	175 092	-	-
MET	914	91401	168.2011	Reconstruction ouvrages hydrauliques et exutoires RC Paopao à Moorea (3IF 2011)	-	1	1	-
MET	914	91402	96.2012	Déroctage du chenal d'accès au port de Mataura (3IF 2012)	-	1 589 953	1 589 953	-
MET	914	91402	209.2013	Réaménagement Port de Tahauku - Hiva Oa - Etudes (3IF 2013)	-	2 265 559	2 265 559	-
MET	914	91401	73.2007	Route de liaison route du plateau - RT4 à Taravao (3IF 2012)	-	979 892	979 892	-
MET	914	91401	175.2013	Aménagement de la RT 410 Atuona - Hiva Oa - tranche 1/3 (3IF 2013)	-	653 931	653 931	-
MET	914	91402	104.2012	Aérodrome de Hiva Oa - Traitement des talus de grande hauteur (3IF 2012)	-	890 997	890 997	-

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
MET	914	91402	355.2011	Aménagement Tuhaa Pae à Rimatara (3IF 2012)	- 329 144	- 6 049 500	5 720 356	-
MET	914	91401	152.2013	Aménagement de la traversée de Papenoo (3IF 2013)	-	2 372 121	- 2 372 121	-
MET	914	91401	155.2013	Bitumage RC baie de Pago Pago au centre Vaitape - Bora (3IF 2013)	- 530 963	460 116	- 991 079	-
MET	914	91401	156.2013	Bétonnage route entre Hohoï et Hakatao - Ua Pou - tranche 3/3 (3IF 2013)	- 126 120	- 126 120	-	-
MET	914	91401	158.2013	Travaux d'aménagements de la route de l'aéroport à la RDO - Faaa (3IF 2013)	-	4 515 299	- 4 515 299	-
MET	914	91401	191.2013	Confortement et sécurisation des emprises routières et de ces dépendances -2013 (3IF 2013)	-	1	- 1	-
MET	914	91402	226.2013	Aérodrome de Fakarava - Rénovation de l'aérogare (3IF 2013)	-	14 506	- 14 506	-
MET	914	91401	184.2014	Confortement et sécurisation des emprises routières et dépendances - 2014 (3IF 2014)	-	1 827 039	- 1 827 039	-
MET	914	91401	220.2014	Reconstruction d'un ouvrage d'assainissement à Fetuna - Raiatea (3IF 2014)	- 220 118	- 64 282	- 155 836	-
MET	914	91403	295.2014	Protection des berges de la rivière Puihi - Papenoo (3IF 2014)	-	1	- 1	-
MET	914	91403	292.2014	Protection des berges de la rivière AOMA -Toahotu (3IF 2014)	-	360	- 360	-
MET	914	91402	249.2014	Aérodrome de Makemo - Création d'un balisage lumineux - études (3IF 2014)	-	707 965	- 707 965	-
MET	914	91401	174.2015	Construction d'une route bétonnée à Kauehi (3IF 2015)	- 282 360	- 591 041	308 681	-
MET	914	91401	176.2015	Construction d'une route bétonnée à Fangatau (3IF 2015)	- 1 520 165	- 1 520 165	-	-
MET	914	91401	184.2015	Bétonnage de la route de ceinture "sortie du village de Avera vers Bassin de captage d'eau" (3IF 2015)	- 1 256 168	- 1 256 168	-	-
MET	914	91401	200.2015	Matériels, équipements de la route et mise en sécurité des infrastructures routières - Prog 2015 (3IF 2015)	-	122 665	- 122 665	-
MET	914	91401	157.2015	Travaux d'assainissement RC Moorea - Tranche 3 (3IF 2015)	-	1 415 929	- 1 415 929	-
MET	914	91401	234.2014	Rénovation de la RC à la pointe Harepua - district de Mahu - Tubuai (3IF 2014)	- 1 569 952	- 1 569 952	-	-

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
MET	914	91401	363.2014	Rénovation RC, bande cyclable et assainissement PK 0.2 à 1.45 Est Teavaro - Moorea (3IF 2014)	-	42 289	42 289	-
MET	914	91401	69.2012	Création d'une route longeant le front de mer Haamene (3IF 2012)	- 14 105 529	2 408 623	11 696 906	-
MET	914	91401	183.2011	Aménagement de la RC en traversée de Fare à Huahine (3IF 2011)	- 4 624	1 233 268	1 237 892	-
MET	914	91402	142.2008	Rénovation du débarcadère Nord de Tatakoto (3IF 2011)	6 000 000	6 000 000	-	-
	Total 914				13 698 234	17 331 402	31 029 636	
MET	915	91501	98.2007	Réfection de la piste de contrôle DTT	1 109 647	1 109 647	-	-
MET	915	91501	379.2015	Création d'une piste d'essai pour contrôle technique des véhicules	- 1 109 647	- 1 109 647	-	-
	Total 915							
MEI	916	91604	220.2016	Soutien à l'immobilier d'entreprises - 2016	- 50 000 000	- 50 000 000	-	-
MEI	916	91604	221.2016	Aide à l'investissement des ménages - 2016	50 000 000	50 000 000	-	-
MLV	916	91604	217.2007	Subv OPH-Const logement sociaux-Habitat groupé et aménagement des dépendances	- 1 023 074	- 1 023 074	-	-
MLV	916	91604	46.2008	Subvention OPH - Habitat dispersé (DGDE) Prog 2008	- 3 039 021	- 3 039 021	-	-
MLV	916	91604	166.2008	Subvention OPH - Programme Hotuarea Est Tr 1 (CdP)	- 5 337 823	- 5 337 823	-	-
MLV	916	91604	268.2009	Subvention OPH - Lotissement Outumaoro Nina Peata (CdP)	- 636 297	- 636 297	-	-
MLV	916	91603	279.2010	Etudes de cadastre (DGDE) - Programmation 2010	- 869 145	- 869 145	-	-
MLV	916	91604	286.2010	Subvention OPH - Vairai	- 1 831 341	- 1 831 341	-	-
MLV	916	91603	293.2011	Etude cadastre - Programmation 2011 - 2013	- 13 177 896	- 13 177 896	-	-
MLV	916	91603	287.2015	Prestations cadastrales et de développement informatique web de l'outil SIG du cadastre	- 7 786 323	- 7 786 323	-	-

Annexe 1 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	CHAP	SCHAP	AP	Libellé AP	TOTAL CP	FP/ENA	3IF Etat	CdP Etat
MLV	916	91603	288.2015	Etudes cadastrales de la Polynésie française - calage RGPF	- 22 076 372	- 22 076 372	-	-
MLV	916	91604	297.2015	Subvention OPH - Réhabilitation du lotissement Teotuu	- 80 998 462	- 80 998 462	-	-
MLV	916	91604	309.2015	Subvention OPH - Réhabilitation du lotissement Hamuta	- 23 985 169	- 23 985 169	-	-
MLV	916	91604	321.2015	Subvention OPH - Tefaa (foncier)	- 5 132 000	- 5 132 000	-	-
MLV	916	91604	322.2015	Subvention OPH - Tefatufatu (foncier)	- 2 000 000	- 2 000 000	-	-
MLV	916	91604	382.2015	Subvention OPH - Acquisition foncière terrain Amoe partie haute	- 2 247 665	- 2 247 665	-	-
MLV	916	91604	297.2011	Subvention OPH - Programme de Fare bois et AAHI - 2012 - 2014	- 14 500 000	- 14 500 000	-	-
MLV	916	91603	223.2016	Couverture photo cadastrale 2016-2018	38 337 090	38 337 090	-	-
MLV	916	91603	226.2016	Travaux sur biens du domaine privé du Pays - 2016	10 000 000	10 000 000	-	-
MLV	916	91604	230.2016	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles domaniales - 2016	14 500 000	14 500 000	-	-
MLV	916	91604	234.2016	Subvention OPH - Réaménagement de l'immeuble de Transit Teroma	- 30 000 000	- 30 000 000	-	-
MLV	916	91604	253.2016	Subvention OPH - Etudes de faisabilité sur terrains domaniaux - 2016	- 10 000 000	- 10 000 000	-	-
MLV	916	91604	271.2016	Subvention OPH - Habitat dispersé lles du vent - Programme 2016	146 230 852	146 230 852	-	-
Total général					- 14 188 558	10 023 755	- 31 029 636	6 817 323

Annexe 2 - Arrêté de répartition n° ATE 10-2016

MIN	901	903	905	908	909	910	914	915	916	Total général
PT			-							
VP	567 167						6 000 000			6 567 167
ME			-						-	
MA	-								-	
ME					1 333 452					1 333 452
ME		1 823 776					7 698 234	-		9 522 010
ME	-									
ME	567 167			-						567 167
Total général		1 823 776			1 333 452		13 698 234			14 188 558

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 687 PR du 6 septembre 2016 portant désignation et indemnisation des commissaires enquêteurs dans le cadre de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à la réalisation d'un abri paracyclonique dans la commune de Tatakoto, archipel des Tuamotu.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 692 PR du 22 septembre 1997 modifié fixant les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs assurant les fonctions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique par les procédures d'enquêtes préalables et parcellaires ;

Vu l'arrêté n° HC 18 DIRAJ/BAJC/rr du 18 janvier 2016 fixant, pour l'année 2016, la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membres de la commission d'enquête prévus à l'article R. 11.5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Arrête :

Article 1er. — Sont désignés dans le cadre des enquêtes publiques prévues par le code de l'expropriation, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à la réalisation d'un abri paracyclonique dans la commune de Tatakoto, archipel des Tuamotu :

- commissaire enquêteur : M. Ken Khi dit Bernard Siu ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. Yvon Chagne.

Art. 2. — Le nombre de vacations destinées à l'indemnisation du commissaire enquêteur est fixé comme suit :

- enquête préalable à la déclaration d'utilité publique : quinze (15) vacations ;
- enquête parcellaire : quinze (15) vacations.

La dépense d'un montant de 156 525 F CFP est imputée au budget de la Polynésie française au chapitre 903, sous-chapitre 903-05, AP 70-2010, AE 13-2010, article 203 (vacations).

Art. 4. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, ainsi que le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.

Par le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.

ARRETE n° 688 PR du 6 septembre 2016 portant désignation et indemnisation des commissaires enquêteurs dans le cadre de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à la réalisation de l'aérodrome de Takapoto, dans l'archipel des Tuamotu.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 692 PR du 22 septembre 1997 modifié fixant les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs assurant les fonctions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique par les procédures d'enquêtes préalables et parcellaires ;

Vu l'arrêté n° HC 18 DIRAJ/BAJC/rr du 18 janvier 2016 fixant, pour l'année 2016, la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête prévus à l'article R. 11.5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés dans le cadre des enquêtes publiques prévues par le code de l'expropriation, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à la réalisation d'un abri paracyclonique dans la commune de Takapoto, dans l'archipel des Tuamotu :

- commissaire enquêteur : M. Yvon Chagne ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. Ken Khi Bernard Siu.

Art. 2.— Le nombre de vacations destinées à l'indemnisation du commissaire enquêteur est fixé comme suit :

- enquête préalable à la déclaration d'utilité publique : quinze (15) vacations ;
- enquête parcellaire : quinze (15) vacations.

La dépense d'un montant de 156 525 F CFP est imputée au budget de la Polynésie française au chapitre 914, sous-chapitre 914-02, AP 206-2015, AE 45-2015, article 203 (vacations).

Art. 4.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, ainsi que le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AÉRIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 7809 MTF du 7 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 4940 MTF du 18 juin 2015 portant délégation de signature à M. Bruno Jordan, chef du service du tourisme.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2010-70 APF du 19 novembre 2010 créant le compte d'affectation spéciale dénommé "Fonds pour le développement du tourisme de croisière" ;

Vu l'arrêté n° 585 CM du 3 mai 2012 modifié portant création et organisation du service dénommé service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 1788 CM du 10 décembre 2013 portant nomination de M. Bruno Jordan en qualité de chef du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 4940 MTF du 18 juin 2015 portant délégation de signature à M. Bruno Jordan, chef du service du tourisme ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 4940 MTF du 18 juin 2015 susvisé est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

- "pour la cellule de l'hébergement touristique par Mme Liza Chan, pour les délégations mentionnées à l'article 2-A) alinéas 1 à 5 et alinéas 8 et 9 ;"

2° Le cinquième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

- "pour la cellule des sites à vocation touristique, par Mme Taraina Pinson épouse Vota ou M. Bertrand Marcillat, pour les délégations mentionnées au point 2-A) alinéas 1 à 3 et alinéa 10".

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 7832 MTF du 7 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 18 MTT du 3 mars 2003 modifié portant attribution d'une licence d'agence de voyages à la SARL E-Tahiti Travel.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques, et notamment le second alinéa de l'article 20 ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1988 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions ;

Vu l'arrêté n° 472 PR du 13 juillet 2015 modifié portant nomination des membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions au titre des intérêts professionnels ;

Vu l'arrêté n° 18 MTT du 3 mars 2003 modifié portant attribution d'une licence d'agence de voyages à la SARL E-Tahiti Travel ;

Vu le compte-rendu n° 2025 MTF/SDT du 25 août 2016 de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions du 5 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 18 MTT du 3 mars 2003 modifié est modifié comme suit :

"Une licence d'agence de voyages, ou licence A, est délivrée à la SARL E-Tahiti Travel, n° RCS 02 89 B, n° TAHITI 626655, représentée par M. Paul Ramos, dont le siège social est situé dans la rue des Ecoles, immeuble Te Hau Nui, Papeete, Tahiti."

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 7833 MTF du 7 septembre 2016 portant retrait de la licence d'agence de voyages à la SA Compagnie maritime polynésienne, enseigne "Papeete Seairland Transport", représentée par M. Raphaël Tixier.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques, et notamment le second alinéa de l'article 20 ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1988 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions ;

Vu l'arrêté n° 472 PR du 13 juillet 2015 modifié portant nomination des membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions au titre des intérêts professionnels ;

Vu le compte-rendu n° 2025 MTF/SDT du 25 août 2016 de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions du 5 août 2016,

Arrête :

Article 1er. — La licence d'agence de voyages, ou licence A, délivrée à la SA Compagnie maritime polynésienne, enseigne "Papeete Seairland Transport", à M. Raphaël Tixier, par arrêté n° 745 CM du 22 juin 1989 et suspendue par arrêté n° 3962 MTF du 11 mai 2016, est retirée.

Art. 2. — Les arrêtés suivants sont abrogés :

- l'arrêté n° 745 CM du 22 juin 1989 délivrant une licence d'agence de voyages à la SA Compagnie maritime polynésienne ;
- l'arrêté n° 3962 MTF du 11 mai 2016 portant suspension de la licence d'agence de voyages attribuée à la SA Compagnie maritime polynésienne, enseigne "Papeete Seairland Transport".

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 7872 MTF/DGRH du 7 septembre 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 495 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5043 MTF/DGRH du 20 juin 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Gérard Vanizette, représentant le directeur des ressources humaines, *président* ;
- M. Charles Marty, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Marie-Christine Teriierooiterai épouse Ahed, représentant le directeur des affaires sociales par intérim ;
- Mme Claudine Laugrost, fonctionnaire de catégorie A ;
- Mme Mireille Yong épouse Koan, fonctionnaire de catégorie B appartenant au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs ;
- M. Christian Fouet, personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le recrutement.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur,
Bruno LONJON.

ARRETE n° 7873 MTF/DGRH du 7 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 5426 MTF/DGRH du 5 juillet 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 293 CM du 17 mars 1997 modifié relatif à l'examen professionnel d'accès au cadre d'emplois des auxiliaires de soins principaux de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3746 MTF/DGRH du 6 mai 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 ;

Vu l'arrêté n° 5426 MTF/DGRH du 5 juillet 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 5426 MTF/DGRH du 5 juillet 2016 est rédigé comme suit :

"Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines, *président* ;
- Mme Christelle Chansin, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Tiare Martinez, représentant la directrice de la santé par intérim ;
- Mme Rosalie Teroiatea épouse Alavoine, personne qualifiée dans le domaine du recrutement ;
- Mme Maeva Mare, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des auxiliaires de soins."

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur,
Bruno LONJON.

**MINISTERE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 7813 ME/DAE du 7 septembre 2016 portant reconnaissance de 280 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 MEI du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété

industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de la LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 280 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI

Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
A. LAFONT	MARQUE	1372243	12/09/1986	2007-40
ADVANCE MAGAZINE PUBLISHERS INC.	MARQUE	96641614	13/09/1996	2007-29
AIPHONE KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	1384457	15/12/1986	2007-33
AIR ARCHIPELS	MARQUE	3412793	21/02/2006	2006-31
AIR INDUSTRIE THERMIQUE	MARQUE	96634165	12/07/1996	2007-33
AIR INDUSTRIE THERMIQUE	MARQUE	96637868	07/08/1996	2007-33
AIRBUS HELICOPTERS	MARQUE	96644189	02/10/1996	2007-34
AIRBUS HELICOPTERS	MARQUE	96644188	02/10/1996	2007-34
AIRBUS HELICOPTERS	MARQUE	96644190	02/10/1996	2007-34
AIRBUS HELICOPTERS	MARQUE	96644333	03/10/1996	2007-34
ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR	MARQUE	96648390	29/10/1996	2007-35
ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR	MARQUE	96645518	11/10/1996	2007-35
ALISEO	MARQUE	1389573	27/10/1986	2007-31
ANDROS	MARQUE	96649685	07/11/1996	2007-32
ANDROS	MARQUE	3451836	21/09/2006	2007-14
ARLETTE LIEBERT	MARQUE	3445927	16/08/2006	2007-03
AVENTIS PHARMA	MARQUE	1351077	17/04/1986	2007-12
AVENTIS PHARMA	MARQUE	1360695	27/06/1986	2007-11
AXA	MARQUE	1372903	01/10/1986	2007-42
BAYER AKTIENGESELLSCHAFT	MARQUE	3563612	20/10/2006	2008-34
BAYER CONSUMER CARE AG	MARQUE	96648197	28/10/1996	2007-35
BAYER INTELLECTUAL PROPERTY GMBH	MARQUE	96648187	28/10/1996	2007-35
BAYER INTELLECTUAL PROPERTY GMBH	MARQUE	96646905	21/10/1996	2007-35
BAYER SAS	MARQUE	96648878	31/10/1996	2007-35
BAZARCHIC SA	MARQUE	3440443	11/07/2006	2006-50
BERTIN TECHNOLOGIES	MARQUE	96654496	09/12/1996	2007-49
BIO3G	MARQUE	3450423	14/09/2006	2007-13
BIOORGANON	MARQUE	1245764	21/09/1983	2013-33
BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE	MARQUE	3466923	01/12/2006	2007-19
BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE	MARQUE	1371056	19/09/1986	2007-17
BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE	MARQUE	3469705	15/12/2006	2007-21
BOUMATI JEAN-PIERRE/DUFRESNES VÉRONIQUE	MARQUE	1363906	17/07/1986	2007-37
BP FRANCE	MARQUE	1358413	10/06/1986	2007-25
BP FRANCE	MARQUE	96640916	09/09/1996	2007-40
BP FRANCE	MARQUE	1361873	01/07/1986	2007-30
BP FRANCE	MARQUE	1368721	27/08/1986	2007-32
BRAGELONNE	MARQUE	3381394	22/09/2005	2006-12
BRAGELONNE	MARQUE	3381392	22/09/2005	2006-12
BRAGELONNE	MARQUE	3381390	22/09/2005	2006-12
BROCA & WERNICKE	MARQUE	3440050	11/07/2006	2007-02
CALLAWAY GOLF COMPANY	MARQUE	96648631	30/10/1996	2007-29
CALLAWAY GOLF COMPANY	MARQUE	96652215	25/11/1996	2007-32
CAMAIEU INTERNATIONAL	MARQUE	96652724	27/11/1996	2008-01
CANDY HOOVER GROUP SRL	MARQUE	1373568	06/10/1986	2007-32
CF B VICTOR	MARQUE	96634726	17/07/1996	2007-02
CHINA INTERNATIONAL COMMUNICATIONS CO., LTD.	MARQUE	3467632	06/12/2006	2007-19
CHOICE HOTELS INTERNATIONAL, INC	MARQUE	1408854	10/10/1986	2008-35
CLARINS	MARQUE	96638371	12/08/1996	2007-33
CNIM 5	MARQUE	96636251	26/07/1996	2007-32
COLTENE/WHALEDENT, INC.	MARQUE	96647947	25/10/1996	2007-41
COMPAGNIE FINANCIERE SARBEC	MARQUE	1442510	05/03/1987	2006-52

COMPAGNIE GENERALE DE CONSERVE	MARQUE	1369642	05/09/1986	2007-33
COMPAGNIE POUR LE HAUT COMMERCE	MARQUE	3384086	06/10/2005	2006-10
CONFISERIE DU ROY RENE	MARQUE	3057082	06/10/2000	2010-51
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS ORDRE PROFESSIONNEL RÉGI PAR LES ARTICLES L4231-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE	MARQUE	3450722	15/09/2006	2007-08
COOPERATIVE EVEN	MARQUE	3444455	03/08/2006	2007-01
CREDIT LYONNAIS	MARQUE	3460869	06/11/2006	2007-15
DAIKIN INDUSTRIES, LTD	MARQUE	1376958	28/10/1986	2007-38
DAIKIN INDUSTRIES, LTD.	MARQUE	96639989	30/08/1996	2007-32
DISTRIBORG GROUPE	MARQUE	96639628	22/08/1996	2007-14
DISTRIBORG GROUPE	MARQUE	96637908	02/08/1996	2007-14
DOUBLET	MARQUE	1387327	29/12/1986	2007-35
DOUBLET	MARQUE	1384143	03/11/1986	2007-36
DREAMWORKS ANIMATION LLC	MARQUE	1374144	10/10/1986	2007-25
E. GUIGAL SAS	MARQUE	96646975	14/10/1996	2007-27
E. GUIGAL SAS	MARQUE	96646976	14/10/1996	2007-27
E.C. PUBLICATIONS, INC.	MARQUE	1360156	23/06/1986	2007-12
ECOFOLIO	MARQUE	3447399	28/08/2006	2007-05
EDENRED	MARQUE	3451274	19/09/2006	2007-08
EDENRED	MARQUE	3451219	19/09/2006	2007-08
EDITIONS OBERTHUR	MARQUE	96635665	18/07/1996	2007-31
ETABLISSEMENTS DARTY ET FILS	MARQUE	3439040	05/07/2006	2006-49
ETABLISSEMENTS DARTY ET FILS	MARQUE	3443351	28/07/2006	2007-01
ETABLISSEMENTS DARTY ET FILS SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE	MARQUE	3443350	28/07/2006	2007-01
ETABLISSEMENTS GUY COTTEN	MARQUE	1407457	14/10/1986	2007-35
ETABLISSEMENTS GUY COTTEN	MARQUE	96644239	01/10/1996	2007-35
ETAT FRANÇAIS	MARQUE	96642892	24/09/1996	2007-33
ETAT FRANÇAIS	MARQUE	96643098	25/09/1996	2007-33
ETAT FRANÇAIS	MARQUE	3459531	27/10/2006	2008-21
ETAT FRANÇAIS	MARQUE	96643097	25/09/1996	2007-33
ETAT FRANÇAIS	MARQUE	96642884	24/09/1996	2007-38
EXPEDIA, INC.	MARQUE	96638785	16/08/1996	2007-33
FOA-US LLC	MARQUE	1367073	08/08/1986	2007-32
FINANCIERE BATTEUR	MARQUE	3424226	14/04/2006	2006-38
FINANCIERE BATTEUR	MARQUE	3427598	04/05/2006	2006-41
FINDWORKS TECHNOLOGIES	MARQUE	3442911	27/07/2006	2006-52
FLAMMARION	MARQUE	1317546	19/07/1985	2006-08
FORGE ADOUR	MARQUE	3464049	17/11/2006	2007-17
FORMOSA TAI RANK INDUSTRIAL CORPORATION	MARQUE	1356349	26/05/1986	2007-03
FRANCE TELEVISIONS	MARQUE	96619681	03/04/1996	2006-49
FRANCE TELEVISIONS	MARQUE	96635092	19/07/1996	2008-01
FRANCE TELEVISIONS	MARQUE	1405233	04/07/1986	2007-11
FRANCE TELEVISIONS	MARQUE	96632028	27/06/1996	2007-18
FRANCE TELEVISIONS	MARQUE	96628759	05/06/1996	2007-18
FROMAGERIES BEL	MARQUE	3449164	07/09/2006	2007-06
FUJI JUKOGYO KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	1389319	15/01/1987	2007-49
GCP APPLIED TECHNOLOGIES INC.	MARQUE	96636670	30/07/1996	2007-32
GCP APPLIED TECHNOLOGIES INC.	MARQUE	1377538	28/10/1986	2007-33
GENERAL MILLS MARKETING INC.	MARQUE	96622005	19/04/1996	2007-17
GER'SON	MARQUE	96651726	21/11/1996	2007-35
GER'SON	MARQUE	1376247	24/10/1986	2007-28
GER'SON	MARQUE	96647156	22/10/1996	2007-28
GESTBOUCH	MARQUE	96611499	15/02/1996	2006-43
GONZALEZ JOSÉ FÉLICIEN	MARQUE	3449122	07/09/2006	2007-06
GONZALEZ JOSÉ FÉLICIEN	MARQUE	3449123	07/09/2006	2007-07
GRANDS DOMAINES DU LITTORAL	MARQUE	95581705	20/07/1995	2006-19

GROUPE ADEO	MARQUE	3448652	05/09/2006	2007-06
GROUPE ADEO	MARQUE	3448653	05/09/2006	2007-06
GROUPE ADEO	MARQUE	3455047	06/10/2006	2007-11
GROUPE CANDY HOOVER	MARQUE	96645992	15/10/1996	2007-33
GVBB HOLDINGS SARL	MARQUE	96640188	30/08/1996	2007-17
HEIDSIECK & CO MONOPOLE	MARQUE	1337690	08/11/1985	2006-30
HEIDSIECK & CO. MONOPOLE	MARQUE	1375868	22/10/1986	2007-33
HINES INTERESTS LIMITED PARTNERSHIP	MARQUE	96637890	07/08/1996	2007-21
INDESIT COMPANY LUXEMBOURG	MARQUE	1345480	06/03/1986	2006-44
IPSEN PHARMA	MARQUE	96638303	08/08/1996	2007-32
IPSEN PHARMA SAS	MARQUE	3446641	21/08/2006	2007-38
IPSEN PHARMA SAS	MARQUE	3446640	21/08/2006	2007-38
IPSEN PHARMA SAS	MARQUE	1362577	07/07/1986	2007-30
IPSEN PHARMA SAS	MARQUE	3446642	21/08/2006	2007-38
IXBLUE	MARQUE	3445640	10/08/2006	2007-02
KENTUCKY FRIED CHICKEN INTERNATIONAL HOLDINGS, INC.	MARQUE	3451265	19/09/2006	2007-08
L'OCCITANE INTERNATIONAL S.A.	MARQUE	3457744	17/10/2006	2007-13
LA SAMANNA	MARQUE	96640621	05/09/1996	2007-39
LALIQUE	MARQUE	1379280	12/11/1986	2007-37
LALIQUE	MARQUE	1386389	31/10/1986	2007-39
LASSELIN JEAN-PIERRE	MARQUE	1345012	03/03/1986	2007-04
LE GROUPE DE L'ASIE	MARQUE	3469115	11/12/2006	2007-20
LE GROUPE DE L'ASIE	MARQUE	3460884	02/11/2006	2007-15
LE TANNEUR & CIE	MARQUE	96641626	13/09/1996	2007-41
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1378843	26/02/1986	2006-40
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1353911	07/05/1986	2007-13
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	3423906	19/04/2006	2006-38
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1344382	26/02/1986	2006-46
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1344380	26/02/1986	2006-46
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1344385	26/02/1986	2006-46
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1344381	26/02/1986	2006-46
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1344384	26/02/1986	2006-46
LEROY MERLIN PARTICIPATIONS	MARQUE	3453545	29/09/2006	2007-09
LG CORP.	MARQUE	96639365	23/08/1996	2007-14
LORIS AZZARO BV	MARQUE	3443873	01/08/2006	2007-01
M. EKERT JEAN MICHEL	MARQUE	3405880	26/01/2006	2006-26
MAISON ZOLA MUSEE DREYFUS	MARQUE	96644534	04/10/1996	2007-31
MANPOWER FRANCE HOLDING SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE	MARQUE	1344812	28/02/1986	2006-42
MANPOWERGROUP INC.	MARQUE	96636288	26/07/1996	2008-01
MAX DUBREUIL	MARQUE	3452703	21/09/2006	2007-09
MAX DUBREUIL	MARQUE	3452704	21/09/2006	2007-09
MERIAL	MARQUE	3439292	06/07/2006	2006-49
MERRAN SERGE	MARQUE	1364351	02/04/1986	2006-52
MHCS	MARQUE	1377649	02/07/1986	2007-17
MIELLERIE DES BUTINEUSES	MARQUE	96633884	09/07/1996	2007-17
MONARCH HOLDINGS LIMITED	MARQUE	3093048	24/10/1996	2007-44
MONSTER ENERGY COMPANY	MARQUE	96638877	19/08/1996	2007-25
MOOG SARL	MARQUE	1367588	11/08/1986	2007-12
NESPOLI GROUP S.A	MARQUE	3456223	12/10/2006	2007-12
NESPOLI GROUP S.P.A	MARQUE	3456226	12/10/2006	2007-12
NESPOLI GROUP S.P.A	MARQUE	3456227	12/10/2006	2007-12
NESPOLI GROUP S.P.A	MARQUE	3456220	12/10/2006	2007-12
NGHIEM PHU VAN LUC	MARQUE	3457675	19/10/2006	2007-12
NIPPON THOMPSON CO., LTD	MARQUE	1375950	22/10/1986	2007-22
NISSAN MOTOR CO LTD (NISSAN JIDOSHA K.K.)	MARQUE	1364084	18/07/1986	2007-18
NOCIBE FRANCE	MARQUE	96643502	25/09/1996	2007-41
NOCIBE FRANCE	MARQUE	96643503	25/09/1996	2007-41

NOVA	MARQUE	96643229	26/09/1996	2007-33
NOVA	MARQUE	96642876	24/09/1996	2007-33
NOVANDIE	MARQUE	1388948	23/12/1986	2007-41
NOVANDIE	MARQUE	96646280	16/10/1996	2007-34
NOVANDIE	MARQUE	3447774	30/08/2006	2007-05
NOVARTIS TIERGESUNDHEIT AG	MARQUE	3417230	17/03/2006	2006-34
OFFICE DEPOT, INC.	MARQUE	3790956	17/08/2006	2011-15
OMNOVA SOLUTIONS INC.	MARQUE	1346241	12/03/1986	2006-51
OPTIXT	MARQUE	3432738	02/06/2006	2006-45
ORANGINA SCHWEPPES HOLDING FRANCE	MARQUE	3448491	04/09/2006	2007-31
ORKIN EXPANSION, INC.	MARQUE	3464247	21/11/2006	2007-17
PAGESJAUNES	MARQUE	3459539	27/10/2006	2007-14
PAGESJAUNES	MARQUE	3459974	27/10/2006	2007-14
PAGESJAUNES	MARQUE	3455568	10/10/2006	2007-11
PAGESJAUNES	MARQUE	3453332	29/09/2006	2009-32
PARFUMS CHRISTIAN DIOR	MARQUE	3463242	16/11/2006	2007-16
PARFUMS CHRISTIAN DIOR	MARQUE	1378358	07/11/1986	2007-33
PARFUMS CHRISTIAN DIOR	MARQUE	3456869	17/10/2006	2007-12
PARFUMS CHRISTIAN DIOR	MARQUE	3467282	05/12/2006	2007-19
PET INCORPORATED	MARQUE	96649733	07/11/1996	2007-39
PINNACLE FOODS GROUP	MARQUE	1385309	20/08/1986	2008-15
PIXAR	MARQUE	1382151	31/10/1986	2007-44
POMMERY	MARQUE	3454081	03/10/2006	2007-10
POMMERY	MARQUE	1330312	08/11/1985	2006-30
POMMERY	MARQUE	96651998	22/11/1996	2007-29
PROFILS SYSTEMES	MARQUE	3448360	04/09/2006	2007-06
PT. MULTISTRADA ARAH SARANA	MARQUE	3452381	25/09/2006	2007-09
PÔLE DE COMPETITIVITE ENERGIES NON GENERATRICES DE GAZ A EFFET DE SERRE	MARQUE	3409021	03/02/2006	2006-28
RAIN BIRD CORPORATION	MARQUE	1382621	03/12/1986	2007-49
RAUTUREAU APPLE SHOES	MARQUE	1364036	18/07/1986	2007-33
RAYNAL & CIE	MARQUE	1382978	05/12/1986	2007-35
RECKITT BENCKISER FRANCE	MARQUE	96638198	09/08/1996	2007-34
RENARD ERIC/PADOVANI XAVIER	MARQUE	3361358	26/05/2005	2005-44
RENARD ERIC/PADOVANI XAVIER	MARQUE	3461208	07/11/2006	2007-15
ROMY CASTEL	MARQUE	96636101	22/07/1996	2007-19
ROZES S.A.	MARQUE	1377411	31/10/1986	2007-33
ROZES SA	MARQUE	1423089	18/11/1986	2007-33
S.N.C.LE PARISIEN LIBERE	MARQUE	1369646	05/09/1986	2007-33
SÄFT	MARQUE	3467046	04/12/2006	2007-19
SAMSUNG DISPLAY CO LTD	MARQUE	3447231	25/08/2006	2007-05
SANOFI	MARQUE	1358398	10/06/1986	2007-06
SANOFI	MARQUE	1359748	20/06/1986	2007-06
SANOFI	MARQUE	96624203	06/05/1996	2007-16
SANOFI	MARQUE	1358399	10/06/1986	2007-06
SANOFI	MARQUE	1355504	21/05/1986	2007-11
SANOFI	MARQUE	3428000	11/05/2006	2006-47
SANOFI PASTEUR	MARQUE	96642206	13/09/1996	2007-15
SANOFI PASTEUR	MARQUE	1382242	24/03/1986	2006-52
SANOFI PASTEUR	MARQUE	1382241	24/03/1986	2006-52
SANOFI PASTEUR	MARQUE	1370267	12/09/1986	2007-15
SANOFI PASTEUR	MARQUE	3440078	11/07/2006	2006-50
SANOFI PASTEUR	MARQUE	3449589	11/09/2006	2007-07
SANOFI PASTEUR	MARQUE	3449591	11/09/2006	2007-07
SANOFI PASTEUR	MARQUE	3449638	11/09/2006	2007-07
SANOFI PASTEUR	MARQUE	3434340	13/06/2006	2006-46
SANOFI PASTEUR	MARQUE	96642203	13/09/1996	2007-15
SANOFI PASTEUR	MARQUE	3438086	30/06/2006	2007-09
SANOFI-AVENTIS FRANCE	MARQUE	96620217	10/04/1996	2007-06
SCA DU DOMAINE DU CHATEAU SUAU	MARQUE	1412306	01/09/1986	2007-31

SCHLEGEL LIEBERT ARLETTE	DESSIN ET MODELE	063804	22/08/2006	2006-20
SEBAGO INTERNATIONAL LIMITED	MARQUE	1364827	23/07/1986	2007-01
SEIKO HOLDINGS KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	1359770	20/06/1986	2007-13
SIGNAUX GIROD	DESSIN ET MODELE	064432	28/09/2006	2012-01
SIGNAUX GIROD	DESSIN ET MODELE	064432	28/09/2006	2006-25
SOCIETE COOPERATIVE DU MEUBLE	MARQUE	1365552	28/07/1986	2007-19
SOCIETE DES EAUX MINERALES DE VALS - S.E.M. VALS	MARQUE	1382807	04/12/1986	2007-35
SOCIETE DES EAUX MINERALES DE VALS - S.E.M. VALS	MARQUE	96646757	14/10/1996	2007-26
SOCIETE DES PETROLES SHELL	MARQUE	1349240	04/04/1986	2007-09
SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE.SFR	MARQUE	96635569	23/07/1996	2007-33
SOCIETE NOUVELLE DE L'HÔTEL CLARIDGE	MARQUE	1369961	10/09/1986	2007-35
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE L'HÔTEL CLARIDGE	MARQUE	1369963	10/09/1986	2007-35
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE L'HÔTEL CLARIDGE	MARQUE	1369962	10/09/1986	2007-35
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	1641384	30/01/1991	2011-10
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	1501107	01/12/1988	2008-50
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	1233584	19/04/1983	2013-25
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	1714400	26/12/1991	2011-44
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	1389308	15/01/1987	2007-46
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	3166415	29/05/2002	2012-17
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	3493945	11/04/2007	2007-37
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	4014423	21/06/2013	2014-02
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	96635792	24/07/1996	2007-03
SONY CORPORATION	MARQUE	1405301	15/10/1986	2007-35
SPIRITS INTERNATIONAL B.V	MARQUE	1368767	27/08/1986	2007-14
SWISSBIKE.VERTRIEBS AG	MARQUE	1381611	26/11/1986	2008-04
SYNTHESE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE	MARQUE	1366141	01/08/1986	2007-25
SYNTHESE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE	MARQUE	96642903	24/09/1996	2007-41
SYSTÈME U CENTRALE NATIONALE	MARQUE	1373445	25/09/1986	2007-39
SYSTÈME U CENTRALE NATIONALE	MARQUE	96644581	04/10/1996	2008-18
SYSTÈME U CENTRALE NATIONALE	MARQUE	1373836	08/10/1986	2008-18
TENNECO AUTOMOTIVE OPERATING COMPANY INC.	MARQUE	1328356	25/10/1985	2006-37
THE CLOROX COMPANY	MARQUE	1402988	29/08/1986	2007-14
THE LEADING HOTELS OF THE WORLD, LTD	MARQUE	3434418	13/06/2006	2006-46
THE NATIONAL MAGAZINE COMPANY LIMITED	MARQUE	3269361	23/01/2004	2014-11
THE NATIONAL MAGAZINE COMPANY LIMITED	MARQUE	3269362	23/01/2004	2014-12
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1367535	11/08/1986	2007-22
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	95581337	20/07/1995	2006-06
UNILEVER FRANCE HPC INDUSTRIES	MARQUE	3427242	03/05/2006	2006-41
UNION NATIONALE DES FOOTBALLEURS PROFESSIONNELS	MARQUE	3444791	04/08/2006	2007-01
UNION NATIONALE DES FOOTBALLEURS PROFESSIONNELS	MARQUE	3444790	04/08/2006	2007-01
UNION NATIONALE DES FOOTBALLEURS PROFESSIONNELS	MARQUE	3444793	04/08/2006	2007-01
VALEO	MARQUE	96653441	29/11/1996	2007-45
VALEO EQUIPEMENTS ELECTRIQUES MOTEUR	MARQUE	1383641	10/12/1986	2007-44
VALEO SERVICE	MARQUE	96651234	15/11/1996	2007-43
VALEO VISION	MARQUE	1381242	24/11/1986	2007-36
VALEO VISION	MARQUE	1374195	10/10/1986	2007-34
VALLEGRE-VINHOS DO PORTO	MARQUE	3251718	09/10/1996	2007-41

VIT ALL+	MARQUE	1364568	21/07/1986	2007-33
VMI	MARQUE	1369414	04/09/1986	2007-32
VRANKEN POMMERY PRODUCTION	MARQUE	1369290	03/09/1986	2007-29
VRANKEN POMMERY PRODUCTION	MARQUE	1377410	31/10/1986	2007-39
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3445778	11/08/2006	2007-02
WOLTERS KLUWER HEALTH LIMITED	MARQUE	96612999	23/02/1996	2006-45
WOLVERINE WORLD WIDE, INC.	MARQUE	1361955	02/07/1986	2007-01
YOKOGAWA ELECTRIC CORPORATION	MARQUE	1368654	26/08/1986	2007-23
YOKOGAWA ELECTRIC CORPORATION	MARQUE	1368653	26/08/1986	2007-23
ZV BELGIUM	MARQUE	96642805	20/09/1996	2007-35
ZYLANGIA S.A.	MARQUE	3465457	27/11/2006	2007-21

ARRETE n° 7814 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant extension des renouvellements de 121 marques françaises.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-29 du 22 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 121 MARQUES FRANCAISES

BOPI n° 2016-29 du 22/07/2016

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : LASSELIN Jean-Pierre, Le moulin, 70180 DAMPIERRE-SUR-SALON
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme RIVIERE Laurence, Bâtiment O2, 2 RUE SARAH BERNHARDT, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 345 012
Marque française
Signe concerné : JP.JM
Date du dépôt : 3 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/04
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 18, 25, 26.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : CREDIT LYONNAIS, Société anonyme, 18 Rue de la République, 69002 LYON
No SIREN : 954 509 741
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme RIVIERE Laurence, CS 90017, 2 RUE SARAH BERNARDT, 92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 346 210
Marque française
Signe concerné : LYON 7 SUR 7
Date du dépôt : 12 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/09
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 1er AVRIL 2016
Déclarant : OMNOVA SOLUTIONS INC., Société organisée selon les lois de l'Etat de l'Ohio, 25435 Harvard Road, BEACHWOOD, OH 44122-6201, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 360 741 - 556 170 - 556 171
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 rue de Chazelles, 75847 PARIS Cedex 17.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 346 241
Marque française
Signe concerné : PLIOWAY
Date du dépôt : 12 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 2.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : TIPIAK PLATS CUISINES SURGELES, Société par actions simplifiée à associé unique, Z.I. du Parc C'Hastel, 29170 FOUESNANT
No SIREN : 304 992 043
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 371 107
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme DELABALLE ISABELLE, Le Centralis, 63 AVENUE du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 346 852
Marque française
Signe concerné : RELAIS (semi-figurative)
Date du dépôt : 17 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/12
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : LORIS AZZARO B.V., Société de droit néerlandais, Kanaalpad 61, 7321 AN APELDOORN, Pays-Bas
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 55 040 - 274 413
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 TMARK Conseils, Mme DOREY Valérie, 31 RUE Tronchet, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 347 241
Marque française
Signe concerné : AZZARO
Date du dépôt : 19 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : DART INDUSTRIES, INC., société de droit américain organisée selon l'Etat du Delaware, 14901 S. Orange Blossom Trail, ORLANDO FL 32837, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET PLASSERAUD, M. BOYLE Patrick, 66 rue de la Chaussée d'Antin, 75440 PARIS CEDEX 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 347 313
Marque française
Signe concerné : MIGNONNETTES
Date du dépôt : 19 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/11
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : RECKITT & COLMAN (OVERSEAS) LIMITED, Société de droit britannique, 103-105 Bath Road, Slough, BERKSHIRE, SL1 3UH, Royaume-Uni
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 21 234 - 150 082 - 181 577 - 248 580
Mandataire ou destinataire de la correspondance : MARCHAIS ASSOCIÉS, Mme Limouzy Emmanuelle, 4 AVENUE HOCHÉ, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 347 589
Marque française
Signe concerné : TIMOR
Date du dépôt : 21 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/12
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016
Déclarant : DUNLOP LIMITED, Société de droit britannique, Fort Dunlop Erdington, BIRMINGHAM B24 9QT, Royaume-Uni
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MULLER Florence, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 093
Marque française
Signe concerné : FIGURATIVE
Date du dépôt : 26 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/13
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : ARCHE SAS, Société par actions simplifiée, Rue du Fléteau, 37110 CHATEAU-RENAULT
No SIREN : 604 800 599
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 352
Marque française
Signe concerné : SHOES ART
Date du dépôt : 27 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/13
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 MARS 2016
Déclarant : KSB S.A.S., Société par actions simplifiée, 4, allée des Barbanniers, 92230 GENNEVILLIERS
No SIREN : 569 801 897
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET FLECHNER, 22 Avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 751
Marque française
Signe concerné : WELLSTAR (semi-figurative)
Date du dépôt : 1er AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/06
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : ASCO SAS, Société par actions simplifiée à associé unique, 53 rue de la Beauce, 28110 LUCE
No SIREN : 775 729 098
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SAS ARMENGAUD AINE, Mme SIEFER-GAILLARDIN Anne, 16 rue Gaillon, 75002 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 771
Marque française
Signe concerné : J.O.U.C.O.M.A.T.I.C.
Date du dépôt : 1er AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/01
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 9, 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : BWT FRANCE, Société par actions simplifiée, 103 rue Charles Michels, 93200 SAINT DENIS
No SIREN : 562 110 619
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SAS ARMENGAUD AINE, Mme GAILLARDIN Anne, 16 rue Gaillon, 75002 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 773
Marque française
Signe concerné : PERMOSET DP.4
Date du dépôt : 1er AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/05
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016
Déclarant : CDI B, Société à Responsabilité Limitée, 21 rue Paul

Causeret, 69620 OINGT
No SIREN : 442 967 568
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 820
Marque française
Signe concerné : LA PIERRADE
Date du dépôt : 27 MARS 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 11, 21, 42, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : Cummins Inc., société organisée sous les lois de l'Etat de l'Indiana, 500 Jackson Street, COLUMBUS, Etat de l'Indiana, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme LEVALET Catherine, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 349 700
Marque française
Signe concerné : RECON
Date du dépôt : 7 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/13
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : HACHETTE LIVRE, Société Anonyme, 58 Rue Jean Bleuzen, 92170 VANVES
No SIREN : 602 060 147
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 198 011
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 MARKPLUS INTERNATIONAL, M. ALLARD Paul-Eric, 39 Rue Fessart, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 349 907
Marque française
Signe concerné : LE MASQUE (semi-figurative)
Date du dépôt : 9 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/25
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 28, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : TCBY Systems, LLC, société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, 8001 Arista Place, Suite 600, 80021 BROOMFIELD, Etat du Colorado, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme LEVALET Catherine, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 349 941
Marque française
Signe concerné : T C B Y
Date du dépôt : 9 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/17
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : Maytag Properties LLC, Société organisée selon les lois de l'Etat du Michigan, 500 Renaissance Drive, Suite 101, 49085 SAINT JOSEPH, Michigan, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 545 992
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Gide Loyrette Nouel A.A.R.P.I., M. Triet Grégoire, 22 cours Albert 1er, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 351 021
Marque française
Signe concerné : MAYTAG
Date du dépôt : 16 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 11, 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 MARS 2016
Déclarant : MARS DRINKS UK LIMITED, Société de droit anglais, 3D Dundee Road, Berkshire, SL1 4LG SLOUGH, Royaume-Uni
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 508 497
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 AB INITIO, Mme PAIRAULT Annick, 5 rue Daunou, 75002 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 354 768
Marque française
Signe concerné : KLIX
Date du dépôt : 14 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : TIE RACK TRADING LIMITED, Société britannique, 2 Montpellier Street, Knightsbridge, SW7 1EZ LONDRES, Royaume-Uni
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 355 333**Marque française****Signe concerné :** TIE RACK (semi-figurative)**Date du dépôt :** 3 MARS 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/02**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 25, 26.**Date de la déclaration de renouvellement :** 24 MARS 2016**Déclarant :** MARS DRINKS UK LIMITED, Société de droit anglais, 3D Dundee Road, Berkshire, SL1 4LG SLOUGH, Royaume-Uni**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 508 497**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

AB INITIO, Mme PAIRAULT Annick, 5 rue Daunou, 75002 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 355 863**Marque française****Signe concerné :** FLAVIA**Date du dépôt :** 23 MAI 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/04**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 11.**Date de la déclaration de renouvellement :** 25 MARS 2016**Déclarant :** Bayer Intellectual Property GmbH, Société à responsabilité limitée (GmbH) de droit allemand, Alfred-Nobel Strasse 10, 40789 MONHEIM AM RHEIN, Allemagne**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 658 684**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Hirsch & Associés, Mme TEVENIN Emmanuelle, 137 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 356 441**Marque française****Signe concerné :** BAYTICOL**Date du dépôt :** 27 MAI 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/07**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 5.**Date de la déclaration de renouvellement :** 25 MARS 2016**Déclarant :** BAYER CONSUMER CARE AG, Société anonyme de droit suisse, Peter Merian Str. 84, 4052 BASEL, Suisse**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 59 856**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

HIRSCH & ASSOCIES, Mme TEVENIN Emmanuelle, 137 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 356 676**Marque française****Signe concerné :** ASPRO**Date du dépôt :** 28 MAI 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/18**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 5.**Date de la déclaration de renouvellement :** 31 MARS 2016**Déclarant :** Parfums Christian Dior, Société Anonyme, 33, Avenue Hoche, 75008 PARIS**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Parfums Christian Dior, Direction Juridique, 33, Avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 358 860**Marque française****Signe concerné :** (figurative)**Date du dépôt :** 13 JUIN 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/01**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 3.**Date de la déclaration de renouvellement :** 29 MARS 2016**Déclarant :** THE PROCTER & GAMBLE COMPANY, société de droit américain régie par les lois de l'Ohio, One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, OHIO 45202, Etats-Unis d'Amérique**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

GEVERS & ORES, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 359 451**Marque française****Signe concerné :** LENOR**Date du dépôt :** 18 JUIN 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/13**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 1, 3.**Date de la déclaration de renouvellement :** 24 MARS 2016**Déclarant :** CARREFOUR BANQUE, société anonyme, 1 Place Copernic, 91080 COURCOURONNES**No SIREN :** 313 811 515**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, Mme DOUHAIRE ARMELLE, 2 Rue Sarah Bernhardt, Bâtiment O2, CS 90017, 92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 359 845**Marque française****Signe concerné :** ESPACE FINANCIER**Date du dépôt :** 13 JUIN 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/40

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 36, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016

Déclarant : SOJAM, société par actions simplifiée à associé unique, 2 Mail des Cerclades, 95000 CERGY

No SIREN : 533 577 490

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 28 179 - 61 392 - 575 787

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NONY, Mme TERTRAIS Marion, 3 RUE DE PENTHIEVRE, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 362 212

Marque française

Signe concerné : MORTIS

Date du dépôt : 4 JUILLET 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/14

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016

Déclarant : BAYER SAS, Société par actions simplifiée, 16, rue Jean-Marie Leclair, 69009 LYON

No SIREN : 562 038 893

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 427 767 - 524 366

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Mme TEVENIN Emmanuelle, 137 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 362 389

Marque française

Signe concerné : SPICA

Date du dépôt : 26 MAI 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016

Déclarant : ELF AQUITAINE, Société Anonyme, 2 Place Jean Millier, La Défense 6, 92400 COURBEVOIE

No SIREN : 552 120 784

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

TOTAL, SA, Mme POLSELLI Stéphanie, La Défense 6, 2 place Jean Millier, 92078 PARIS LA DEFENSE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 362 677

Marque française

Signe concerné : PRESTIGRADE

Date du dépôt : 27 JUIN 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 4.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 MARS 2016

Déclarant : GROUPE CANAL +, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY-LESMOULINEUX

No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 394 286 - 507 782 - 621 532

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BRANDSTORMING, Mme DELLINGER Valérie, 11 Rue Lincoln, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 367 232

Marque française

Signe concerné : PLUS

Date du dépôt : 7 AVRIL 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/11

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016

Déclarant : BAYER CONSUMER CARE AG, Société anonyme de droit suisse, Peter Merian Str. 84, 4052 BASEL, Suisse

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 59 634 - 337 967

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Mme TEVENIN Emmanuelle, 137 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 367 498

Marque française

Signe concerné : DERMASPRAY

Date du dépôt : 23 MAI 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/18

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 MARS 2016

Déclarant : BOIRON, Société Anonyme à Conseil d'Administration, 2 Avenue de l'Ouest Lyonnais, 69510

MESSIMY

No SIREN : 967 504 697

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 662 438

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet PLASSERAUD, Mme MEUNIER-COEUR Isabelle, 235 Cours Lafayette, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 372 457

Marque française**Signe concerné :** NERVOSYL**Date du dépôt :** 21 MAI 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/20**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 5.**Date de la déclaration de renouvellement :** 1er AVRIL 2016**Déclarant :** ROLEX SA, Société de droit suisse, 3-5-7 rue

François-Dussaud, 1211 GENEVE 26, Suisse

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

S.A. Fédit-Loriot et Autres, M. Binoux Olivier, 38 avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 372 807**Marque française****Signe concerné :** ROLEX (semi-figurative)**Date du dépôt :** 30 SEPTEMBRE 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/13**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 41.**Date de la déclaration de renouvellement :** 21 MARS 2016**Déclarant :** McDONALD'S INTERNATIONAL PROPERTY COMPANY, Ltd, Société de l'Etat du Delaware, 2711 Centerville Road, Suite 400, WILMINGTON, Etats-Unis d'Amérique**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 182 478**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

DLA Piper France LLP, Mme Disdier-Mikus Karine, Département IP&T, 27 RUE Laffitte, 75009 PARIS-9E-ARRONDISSEMENT.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 378 697**Marque française****Signe concerné :** McDRIVE**Date du dépôt :** 5 MAI 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/40**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 42, 43.**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 MARS 2016**Déclarant :** SOCIETE CIVILE AGRICOLE DU CHATEAU LATOURCAMBLANES,

Société Civile, Domaine de Château Latour-Camblanes, 33360 CAMBLANES ET MEYNAC

No SIREN : 321 628 232**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CASTEL FRERES, M. VIGNEAU Romain, SERVICE JURIDIQUE, 1 rue des Oliviers, 94327 THIAIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 379 087**Marque française****Signe concerné :** CHATEAU LATOUR-CAMBLANES**Date du dépôt :** 18 MARS 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/51**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 33.**Date de la déclaration de renouvellement :** 31 MARS 2016**Déclarant :** GFA du Château Terrey Gros Cailloux, GFA, Lieu-dit Beychevelle, 33250 SAINT JULIEN BEYCHEVELLE**No SIREN :** 348 309 253**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 414 191**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SELARL Eric AGOSTINI et Asso, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 1 406 397**Marque française****Signe concerné :** CHATEAU TERREY GROS CAILLOUX**Date du dépôt :** 6 MAI 1986**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/33**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 33.**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 MARS 2016**Déclarant :** KOHLER CO., Société dite " Corporation " organisée sous les lois de l'Etat du Wisconsin, 444 Highland Drive, KOHLER, ETAT DU WISCONSIN 53044, Etats-Unis d'Amérique**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 95 589 696**Marque française****Signe concerné :** NEOMEDIAM**Date du dépôt :** 25 SEPTEMBRE 1995**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/12**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 11, 19.**Date de la déclaration de renouvellement :** 31 MARS 2016**Déclarant :** ELECTROCLASS, Société par actions simplifiée, 12 rue Gutenberg, 7 boulevard de Strasbourg, 77600 BUSSYSAINT-GEORGES**No SIREN :** 316 654 441**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET NETTER, Mme GRANGIENS Emilie, 36 avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 96 615 181**Marque française****Signe concerné :** ELECTROCLASS (semi-figurative)

Date du dépôt : 11 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/45
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 20, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : LES EDITIONS ALBERT RENE, Société à responsabilité limitée, 58 RUE JEAN BLEUZEN, 92170 VANVES
No SIREN : 950 026 757
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 RUE de Chazelles, 75847 PARIS CEDEX 17.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 616 013
Marque française
Signe concerné : OUMPAH-PAH
Date du dépôt : 15 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/44
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 25, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : CALVIN KLEIN TRADEMARK TRUST, société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, c/o Wilmington Trust Company, Rodney Square North, 1100 North Market Street, WILMINGTON, DELAWARE 19890, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 M. HIRSCH Marc-Roger, 137 Rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 616 025
Marque française
Signe concerné : CK BE (semi-figurative)
Date du dépôt : 15 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : Groupe Bigard, société anonyme, Zone Industrielle de Kergostiou, 29300 QUIMPERLE
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme Bigard-Prunet Eloïse, 193 RUE de l'Université, 75007 PARIS-7E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 616 439
Marque française
Signe concerné : BIGARD L'ART DE LA VIANDE
Date du dépôt : 19 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016
Déclarant : FABIO SALSA, Société par actions simplifiée à associé unique, 133 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS
No SIREN : 424 234 151
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 443 852
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 GEVERS & ORES, Mle DAMBREVILLE Lucie, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 616 514
Marque française
Signe concerné : FABIO SALSA
Date du dépôt : 19 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/11
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 14, 18, 21, 25, 26, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : GS27, Société par Actions Simplifiée à associé unique, 60 Avenue Foch, 75116 PARIS
No SIREN : 399 654 755
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET MAREK, Mme MAREK-HIERHOLZER Anne-Françoise, 28 rue de la loge, BP 42413, 13201 MARSEILLE CEDEX 2.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 616 642
Marque française
Signe concerné : GS27 (semi-figurative)
Date du dépôt : 18 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 2, 3, 4.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : RECKITT BENCKISER FRANCE, Société par actions simplifiée, 15 rue Ampère, BP 83, 91301 MASSY
No SIREN : 562 102 558
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 MARCHAIS ASSOCIÉS, Mme LIMOUZY Emmanuelle, 4 avenue Hoche, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 616 805
Marque française
Signe concerné : ORCHIDEE D'ORIENT
Date du dépôt : 20 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/12
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 4, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : CHRISTIE MANSON & WOODS LIMITED, Société de droit britannique, 8 King Street, St. James, LONDRES SW1Y 6QT, Royaume-Uni
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 617 297
Marque française
Signe concerné : CHRISTIE'S
Date du dépôt : 22 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : GER'SON, Société en nom collectif, Les Escures, 19120 ALTILLAC
No SIREN : 701 650 145
Mandataire ou destinataire de la correspondance : PROMARK, M. BERTHET Alain, 62 AVENUE des Champs Elysées, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 617 498
Marque française
Signe concerné : SECHE-PLEURS
Date du dépôt : 25 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : Apple Inc., société organisée selon les lois de l'Etat de Californie, 1 Infinite Loop, 95014 CUPERTINO, Californie, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 617 728
Marque française
Signe concerné : THE APPLE CAFE (semi-figurative)
Date du dépôt : 26 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/05
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : INTERFLORA Inc., Société organisée selon les lois de l'Etat du Michigan, 3113 Woodcreek Drive, 60515 DOWNERS GROVE, Illinois, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 554 207
Mandataire ou destinataire de la correspondance : MARCHAIS Associés, Mme LIMOUZY Emmanuelle, 4 Avenue Hoche, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 619 363
Marque française
Signe concerné : INTERFLORA ON LINE
Date du dépôt : 3 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/08
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 31, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : Maison AH SOUNE, Société à Responsabilité Limitée, 38 rue Vallon Hoarau, 97430 TAMPON
No SIREN : 313 566 820
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme REY Laurence, 12 rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 619 425
Marque française
Signe concerné : LE PAILLE EN QUEUE
Date du dépôt : 29 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/02
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : MONDADORI MAGAZINES FRANCE, Société par actions simplifiée, 8 rue François Ory, 92543 MONTROUGE CEDEX
No SIREN : 452 791 262
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 664 115
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme EHRET Marie, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 620 410
Marque française
Signe concerné : PLEINE VIE
Date du dépôt : 11 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/12
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : LEE KUM KEE COMPANY LIMITED, société organisée sous les lois de Hong Kong, 2-4 Dai Fat Street, Tai Po Industrial Estate, Tai Po, NEW TERRITORIES, Hong-Kong
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Mme LEVALET Catherine, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 622 223
Marque française
Signe concerné : LEE KUM KEE (semi-figurative)
Date du dépôt : 22 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/49
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 MARS 2016
Déclarant : DIRAMODE, Société par actions simplifiée, 1, rue John Hadley, 59654 VILLENEUVE D'ASCQ
No SIREN : 301 571 931
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET FLECHNER, 22 Avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 623 220
Marque française
Signe concerné : PIMKIE
Date du dépôt : 29 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : HERMES INTERNATIONAL, société en commandite par actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
No SIREN : 572 076 396
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HERMES INTERNATIONAL, Mme de CHAUNAC Annick, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 624 387
Marque française
Signe concerné : H HERMES (semi-figurative)
Date du dépôt : 7 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16.

Date de la déclaration de renouvellement : 1er AVRIL 2016
Déclarant : Firestone Industrial Products Company, LLC, Société

organisée sous les lois de l'Etat de l'Indiana, 250 West 96th Street, Indianapolis, INDIANA 46260, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 598 855
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 625 153
Marque française
Signe concerné : COIL-RITE
Date du dépôt : 13 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/02
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 AVRIL 2016
Déclarant : AIR TAHITI, SOCIETE ANONYME, BP 314, Polynésie Française, 98713 PAPEETE, Tahiti
Mandataire ou destinataire de la correspondance : AIR TAHITI, M. VIVISH Manate, BP 314, Polynésie Française, 98713 PAPEETE, Tahiti.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 626 707
Marque française
Signe concerné : AIR TAHITI MAGAZINE
Date du dépôt : 21 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 AVRIL 2016
Déclarant : AIR TAHITI, Société Anonyme, BP 314, Polynésie Française, 98713 PAPEETE TAHITI
Mandataire ou destinataire de la correspondance : AIR TAHITI, M. VIVISH Manate, BP 314, Polynésie Française, 98713 PAPEETE TAHITI.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 626 708
Marque française
Signe concerné : MOANA HOLIDAYS
Date du dépôt : 21 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : Formula One Licensing BV, société de droit néerlandais, Beursplein 37, 3011 AA ROTTERDAM, Pays-Bas
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 96 627 464**Marque française****Signe concerné :** F1**Date du dépôt :** 24 MAI 1996**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/47**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 32.**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 MARS 2016**Déclarant :** MONDADORI MAGAZINES FRANCE, Société par actions simplifiée, 8 rue François Ory, 92543 MONTROUGE CEDEX**No SIREN :** 452 791 262**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au****Registre National des Marques :** 664 115**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, Mme EHRET Marie, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 96 628 022**Marque française****Signe concerné :** PLEINE VIE**Date du dépôt :** 3 JUIN 1996**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 08/04**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 35, 38, 40, 42, 43, 44, 45.**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 MARS 2016**Déclarant :** Apple Inc., société organisée selon les lois de l'Etat de Californie, 1 Infinite Loop, Cupertino, CALIFORNIE 95014, Etats-Unis d'Amérique**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 96 628 525**Marque française****Signe concerné :** Q (semi-figurative)**Date du dépôt :** 5 JUIN 1996**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/21**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 9, 16.**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 AVRIL 2016**Déclarant :** MasterCard International Incorporated, Société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 2000 Purchase Street, Purchase, NEW YORK 10577-2509, ETATS-UNIS D'AMERIQUE**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard

Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 96 630 854**Marque française****Signe concerné :** MASTER CARTE**Date du dépôt :** 20 JUIN 1996**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/14**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 9, 16, 36.**Date de la déclaration de renouvellement :** 24 MARS 2016**Déclarant :** CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT**No SIREN :** 652 014 051**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, Mme DOUHAIRE ARMELLE, 2 Rue Sarah Bernhardt, Bâtiment O2, CS 90017, 92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 96 631 741**Marque française****Signe concerné :** FILIERE QUALITE CARREFOUR (semifigurative)**Date du dépôt :** 21 JUIN 1996**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/14**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 29, 30, 31, 42.**Date de la déclaration de renouvellement :** 24 MARS 2016**Déclarant :** CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT**No SIREN :** 652 014 051**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, Mme DOUHAIRE ARMELLE, 2 Rue Sarah Bernhardt, Bâtiment O2, CS 90017, 92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 96 631 742**Marque française****Signe concerné :** FILIERE QUALITE CARREFOUR (semifigurative)**Date du dépôt :** 21 JUIN 1996**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/14**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 29, 30, 31, 42.**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 MARS 2016**Déclarant :** Apple Inc., société organisée selon les lois de l'Etat de Californie, 1 Infinite Loop, Cupertino, CALIFORNIE 95014, Etats-Unis d'Amérique**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 632 092
Marque française
Signe concerné : APPLECARE
Date du dépôt : 28 JUIN 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/26
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 37.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : TOTAL SA, Société anonyme, 2 place Jean Millier, La Défense 6, 92400 COURBEVOIE
No SIREN : 542 051 180
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 TOTAL, SA, Mme POLSELLI Stéphanie, Direction Juridique Holding / Marques, 2 place Jean Millier, La Défense 6, 92078 PARIS LA DEFENSE Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 633 773
Marque française
Signe concerné : ARBOFINE
Date du dépôt : 10 JUILLET 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/15
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : Cardif Assurance Vie, société anonyme, 1 boulevard Haussmann, 75009 PARIS
No SIREN : 732 028 154
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 634 457
Marque française
Signe concerné : PGER
Date du dépôt : 16 JUILLET 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/41
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 36, 40, 41, 42, 43, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : Apple Inc., société organisée selon les lois de l'Etat de Californie, 1 Infinite Loop, Cupertino, CALIFORNIE 95014, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Wilson & Berthelot, Mme Wilson Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 636 025
Marque française
Signe concerné : iphoto Express

Date du dépôt : 25 JUILLET 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/21
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : TOTAL LUBRIFIANTS, Société anonyme, 562 Avenue du Parc de l'Ile, 92000 NANTERRE
No SIREN : 552 006 454
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 TOTAL, SA, Mme POLSELLI Stéphanie, La Défense 6, 2 Place Jean Millier, 92078 PARIS LA DEFENSE CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 636 032
Marque française
Signe concerné : MAXIMA
Date du dépôt : 25 JUILLET 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/14
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 4.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : Formula One Licensing BV, société de droit néerlandais, Beursplein 37, 3011 AA ROTTERDAM, Pays-Bas
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 565 232
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 639 213
Marque française
Signe concerné : FORMULE 1
Date du dépôt : 22 AOÛT 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/31
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 28, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 MARS 2016
Déclarant : MARS, INCORPORATED, Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 6885 Elm Street, McLean, VIRGINIA 22101-3883, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 AB INITIO, Mme PAIRAULT Annick, 5 rue Daunou, 75002 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 00 3 013 562
Marque française
Signe concerné : M&M S (semi-figurative)
Date du dépôt : 1er AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03
Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 MARS 2016

Déclarant : MARS, INCORPORATED, Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 6885 Elm Street, McLean, VIRGINIA 22101-3883, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

AB INITIO, Mme PAIRAULT Annick, 5 rue Daunou, 75002 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 00 3 053 819

Marque française

Signe concerné : GALAXY

Date du dépôt : 1er AVRIL 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/06

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 AVRIL 2016

Déclarant : AIR ARCHIPELS, EURL, BP 6019, Polynésie Française, 98702 FAAA TAHITI

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

AIR ARCHIPELS, M. VIVISH Manate, BP 6019, Polynésie Française, 98702 FAAA TAHITI.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 412 793

Marque française

Signe concerné : AIR ARCHIPELS

Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 38, 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016

Déclarant : DULONG-CALVET, S.A.S., Route de Balizac, 33720 LANDIRAS

No SIREN : 457 200 913

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 662 047

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 413 088

Marque française

Signe concerné : VEUVE D'ALBAN

Date du dépôt : 28 FÉVRIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016

Déclarant : PlayOn, Société par actions simplifiée, 110, boulevard Jean Jaurès, 92100 PARIS

No SIREN : 488 124 819

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SCP DTMV, 164, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 413 395

Marque française

Signe concerné : PlayOne

Date du dépôt : 1er MARS 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/34

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016

Déclarant : Citigroup Inc., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 388 Greenwich Street, New York, NEW YORK 10013, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Hogan Lovells (Paris) LLP, Mme de Dampierre Marie-Aimée, 17 avenue Matignon, CS 30027, 75378 PARIS Cedex 8.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 413 929

Marque française

Signe concerné : PUT TURBO

Date du dépôt : 3 MARS 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016

Déclarant : Citigroup Inc., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 388 Greenwich Street, New York, NEW YORK 10013, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Hogan Lovells (Paris) LLP, Mme de Dampierre Marie-Aimée, 17 avenue Matignon, CS 30027, 75378 PARIS Cedex 8.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 413 930

Marque française

Signe concerné : CALL TURBO

Date du dépôt : 3 MARS 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016

Déclarant : Citigroup Inc., Société organisée selon les lois de

l'Etat du Delaware, 388 Greenwich Street, New York, NEW YORK 10013, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Hogan Lovells (Paris) LLP, Mme de Dampierre Marie-Aimée, 17 avenue Matignon, CS 30027, 75378 PARIS Cedex 8.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 413 932
Marque française
Signe concerné : CITIGROUP TURBO
Date du dépôt : 3 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/31
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : Distillerie Les Fils d'Emile PERNOT Sodex SAS, SAS, 44 Rue de Besançon, 25300 PONTARLIER
No SIREN : 423 111 376
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GUIU – JurisPatent, Mme GUIU Sandrine, 10 Rue Paul Thénard, 21000 DIJON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 414 383
Marque française
Signe concerné : Absinthe Bourgeois
Date du dépôt : 6 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/32
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : VOYAGEURS DU MONDE, Société Anonyme, 55, rue Sainte-Anne, 75002 PARIS
No SIREN : 315 459 016
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET DEGRET, 24, Place du Général Catroux, 75017 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 414 700
Marque française
Signe concerné : (Figurative)
Date du dépôt : 7 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/32
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12, 39, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016
Déclarant : Etat français, représenté par le ministre de la défense, DICOD, Etat, Délégation à l'information et à la communication de la défense, 60 boulevard Général-Martial-Vallin, CS 21623, 75509 PARIS CEDEX 15
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 APIE, Mme BOURLANGE DANIELLE, Atrium, 5 place des Vinsde-

France, 75012 PARIS-12E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 414 751
Marque française
Signe concerné : PARTENAIRE DE LA DEFENSE RESERVE MILITAIRE (semi-figurative)
Date du dépôt : 3 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/32
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 MARS 2016
Déclarant : OCCASION RHONE AUTOMOBILE 7, Société par actions simplifiée à associé unique, CD 12 LIEU DIT " LES TUILLÈRES ", 69360 SEREZIN-DU-RHONE
No SIREN : 488 901 034
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET PLASSERAUD, Mme CARRON Noémie, Immeuble le Rhône-Alpes, 235 cours Lafayette, 69006 LYON--6E--ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 414 911
Marque française
Signe concerné : ORA7 OCCASIONS RHONE AUTO (semifigurative)
Date du dépôt : 8 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12, 35, 37, 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : Citibank N.A., Association Nationale de Banque aux Etats-Unis, 388 Greenwich Street, New York, NEW YORK 10013, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Hogan Lovells (Paris) LLP, Mme de Dampierre Marie-Aimée, 17 avenue Matignon, CS 30027, 75378 PARIS Cedex 8.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 415 219
Marque française
Signe concerné : CITI GLOBAL EXECUTIVE BANKING
Date du dépôt : 9 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/32
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016
Déclarant : BANQUE DE FRANCE, Institution régie par art.L141-1 et suiv. du Code Monét. et Fin, 1 RUE DE LA VRIILLIERE, 75001 PARIS
No SIREN : 572 104 891
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET LAMBERT ET ASSOCIES, M. FELIX STEVE, 18 AVENUE

DE L'OPERA, 75001 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 415 323
 Marque française
 Signe concerné : VERIFIANCE
 Date du dépôt : 9 MARS 2006
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/32
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 9, 36, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
 Déclarant : PROFILS SYSTEMES, Société par actions simplifiée, Parc d'Activités de Massane, Rue Alfred Sauvy, 34670 BAILLARGUES
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET DELHAYE, M. DELHAYE Guy, 2 RUE GUSTAVE DE CLAUDE, BP 30, 81800 RABASTENS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 415 895
 Marque française
 Signe concerné : TOUNDRRA KHAN
 Date du dépôt : 13 MARS 2006
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/33
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 6, 19, 20.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
 Déclarant : BAMASIA, Société à responsabilité limitée, C/o Afretair, Immeuble Les Vanneaux, 14 rue de la Perdrix, 93420 VILLEPINTE
 No SIREN : 479 838 633
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 416 078
 Marque française
 Signe concerné : JVO
 Date du dépôt : 13 MARS 2006
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/33
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 7, 8, 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
 Déclarant : B&O PHARM, Société par actions simplifiée, ZAC de la Masquère, 31750 ESCALQUENS
 No SIREN : 434 077 525
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET MORELLE & BARDOU, Mme DAT-BABIN Cécile, Parc technologique du Canal, 9 Avenue de l'Europe, 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE.
 Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 416 384
 Marque française
 Signe concerné : Trialgic
 Date du dépôt : 14 MARS 2006
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/33
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016
 Déclarant : BANQUE DE FRANCE, Institution régie par art. L141-1 et suiv. du Code Monét. et Fin, 1 RUE DE LA VRILLIERE, 75001 PARIS
 No SIREN : 572 104 891
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAMBERT ET ASSOCIES, M. FELIX STEVE, 18 AVENUE DE L'OPÉRA, 75001 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 417 540
 Marque française
 Signe concerné : (figurative)
 Date du dépôt : 20 MARS 2006
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/34
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 9, 36, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016
 Déclarant : BANQUE DE FRANCE, Institution régie par art. L141-1 et suiv. du Code Monét. et Fin, 1 RUE DE LA VRILLIERE, 75001 PARIS
 No SIREN : 572 104 891
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAMBERT ET ASSOCIES, M. FELIX STEVE, 18 AVENUE DE L'OPÉRA, 75001 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 417 541
 Marque française
 Signe concerné : FNCI-FICHIER NATIONAL DES CHEQUES IRREGULIERS
 Date du dépôt : 20 MARS 2006
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/34
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 9, 36, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
 Déclarant : RECKITT BENCKISER CALGON B.V., Société de droit néerlandais, Siriusdreef 14, 2132WT HOOFFDORP, Pays-Bas
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 664 672
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : MARCHAIS ASSOCIÉS, Mme Limouzy Emmanuelle, 4 AVENUE HOCHÉ, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
 Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 417 574
Marque française
Signe concerné : ExpressAction
Date du dépôt : 20 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/34
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : CREDIT LYONNAIS, Société anonyme à conseil d'administration, 18 Rue de la République, 69002 LYON
No SIREN : 954 509 741
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme RIVIERE Laurence, Bâtiment O2, 2 RUE SARAH BERNHARDT, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 417 603
Marque française
Signe concerné : PROPULSO
Date du dépôt : 20 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/34
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : PGA DOMAINES S.C.E.A, Société Civile d'Exploitation Agricole, Domaine de Beaulieu, 13840 ROGNES
No SIREN : 782 762 355
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme HERRBURGER Sophie, 115 BOULEVARD Haussmann, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 419 139
Marque française
Signe concerné : AIXQUIS
Date du dépôt : 28 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/35
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : PGA DOMAINES S.C.E.A, Société Civile d'Exploitation Agricole, Domaine de Beaulieu, 13840 ROGNES
No SIREN : 782 762 355
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme HERRBURGER Sophie, 115 BOULEVARD Haussmann, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 419 141
Marque française
Signe concerné : AIXCELLENCE

Date du dépôt : 28 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/35
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016
Déclarant : BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, société anonyme, 1 boulevard Haussmann, 75009 PARIS
No SIREN : 542 097 902
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET LAVOIX, Mme SAMSON Valérie, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 419 297
Marque française
Signe concerné : figurative
Date du dépôt : 28 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/35
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 28, 35, 36, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : N.R.J., Société par actions simplifiée à associé unique, 22 Rue Boileau, 75016 PARIS
No SIREN : 328 232 731
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 IPSILON BREMA-LOYER, Mme BRIEC Florence, Le Centralis, 63 AVENUE du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 419 644
Marque française
Signe concerné : HIT MUSIC ONLY
Date du dépôt : 29 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/35
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : OTS LOGISTICS GROUP LTD., Société de droit des Iles Caïmans, c/o ATC, P.O. Box 30592-SMB, Cayside, 2nd Floor, Harbour Drive, George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MACHINET Emmanuelle, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 419 875
Marque française
Signe concerné : VANGUARD LOGISTICS SERVICES
Date du dépôt : 30 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/35
Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016

Déclarant : HOTEL CHEF, SARL, 45 rue Boursault, 75017 PARIS

No SIREN : 490 046 083

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Bouchara & Avocats, Mme Bouchara Vanessa, 17 rue du Collisée, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 420 340

Marque française

Signe concerné : ROOM SERVICE HOTEL CHEF

Date du dépôt : 31 MARS 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/35

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 33, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016

Déclarant : BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 bld

Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES

No SIREN : 405 113 598

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BIOFARMA, Mme BOUDOT Catherine, 50 rue Carnot, 92284 SURESNES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 420 654

Marque française

Signe concerné : BIOGARAN DESOGESTREL/
ETHINYLESTRADIOL (semi-figurative)

Date du dépôt : 3 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 MARS 2016

Déclarant : BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 Bld

Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES

No SIREN : 405 113 598

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BIOFARMA, Mme BOUDOT Catherine, 50 RUE Carnot, 92284 SURESNES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 420 662

Marque française

Signe concerné : 21 jours (semi-figurative)

Date du dépôt : 3 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 16, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016

Déclarant : Cardif Assurance Vie, société anonyme, 1 boulevard Haussmann, 75009 PARIS

No SIREN : 732 028 154

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 578 418

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 421 302

Marque française

Signe concerné : VOEU FUNERAIRE AVANTAGE

Date du dépôt : 3 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 36, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 MARS 2016

Déclarant : BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 Bld Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES

No SIREN : 405 113 598

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BIOFARMA, Mme BOUDOT Catherine, 50 RUE Carnot, 92284 SURESNES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 202

Marque française

Signe concerné : SUBSTI CLIP

Date du dépôt : 13 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 16, 35, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016

Déclarant : QUICK RESTAURANTS, en abrégé QUICK, société de droit belge, 65 avenue Louise, Boîte 11, 1050 BRUXELLES, Belgique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS & ORES, Mme DAMBREVILLE Lucie, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 274

Marque française

Signe concerné : LONG SUNSET

Date du dépôt : 13 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : QUICK RESTAURANTS en abrégé QUICK, société de droit belge, 65 avenue Louise, Boîte 11, 1050 BRUXELLES, Belgique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS & ORES, Mme DAMBREVILLE Lucie, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 275
Marque française
Signe concerné : SUNNY SENSATIONS
Date du dépôt : 13 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30, 32, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : QUICK RESTAURANTS, en abrégé QUICK, société de droit belge, 65 avenue Louise, Boîte 11, 1050 BRUXELLES, Belgique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS & ORES, Mme DAMBREVILLE Lucie, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 277
Marque française
Signe concerné : SUNSHINE BURGER
Date du dépôt : 13 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 bld Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES
No SIREN : 405 113 598
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BIOFARMA, Mme BOUDOT Catherine, 50 rue Carnot, 92284 SURESNES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 343
Marque française
Signe concerné : CETIRIZINE BGR 10MG (semi-figurative)
Date du dépôt : 20 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 16, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : Cardif Assurance Vie, société anonyme, 1 boulevard Haussmann, 75009 PARIS

No SIREN : 732 028 154
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 361
Marque française
Signe concerné : MULTIHORIZONS
Date du dépôt : 20 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 36, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : Cardif Assurance Vie, société anonyme, 1 boulevard Haussmann, 75009 PARIS
No SIREN : 732 028 154
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 362
Marque française
Signe concerné : PUISSANCE 10
Date du dépôt : 20 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 36, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 MARS 2016
Déclarant : BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 Bld Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES
No SIREN : 405 113 598
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BIOFARMA, Mme BOUDOT Catherine, 50 RUE Carnot, 92284 SURESNES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 425 349
Marque française
Signe concerné : (FIGURATIVE)
Date du dépôt : 26 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 16, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 MARS 2016
Déclarant : BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 Bld Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES
No SIREN : 405 113 598
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BIOFARMA, Mme BOUDOT Catherine, 50 RUE Carnot, 92284 SURESNES Cedex.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 425 353**Marque française****Signe concerné :** (figurative)**Date du dépôt :** 26 AVRIL 2006**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/42**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 5, 16, 35.**Date de la déclaration de renouvellement :** 18 MARS 2016**Déclarant :** GROUPE CANAL +, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY-LESMOULINEAUX**No SIREN :** 420 624 777**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au****Registre National des Marques :** 507 782 - 621 532**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

BRANDSTORMING, Mme DELLINGER Valérie, 11 Rue Lincoln, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 425 731**Marque française****Signe concerné :** CANAL PLAYER (semi-figurative)**Date du dépôt :** 27 AVRIL 2006**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/39**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 9, 16, 35, 38, 41, 42.**Date de la déclaration de renouvellement :** 31 MARS 2016**Déclarant :** Jean-Eugène Borie SA, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, Château Ducru Baucaillou, 33250 SAINT JULIEN BEYCHEVELLE**No SIREN :** 781 993 266**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SELARL Eric AGOSTINI et Asso, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 426 408**Marque française****Signe concerné :** DUCRU HORTEVIE**Date du dépôt :** 2 MAI 2006**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/40**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 33, 35.**Date de la déclaration de renouvellement :** 29 MARS 2016**Déclarant :** HERMES INTERNATIONAL, société en commandite par actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
No SIREN : 572 076 396**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au****Registre National des Marques :** 595 525**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

HERMES INTERNATIONAL, Mme de CHAUNAC Annick, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 428 417**Marque française****Signe concerné :** ISKENDER**Date du dépôt :** 12 MAI 2006**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/42**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 21.**Date de la déclaration de renouvellement :** 1er AVRIL 2016**Déclarant :** COMITE FRANCAIS DE L'ETIQUETAGE POUR L'ENTRETIEN DES TEXTILES (COFREET), association régie par la loi du 1er juillet 1901, 37 rue de Neuilly, 92110 CLICHY**Déclarant :** GROUPEMENT INTERNATIONAL D'ETIQUETAGE POUR L'ENTRETIEN DES TEXTILES (GINETEX), association régie par la loi du 1er juillet 1901, 37 rue de Neuilly, 92110 CLICHY**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 430 498**Marque française****Signe concerné :** (figurative)**Date du dépôt :** 23 MAI 2006**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/43**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 9, 16, 24, 25, 26, 27, 37, 40, 41, 42, 45.**Date de la déclaration de renouvellement :** 31 MARS 2016**Déclarant :** Jean-Eugène Borie SA, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, Château Ducru Beaucaillou, 33250 SAINT JULIEN BEYCHEVELLE**No SIREN :** 781 993 266**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SELARL Eric AGOSTINI et Asso, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 430 554**Marque française****Signe concerné :** JULIEN SAINT-LOUIS**Date du dépôt :** 24 MAI 2006**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 09/12**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 33, 35.**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 MARS 2016**Déclarant :** BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 Bld Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES
No SIREN : 405 113 598**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

BIOFARMA, Mme BOUDOT Catherine, 50 RUE Carnot, 92284 SURESNES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 431 491

Marque française

Signe concerné : LACTUBEL

Date du dépôt : 30 MAI 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/44

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 1er AVRIL 2016

Déclarant : LESAFFRE ET COMPAGNIE, Société anonyme, 41 rue Etienne Marcel, 75001 PARIS

No SIREN : 316 055 672

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET LAVOIX, Mme DAUBIN Béatrice, 62 rue de Bonnel, 69448 LYON CEDEX 03.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 432 008

Marque française

Signe concerné : NEXY

Date du dépôt : 31 MAI 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/17

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 5, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 MARS 2016

Déclarant : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH

No SIREN : 315 999 201

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 433 259

Marque française

Signe concerné : CORAL REEF

Date du dépôt : 7 JUIN 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/45

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 MARS 2016

Déclarant : CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS, Ordre professionnel régi par les art.L4231-1 et suivants du Code de la Santé Publique, 4 avenue Ruysdael, 75008 PARIS

No SIREN : 784 359 549

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ERNEST GUTMANN – YVES PLASSERAUD, SAS, 3 rue Auber, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 434 744

Marque française

Signe concerné : DP LE DOSSIER PHARMACEUTIQUE

Date du dépôt : 14 JUIN 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 9, 10, 16, 35, 38, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016

Déclarant : Prodimaques, Association pour la Diffusion et la Promotion des Marques de Fabricants, association régie par la loi du 1er juillet 1901, 71 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Wilson & Berthelot, Mme WILSON Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 439 536

Marque française

Signe concerné : LES MARQUES ET VOUS

Date du dépôt : 7 JUILLET 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/50

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016

Déclarant : NORDNET, Société anonyme, 111 Rue de Croix, 59510 HEM

No SIREN : 402 974 489

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

DS AVOCATS, Mme DELBECQ Clothilde, 8 Rue Anatole France, 59000 LILLE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 442 388

Marque française

Signe concerné : Pack Site

Date du dépôt : 25 JUILLET 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016

Déclarant : Jean-Eugene Borie SA, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, Chateau Ducru Beaucaillou, 33250 SAINT JULIEN BEYCHEVELLE

No SIREN : 781 993 266

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SELARL Eric AGOSTINI et Asso, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 442 913

Marque française

Signe concerné : LITHOTHERAPIE
Date du dépôt : 27 JUILLET 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 08/43
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5, 10, 11, 33, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : GREENFLEX, SAS, 16 boulevard Montmartre, 75009 PARIS
No SIREN : 511 840 845
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 631 894
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 DELSOL AVOCATS, M. PERRIN Stéphane, 4 bis rue du Colonel Moll, 75017 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 453 289
Marque française
Signe concerné : ECONOMIE POSITIVE
Date du dépôt : 28 SEPTEMBRE 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/25
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 35, 36, 38, 41, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 MARS 2016
Déclarant : GO VOYAGES, Société anonyme, 14 RUE DE CLERY, 75002 PARIS
No SIREN : 384 884 854
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 490 775
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, BAT O2, 2 RUE SARAH BERNHARDT, CS 90017, 92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 413 976
Marque française
Signe concerné : SKY DISCOUNT
Date du dépôt : 3 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 09/31
Portée du renouvellement
Renouvellement limité aux produits et services suivants :
 Transport, organisation de voyages, réservation de places de voyage, agences de voyages, agences de tourisme ; Services de restauration (alimentation) ; services de bars ; cafés-restaurants ; cafétérias ; restaurants libre-service ; restauration (repas). Hébergement temporaire ; agences de logement (hôtels, pensions) ; services hôteliers ; réservation d'hôtel ; services de camps de vacances ; réservations de logements temporaires ; maisons de vacances ; services de motels.
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 39, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 31 MARS 2016
Déclarant : HOTEL GRAY D'ALBION CANNES, société par

actions simplifiée, 38 rue des Serbes, 06400 CANNES
No SIREN : 316 057 116
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 417 892
Marque française
Signe concerné : 38 THE PLACE RESTAURANT & BAR (semifigurative)
Date du dépôt : 21 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/39
Portée du renouvellement
Renouvellement limité aux produits et services suivants :
 Papier, carton (brut, mi-ouvert ou pour la papeterie ou l'imprimerie) et produits en ces matières (non compris dans d'autres classes), à savoir essuie-mains en papier, papier hygiénique, dessous de verres et de carafes en papier ou en carton, linges de table en papier, ronds de tables en papier, tapis de tables en papier, sacs, sachets, enveloppes, pochettes pour l'emballage en papier, papier d'emballage, tubes en carton ; photographies, articles de bureau (à l'exception des meubles) ; articles de papeterie ; affiches, affichettes, dépliants, plaquettes, brochures, périodiques, calendriers, cartes, cartonnages, catalogues, guides, journaux ; revues, blocs, autocollants, papier à lettres, blocs de papier, cartes postales, stylos, matières plastiques pour l'emballage non comprises dans d'autres classes, à savoir sacs, sachets, films et feuilles ; clichés, timbres commémoratifs, atlas, livres, revues, cartes routières, marque-pages en papier ou en carton, signets, porte-crayons, crayons, crayons à papier, menus, étiquettes en papier pour le vin et pour les bagages, étiquettes non en tissus, bagues à cigare, décalcomanies ; serviettes de tables, nappes, sets de table, napperons en papier, mouchoirs de poche en papier, serviettes de toilette en papier ; Clubs de fidélisation, à savoir opérations promotionnelles d'hébergement temporaire et de restauration en vue de fidéliser la clientèle. ; Divertissements ; services de casinos ; services d'organisation de concours, de loteries, services de jeux de hasard, de machines à sous, jeux d'argent ; services d'organisation de soirées à thèmes, activités culturelles ; institution d'enseignement, services d'enseignement ; organisation de concours en matière d'éducation ou de divertissements, en matière de jeux de hasard, de machines à sous, de jeux d'argent, de loterie, de concours ; divertissements radiophoniques ou par télévision, production de films ; organisation et conduite de séminaires, de conférence, de conventions et de congrès à but culturel ou de divertissement. ; Services de restauration (alimentation) ; services de traiteur ; cafés, restaurants, bars, cafétérias.
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 35, 41, 43.

DECISION n° 7815 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3414293 et n° 3414294.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété intellectuelle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3414293 et n° 3414294 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-29 du 22 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3414293 et n° 3414294 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

DECISION n° 7816 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3435709.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3435709 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-29 du 22 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux

déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3435709 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

DECISION n° 7817 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1360496.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1360496 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-29 du 22 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1360496 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 7818 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant
rejet de la requête en extension du renouvellement de la
marque n° 3422757.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3422757 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-29 du 22 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3422757 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 7819 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3417990.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3417990 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-29 du 22 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3417990 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ARRETE n° 7820 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant extension des renouvellements de 84 marques françaises.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-30 du 29 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 84 MARQUES FRANCAISES

BOPI n° 2016-30 du 29/07/2016

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE, Société par actions simplifiée, 14 rue Jean Antoine de Baïf, 75013 PARIS
No SIREN : 337 280 226
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme ROUSSEL Sophie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 886
Marque française
Signe concerné : ANTASPIRINE
Date du dépôt : 2 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/43
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : ELCO, Société par actions simplifiée, 40/48 rue Cambon, 75001 PARIS
No SIREN : 702 038 464
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 580 538
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Hogan Lovells (Paris) LLP, Mme Bernardeau-Paupe Olivia, 17 avenue Matignon, CS 30027, 75378 PARIS Cedex 8.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 907
Marque française
Signe concerné : INTRAL
Date du dépôt : 2 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/30
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : ACTION NATIONALE DES PROMOTEURS DU " FAITES LE VOUS MEME ", Société anonyme, 1 rue Montaigne, 45380 LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN
No SIREN : 775 648 215
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 349 071
Marque française
Signe concerné : BRICOTRUC
Date du dépôt : 3 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/17
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2, 6, 8, 11, 21, 22, 27, 37.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : POCHET, Société par actions simplifiée, 44-46 Allées Léon Gambetta, 92110 CLICHY
No SIREN : 433 956 414
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 623 225
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 349 676
Marque française
Signe concerné : HP (semi-figurative)
Date du dépôt : 7 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/14
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 20, 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : AGENCE FRANCE PRESSE, Organisme autonome, 11-13-15 PLACE DE LA BOURSE, 75002 PARIS
No SIREN : 775 658 354
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAMBERT ET ASSOCIES, Mme BOIS STÉPHANIE, 18 AVENUE DE L'OPÉRA, 75001 PARIS-1ER-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 351 147
Marque française
Signe concerné : FRANCE-PRESSE
Date du dépôt : 17 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/13
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 26 NOVEMBRE 2015
Déclarant : société civile agricole chateau la commanderie, sca, chateau la commanderie, 4 chemin de la commanderie, 33500 POMEROL, catusseau
No SIREN : 793 226 937
Mandataire ou destinataire de la correspondance : société civile agricole chateau la commanderie, Mme d'HENNEZEL constance, chateau la commanderie, 4 chemin de la commanderie, 33500 POMEROL, catusseau.
No national ou No d'enregistrement : 1 352 044
Marque française
Signe concerné : CHATEAU La Commanderie Appellation Pomerol Contrôlée
Date du dépôt : 18 FÉVRIER 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 MARS 2016
Déclarant : GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DES VIGNOBLES DE LA BARONNE PHILIPPINE DE ROTHSCHILD en abrégé BARONNE PHILIPPINE DE ROTHSCHILD GFA, Groupement foncier agricole, Lieu-dit Le Pouyalet, CHATEAU MOUTON ROTHSCHILD, 33250 PAUILLAC
No SIREN : 314 750 274
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 21 761 - 400 719 - 400 720
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Immeuble O2, 2, rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES SUR SEINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 106
Marque française
Signe concerné : CHATEAU LA FLEUR MILON
Date du dépôt : 24 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/09
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : AQUALAND, société par actions simplifiée, Camp de l'Abbé 420, RD 559, 83600 FREJUS
No SIREN : 324 592 708
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Mme BRIEC Florence, 63 Avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 354
Marque française
Signe concerné : AQUALAND
Date du dépôt : 25 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/49
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 9, 14.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : WESTINGHOUSE ELECTRIC CORPORATION, Société organisée sous les lois de l'Etat de Delaware, 51 West 52nd Street, 10019 NEW YORK, New York, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELAS CASALONGA, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 548
Marque française
Signe concerné : WHITE-WESTINGHOUSE
Date du dépôt : 28 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/44
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 9, 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : Cummins Filtration Inc., Société organisée sous les lois de l'Etat de l'Indiana, 500 Jackson Street, COLUMBUS, Etat de l'Indiana, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 557 234 - 595 541
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 896
Marque française
Signe concerné : WINSLOW
Date du dépôt : 30 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/13
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : POR LARRANAGA, FABRICA DE TABACOS S.A., Société cubaine, 77, 111 Carlos, LA HAVANE, Cuba
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Le Centralis, 63 Avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 951
Marque française
Signe concerné : POR LARRANAGA
Date du dépôt : 30 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/16
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : BRISTOL-MYERS SQUIBB, société à responsabilité limitée, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL-MALMAISON
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 353 492
Marque française
Signe concerné : POLYSILAN
Date du dépôt : 5 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : ZODIAC AERO DUCT SYSTEMS, Société par actions simplifiée, 5 RUE DES ATELIERS, 60200 COMPIEGNE
No SIREN : 925 720 914
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 206 671
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIES, Mme PUSEL Marie, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 353 892
Marque française
Signe concerné : BOA (semi-figurative)
Date du dépôt : 7 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/17
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 9, 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : HBI BRANDED APPAREL LIMITED, INC., société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 1000 East Hanes Mill Road, Winston-Salem, CAROLINE DU NORD 27105, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 449 331
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 354 599
Marque française
Signe concerné : SILK REFLECTIONS
Date du dépôt : 13 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : E.R. SQUIBB & SONS, L.L.C., société à responsabilité limitée de l'Etat de Delaware, Lawrenceville-Princeton Road, Princeton, NEW JERSEY 08540, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 355 197
Marque française
Signe concerné : PRONESTYL
Date du dépôt : 16 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : GROUPEMENT FONCIER DES DOMAINES DE SAINT JULIEN MEDOC, Groupement foncier agricole, Chateau LEOVILLE POYFERRE, 33250 SAINT JULIEN BEYCHEVELLE
No SIREN : 349 051 847
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELARL Eric AGOSTINI et Asso, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 355 596
Marque française
Signe concerné : CHATEAU MOULIN RICHE
Date du dépôt : 21 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/18
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : DOMAINES CUVELIER, Société civile, Château Le Crock, Lieu dit MARBUZET, 33180 SAINT-ESTEPHE
No SIREN : 457 505 709
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELARL Eric AGOSTINI et Asso, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 355 597
Marque française
Signe concerné : CHATEAU LE CROCK
Date du dépôt : 21 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/18
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : GUERLAIN SOCIETE ANONYME, SOCIETE ANONYME, 68 avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS
No SIREN : 582 022 265
Mandataire ou destinataire de la correspondance : M. PONSY Daniel, GUERLAIN, S.A., DIRECTION JURIDIQUE, 125 RUE du Président Wilson, 92300 LEVALLOIS-PERRET.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 357 931
Marque française
Signe concerné : VOL DE NUIT
Date du dépôt : 6 JUIN 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 08/06
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 AVRIL 2016
Déclarant : SOCIETE DES PRODUITS NESTLE SA, Société anonyme de droit Suisse, 1800 VEVEY, Suisse
Mandataire ou destinataire de la correspondance : WITETIC, M. Martin-Tardivat Benjamin, 37 Avenue Friedland, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 358 314
Marque française
Signe concerné : GLORIA
Date du dépôt : 9 JUIN 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/09
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : SAVAREZ, Société anonyme à conseil d'administration, 5 Avenue Barthélémy Thimonnier, 69300 CALUIRE-ET-CUIRE
No SIREN : 784 124 463
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet LAVOIX, Mme DAUBIN Béatrice, 62 Rue de Bonnel, 69448 LYON CEDEX 03.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 358 548
Marque française
Signe concerné : CORELLI
Date du dépôt : 6 JUIN 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/21
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 15.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : LABORATOIRES JOLLY-JATEL, société par actions simplifiée, 28 avenue Carnot, 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
No SIREN : 589 801 141
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 417 700
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SODEMA CONSEILS, S.A., Mme BOYER CHAMMARD Christine, 16 rue du Général Foy, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 358 717
Marque française
Signe concerné : ANTIBIO-SYNALAR
Date du dépôt : 12 JUIN 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : E. REMY MARTIN & Co, Société par actions

simplifiée, 20 rue de la Société Vinicole, 16100 COGNAC
No SIREN : 775 563 323
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 46 618
Mandataire ou destinataire de la correspondance : TMARK CONSEILS, M. THRIERR Olivier, 31 rue Tronchet, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 359 272
Marque française
Signe concerné : ST REMY
Date du dépôt : 17 JUIN 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : TBL Licensing LLC, société à responsabilité limitée de l'Etat du Delaware, 200 Domain Drive, Stratham, NEW HAMPSHIRE 03885, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 566 763
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 362 268
Marque française
Signe concerné : MORE QUALITY THAN YOU MAY EVER NEED
Date du dépôt : 4 JUILLET 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/11
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : VIRBAC, Société Anonyme, 1ère avenue, 2065 m - L.I.D, 06516 CARROS
No SIREN : 417 350 311
Mandataire ou destinataire de la correspondance : VIRBAC, Département des Marques, 13ème rue L.I.D, BP 27, 06511 CARROS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 362 684
Marque française
Signe concerné : SEBODERM
Date du dépôt : 17 JUIN 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/24
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : LIFESTYLE EQUITIES C.V., société de droit

hollandais, Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, AMSTERDAM NL, PAYS-BAS

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 454 410 - 612 663 - 612 664

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 365 413

Marque française

Signe concerné : BEVERLY HILLS POLO CLUB

Date du dépôt : 16 AVRIL 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/12

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016

Déclarant : BONDUELLE, Société par actions simplifiée, LA WOESTYNE, 59173 RENESCURE

No SIREN : 445 450 174

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme DEJARDINS Bérénice, 31 RUE DES POISSONCEAUX, CS 40009, 59044 LILLE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 365 639

Marque française

Signe concerné : LES POËLÉS

Date du dépôt : 25 JUILLET 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016

Déclarant : PIERRE FABRE MEDICAMENT, Société par Actions Simplifiée, 45 Place Abel Gance, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

No SIREN : 326 118 502

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

PIERRE FABRE, S.A., M. ROUSSEAU Pierick, 17 Avenue Jean Moulin, 81106 CASTRES CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 368 743

Marque française

Signe concerné : INAVA

Date du dépôt : 27 AOÛT 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016

Déclarant : DULONG-CALVET, S.A.S., Route de Balizac, 33720 LANDIRAS

No SIREN : 457 200 913

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 40 820

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 369 603

Marque française

Signe concerné : MARQUIS DE BEAULIEU

Date du dépôt : 5 SEPTEMBRE 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/20

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016

Déclarant : ARTHUR METZ, S.A.S., 102 rue du Général De Gaulle, 67520 MARLENHEIM

No SIREN : 675 480 081

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 369 759

Marque française

Signe concerné : JEAN GEORGES KELLER

Date du dépôt : 5 SEPTEMBRE 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/34

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016

Déclarant : FRANÇOIS MARTENOT, S.A.S., rue Docteur Barolet, ZI Beaune Vignoles, 21200 VIGNOLES

No SIREN : 501 570 675

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 657 129

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 371 634

Marque française

Signe concerné : PIERRE LOUIS FUISSET

Date du dépôt : 19 SEPTEMBRE 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/35

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016

Déclarant : LEMAITRE DEMEESTERE (YDIL FRANCE MURALIN), société par actions simplifiée, 218 rue de la Lys, 59250 HALLUIN

No SIREN : 885 481 515

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 558 654
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18 avenue
 de l'Opéra, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 417 742
Marque française
Signe concerné : FLEUR BLEUE
Date du dépôt : 25 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/30
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 24.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : FEDERATION DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU
LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION C.G.T. - FILPAC-
C.G.T., Syndicat, 263, rue de Paris, 93100 MONTREUILS-SOUS-BOIS
No SIREN : 339 757 429
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme ROGER Carole, Immeuble O2, 2,
 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92265 ASNIERES-SUR-SEINE
 CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 419 980
Marque française
Signe concerné : FEDERATION DU LIVRE TRAVAIL SOLIDARITE
LIBERTE BIEN-ETRE
Date du dépôt : 7 JUILLET 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/12
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : MENENDEZ, GARCIA Y CIA LTDA, Société cubaine,
407, 409 Amistad Street, LA HAVANE, Cuba
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 IPSILON BREMA-LOYER, Le Centralis, 63 Avenue du Général
 Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 424 744
Marque française
Signe concerné : MONTE CRISTO HABANA
Date du dépôt : 16 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/16
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : GRANDS DOMAINES DU LITTORAL, Société par
actions simplifiée, Domaine Royal de Jarras, Route du Grau du
Roi, 30220 AIGUES-MORTES

No SIREN : 722 041 175
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 52 287 - 178 449
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 GEVERS & ORES, Mle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland,
 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 433 138
Marque française
Signe concerné : CUVÉE DE LA TOUR
Date du dépôt : 26 SEPTEMBRE 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/29
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 MARS 2016
Déclarant : ESPRIT BIO, société par actions simplifiée, 8, rue
Christophe Colomb, 75008 PARIS
No SIREN : 418 402 095
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 420 925
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Mademoiselle Aurélie GUETIN, Bâtiment
 O2, 2, rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE
 Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 587 120
Marque française
Signe concerné : SUPER DIET Le meilleur de la nature
(semifigurative)
Date du dépôt : 4 SEPTEMBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5, 29, 30.
Marque No 1 425 328 ayant fait l'objet d'un renouvellement
associé à la marque ci-dessus

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2016
Déclarant : BRICARD, Société par actions simplifiée à associé
unique, 1 RUE PAUL HENRI SPAAK, 77400 SAINT-THIBAUT-DES-
VIGNES
No SIREN : 399 802 024
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 428 561
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CASALONGA & ASSOCIÉS, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 609 974
Marque française
Signe concerné : figurative
Date du dépôt : 9 FÉVRIER 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 9, 20.

Marqué No 1 342 541 ayant fait l'objet d'un renouvellement associé à la marque ci-dessus

Date de la déclaration de renouvellement : 9 AVRIL 2016
Déclarant : chiabodo olivier, 4 RUE nungesser et coli, 75016 PARIS-16E-ARRONDISSEMENT
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 M. chiabodo olivier, 4 RUE nungesser et coli, 75016 PARIS-16EARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 618 248
Marque française
Signe concerné : la carte aux trésors
Date du dépôt : 28 MARS 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/39
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 9, 16, 28, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : OSCAR DE LA RENTA LIMITED, société organisée selon les lois de l'État de New York, 11 West 42nd Street, 25th floor, 10036 NEW YORK, NEW YORK, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 TMARK CONSEILS, Mme DOREY Valérie, 31 rue Tronchet, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 619 047
Marque française
Signe concerné : OSCAR DE LA RENTA (semi-figurative)
Date du dépôt : 2 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/13
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : LAITA, Société par Actions Simplifiée, 4, rue Henri Becquerel, 29806 BREST Cedex 9
No SIREN : 380 656 439
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET FLECHNER, 22 Avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 619 932
Marque française
Signe concerné : PAYSAN BRETON (semi-figurative)
Date du dépôt : 9 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : STIPAC, Société anonyme, 65 rue Jean Baptiste Colbert, BP 114, 10603 LA CHAPELLE SAINT LUC CEDEX
No SIREN : 390 200 228
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET DEBAY, Mme PIROTTE VALERIE, 126 ELYSEE 2, 78170 LA CELLE-SAINT-CLOUD.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 620 758
Marque française
Signe concerné : STIPAC
Date du dépôt : 12 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/11
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 24.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : SMB, société par actions simplifiée, Rue Maurapans, ZAC de Valentin, 25000 BESANCON
No SIREN : 329 935 639
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 IPSIDE (SCHMIT CHRETIEN), Mme Afonso Angélique, 29 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 621 391
Marque française
Signe concerné : TEKDAY
Date du dépôt : 12 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/08
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 14.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : COGNAC FERRAND, Société par actions simplifiée, 191 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC, 78220 VIROFLAY
No SIREN : 452 392 350
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 400 046
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 IPSILON BREMA-LOYER, Mme TOMASINI Adeline, LE CENTRALIS, 63 AVENUE DU GENERAL LECLERC, 92340 BOURGLA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 621 521
Marque française
Signe concerné : ABEL
Date du dépôt : 17 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 AVRIL 2016

Déclarant : Playboy Enterprises International, Inc., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 680 North Lake Shore Drive, Chicago, ILLINOIS 60611, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : FIELDFISHER (FRANCE) LLP, Mme HADJADI-CAZIER Nathalie, 21 BOULEVARD de la Madeleine, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 621 658
Marque française
Signe concerné : FEMLIN
Date du dépôt : 17 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/10
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : UNITED BISCUITS FRANCE, Société par actions simplifiée, Route du Mortier Vannerie, 44120 VERTOU
No SIREN : 856 801 519
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GILBEY LEGAL, M. Gilbey Richard, 43 boulevard Haussmann, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 621 678
Marque française
Signe concerné : (Figurative)
Date du dépôt : 18 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : UNITED BISCUITS FRANCE, Société par actions simplifiée, Route du Mortier Vannerie, 44120 VERTOU
No SIREN : 856 801 519
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GILBEY LEGAL, M. Gilbey Richard, 43 boulevard Haussmann, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 621 679
Marque française
Signe concerné : (figurative)
Date du dépôt : 18 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : CLARINS FRAGRANCE GROUP, société par actions simplifiée, 9 rue du Commandant Pilot, 92200 NEUILLY SUR SEINE
No SIREN : 380 363 754

Mandataire ou destinataire de la correspondance : TMARK CONSEILS, Mme DOREY Valérie, 31 rue Tronchet, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 621 735
Marque française
Signe concerné : A MEN (semi-figurative)
Date du dépôt : 18 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : COGNAC FERRAND, Société par actions simplifiée, 191 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC, 78220 VIROFLAY
No SIREN : 452 392 350
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 400 045
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Mme TOMASINI Adeline, LE CENTRALIS, 63 AVENUE DU GENERAL LECLERC, 92340 BOURGLA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 622 607
Marque française
Signe concerné : MATILDE
Date du dépôt : 24 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : COGNAC FERRAND, Société par actions simplifiée, 191 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC, 78220 VIROFLAY
No SIREN : 452 392 350
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 400 045
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Mme TOMASINI Adeline, LE CENTRALIS, 63 AVENUE DU GENERAL LECLERC, 92340 BOURGLA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 622 608
Marque française
Signe concerné : CERBOIS
Date du dépôt : 24 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : CROMOLOGY SERVICES, Société par Actions

Simplifiée, 71 boulevard du Général Leclerc, 92110 CLICHY
No SIREN : 592 028 294
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme PETRIGH Laurence, 31-33
 rue de la Baume, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 626 008
Marque française
Signe concerné : HYDRAMAT
Date du dépôt : 14 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : CROMOLOGY SERVICES, Société par Actions
 Simplifiée, 71 boulevard du Général Leclerc, 92110 CLICHY
No SIREN : 592 028 294
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme PETRIGH Laurence, 31-33
 rue de la Baume, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 626 009
Marque française
Signe concerné : GARNIBRIL
Date du dépôt : 14 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : MasterCard International Incorporated, Société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 2000 Purchase Street, Purchase, NEW YORK 10577-2509, ETATS-UNIS D'AMERIQUE
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 626 764
Marque française
Signe concerné : MASTERCARD
Date du dépôt : 23 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : DULONG-CALVET, S.A.S., Route de Balizac, 33720 LANDIRAS
No SIREN : 457 200 913
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 358 010 - 662 047
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1
 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 629 676
Marque française
Signe concerné : RESERVE DU MARQUIS
Date du dépôt : 11 JUIN 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/20
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : DULONG-CALVET, S.A.S., Route de Balizac, 33720 LANDIRAS
No SIREN : 457 200 913
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 358 010 - 662 047
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1
 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 629 679
Marque française
Signe concerné : LES VALENTINS
Date du dépôt : 11 JUIN 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/20
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : VIRBAC, Société Anonyme, 1ère avenue, 2065 m - L.I.D, 06516 CARROS
No SIREN : 417 350 311
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 VIRBAC, Département des Marques, 13ème rue L.I.D, BP 27, 06511 CARROS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 631 326
Marque française
Signe concerné : Je l'aime, je l'identifie
Date du dépôt : 20 JUIN 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 9, 43, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 AVRIL 2016
Déclarant : SSANGYONG MOTOR COMPANY, Société organisée selon les lois de REPUBLIQUE DE COREE, 150-3 CHILKOI-DONG, PYUNGTAEK-SI KYUNGKI-DO, Corée, République
Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme HERRBURGER Sophie, 115 BOULEVARD Haussmann,
75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 631 666

Marque française

Signe concerné : KORANDO

Date du dépôt : 26 JUIN 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/26

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016

Déclarant : VIRBAC, Société Anonyme, 1ère avenue, 2065 m –
L.I.D, 06516 CARROS

No SIREN : 417 350 311

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

VIRBAC, Département des Marques, 13ème rue L.I.D, BP 27,
06511 CARROS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 633 425

Marque française

Signe concerné : EQUIMAC

Date du dépôt : 3 JUILLET 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/24

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016

Déclarant : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., 1 rue de la
Division Leclerc, 67290 PETERSBACH

No SIREN : 315 999 201

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 430 336 - 532 811

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue
de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 635 414

Marque française

Signe concerné : CHANTENAIS

Date du dépôt : 17 JUILLET 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/11

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016

Déclarant : BOULGOM, S.A.S., 2 chemin de la Bassette, 01800
MEXIMIEUX

No SIREN : 383 338 654

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET NITHARDT ET ASSOCIES, CS 91455, 68071
MULHOUSE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 00 3 058 853

Marque française

Signe concerné : BOULGOM

Date du dépôt : 17 OCTOBRE 2000

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 10/37

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12, 20, 28.

Renouvellement effectué en même temps qu'un nouveau dépôt
de la même marque sous une forme modifiée ou pour d'autres
produits et services : 4 261 737

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016

Déclarant : RM EL TORITO LLC, Société organisée selon les lois
de l'Etat du Delaware, 5660 Katella Ave., Suite 100, 90630

CYPRESS, Californie, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 580 032

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 00 3 062 507

Marque française

Signe concerné : EL TORITO

Date du dépôt : 1er AVRIL 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/13

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016

Déclarant : REDCATS, société anonyme, 10 avenue Hoche, 75008
PARIS

No SIREN : 321 164 253

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 917

Marque française

Signe concerné : ATELIER 59 NORD – PAS DE CALAIS

Date du dépôt : 2 NOVEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/15

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 25, 35, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016

Déclarant : HOLDING SOFAXIS, Société Anonyme, Route de
Creton, 18110 VASSELAY

No SIREN : 390 114 817

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HOLDING SOFAXIS, Secrétariat Général, E. SZPYRKA, CS 80006,
18020 BOURGES CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 404 429
Marque française
Signe concerné : L'égalité, nous avons tous à y gagner
Date du dépôt : 12 JANVIER 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/25
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 36, 38, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 21 MARS 2016
Déclarant : BIOGARAN, Société par actions simplifiée, 15 bld Charles de Gaulle, 92700 COLOMBES
No SIREN : 405 113 598
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 BIOFARMA, Mme BOUDOT Catherine, 50 rue Carnot, 92284 SURESNES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 420 660
Marque française
Signe concerné : (figurative)
Date du dépôt : 3 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : FLORENT, Société par actions simplifiée à associé unique, 37-39 Avenue Jean Jaurès, 75019 PARIS
No SIREN : 418 370 953
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 421 753
Marque française
Signe concerné : PAROLES CROISEES
Date du dépôt : 4 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : COGNAC FERRAND, Société par actions simplifiée, 191 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC, 78220 VIROFLAY
No SIREN : 452 392 350
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 IPSILON BREMA-LOYER, Mme TOMASINI Adeline, LE CENTRALIS, 63 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC, 92340 BOURGLA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 422 736
Marque française
Signe concerné : L (semi-figurative)
Date du dépôt : 11 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : PT. Brataco, société de droit indonésien, No. 8 Jl. Kelenteng, BANDUNG, Indonésie
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme LEVALET Catherine, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 422 913
Marque française
Signe concerné : KOKITA (semi-figurative)
Date du dépôt : 12 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : VIGEO, SAS à capital variable, IMMEUBLE LES MERCURIALES, 40 RUE JEAN JAURES, 93170 BAGNOLET
No SIREN : 443 055 215
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 M. SAHBAN Adil, 39 RUE CENSIER, 75005 PARIS-SEARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 780
Marque française
Signe concerné : Overnance
Date du dépôt : 18 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 36, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.), Société de droit japonais, 6-2, Honmachi 1-chome, Shibuya-ku, Tokyo, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 057
Marque française
Signe concerné : Screen Receiver
Date du dépôt : 19 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.), Société de droit japonais, 6-2, Honmachi 1-chome, Shibuya-ku, Tokyo, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 058
Marque française
Signe concerné : EXILIM
Date du dépôt : 19 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.), Société de droit japonais, 6-2, Honmachi 1-chome, Shibuya-ku, Tokyo, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 059
Marque française
Signe concerné : EXILIM (semi-figurative)
Date du dépôt : 19 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : Groupe Bigard, société anonyme, Zone industrielle de Kergostiou, 29300 QUIMPERLE
No SIREN : 776 221 467
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Mme Bigard-Prunet Eloïse, 193 RUE de l'Université, 75007 PARIS-7E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 388
Marque française
Signe concerné : BIGARD
Date du dépôt : 20 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 20, 29, 30, 31, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : Groupe Bigard, société anonyme, Zone Industrielle de Kergostiou, 29300 QUIMPERLE
No SIREN : 776 221 467
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Mme Bigard-Prunet Eloïse, 193 RUE de l'Université, 75007 PARIS-7E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 389
Marque française
Signe concerné : (figurative)
Date du dépôt : 20 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 20, 29, 30, 31, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : RECKITT BENCKISER FRANCE, Société par actions simplifiée, 15 rue Ampère, BP 83, 91301 MASSY
No SIREN : 562 102 558
Mandataire ou destinataire de la correspondance : MARCHAIS ASSOCIÉS, Mme LIMOUZY Emmanuelle, 4 avenue Hoche, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 671
Marque française
Signe concerné : ODOR STOP (semi-figurative)
Date du dépôt : 21 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 AVRIL 2016
Déclarant : VALLOUREC TUBES FRANCE, Société par actions simplifiée à associé unique, 27 avenue du Général Leclerc, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
No SIREN : 652 044 991
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 424 787
Marque française
Signe concerné : VM12
Date du dépôt : 24 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/39
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 7, 11.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : ACCOR, Société Anonyme, 110 Avenue de France, 75013 PARIS

No SIREN : 602 036 444
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 SANTARELLI, M. Le Bihan Eric, 49 Avenue des Champs-Élysées,
 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 425 146
Marque française
Signe concerné : GRAND MERCURE
Date du dépôt : 25 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/39
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : L'OCCITANE S.A., Société anonyme, ZONE
 INDUSTRIELLE SAINT-MAURICE, 04100 MANOSQUE EN
 PROVENCE
No SIREN : 305 823 296
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 INLEX IP EXPERTISE, Mme BICHON VERONIQUE, 5 RUE
 FEYDEAU, 75002 PARIS-2E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 425 216
Marque française
Signe concerné : FEU D'ORANGE
Date du dépôt : 25 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/39
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : Puressentiel TM, société anonyme de droit
 luxembourgeois, 28 place de la Gare, 1616 LUXEMBOURG,
 Luxembourg
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 665 001
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 OFFICE FREYLINGER, S.A., M. LAIDEBEUR Olivier, 234 route
 d'Arlon, BP 48, 8001 STRASSEN, Luxembourg.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 425 369
Marque française
Signe concerné : I-SENTIEL
Date du dépôt : 21 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/39
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : SMB, société par actions simplifiée, Rue Maurapans,
 ZAC de Valentin, 25000 BESANCON
No SIREN : 329 935 639

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 IPSIDE (SCHMIT CHRETIEN), Mme Afonso Angélique, 29 rue de
 Lisbonne, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 425 708
Marque française
Signe concerné : CARPE DIEM
Date du dépôt : 24 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/39
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 14.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : BENHAÏM Jérémy, 122 Rue du Commandant Rolland,
 Le Valençay No 2, 13008 MARSEILLE
Déclarant : BENHAÏM Valérie, 122 Rue du Commandant Rolland,
 Le Valençay no 2, 13008 MARSEILLE
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 639 078
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET LE GUEN MAILLET, M. LE GUEN Denis, 5 Place
 Newquay, BP 70250, 35802 DINARD Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 427 425
Marque française
Signe concerné : BOIS ET CHIFFONS
Date du dépôt : 5 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 07/16
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : ESMOD, Société anonyme, 10/12, rue de La
 Rochefoucauld, 75009 PARIS
No SIREN : 572 135 077
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, SA, Mme ROGER Carole, Immeuble O2,
 2, rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92265 ASNIERES-SUR-SEINE
 CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 427 509
Marque française
Signe concerné : MASTER BUSINESS OF ARTS MBA ESMOD
Date du dépôt : 5 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 06/41
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 MARS 2016
Déclarant : DULONG-CALVET, S.A.S., Route de Balizac, 33720
 LANDIRAS
No SIREN : 457 200 913

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 662 047
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 429 868
Marque française
Signe concerné : RAYMOND HUET
Date du dépôt : 16 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/43
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : VIRBAC, Société Anonyme, 1ère avenue, 2065 m - L.I.D, 06516 CARROS
No SIREN : 417 350 311
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 VIRBAC, Département des Marques, 13ème rue L.I.D, BP 27, 06511 CARROS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 435 731
Marque française
Signe concerné : EQUIMYL
Date du dépôt : 20 JUIN 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 AVRIL 2016
Déclarant : L'OCCITANE S.A., Société anonyme, ZONE INDUSTRIELLE SAINT-MAURICE, 04100 MANOSQUE EN PROVENCE
No SIREN : 305 823 296
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 INLEX IP EXPERTISE, Mme BICHON VERONIQUE, 5 RUE FEYDEAU, 75002 PARIS-2E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 435 767
Marque française
Signe concerné : Rose & Reine
Date du dépôt : 16 JUIN 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 4.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : SERENI GROUP, société par actions simplifiée, 13 CHEMIN DES CHAUDRONNIERS, 94310 ORLY
No SIREN : 444 432 397
Mandataire ou destinataire de la correspondance :

DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 436 840
Marque française
Signe concerné : S (semi-figurative)
Date du dépôt : 23 JUIN 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 AVRIL 2016
Déclarant : SOCIETE DES HOTELS MERIDIEN, Société par actions simplifiée, Tour Maine Montparnasse, 33 Avenue du Maine, 75015 PARIS
No SIREN : 562 126 359
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 439 578
Marque française
Signe concerné : LE MERIDIEN
Date du dépôt : 7 JUILLET 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/50
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 AVRIL 2016
Déclarant : VIRBAC, Société Anonyme, 1ère avenue, 2065 m - L.I.D, 06516 CARROS
No SIREN : 417 350 311
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 VIRBAC, Département des Marques, 13ème rue L.I.D, BP 27, 06511 CARROS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 439 940
Marque française
Signe concerné : CORTAVANCE
Date du dépôt : 11 JUILLET 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/50
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2016
Déclarant : OPTIMALOG, SARL, 2 RUE Fontaine de Mié, 37540 SAINT-CYR-SUR-LOIRE
No SIREN : 491 168 977
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Optimalog, M. Fourré Denis, 2 RUE Fontaine de Mié, 37540 SAINT-CYR-SUR-LOIRE.
Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 440 814
Marque française
Signe concerné : Optimalog
Date du dépôt : 13 JUILLET 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/29
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 9, 37, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : PIERRE FABRE DERMO-COSMETIQUE, Société par Actions Simplifiée, 45 Place Abel Gance, 92100 BOULOGNE
No SIREN : 319 137 576
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 PIERRE FABRE, S.A., M. ROUSSEAU Pierick, 17 Avenue Jean Moulin, 81106 CASTRES CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 440 974
Marque française
Signe concerné : MELASCREEN
Date du dépôt : 11 JUILLET 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AVRIL 2016
Déclarant : DAUPHIN VERT, ASSOCIATION LOI 1901, C/O M. SOULET DE BRUGIERE, 19 AVENUE DES PINSONS, PYLA SUR MER, 33115 LA TESTE DE BUCH
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 DAUPHIN VERT, M. SOULET DE BRUGIERE FRANCOIS, PYLA SUR MER, 19 AVENUE DES PINSONS, 33115 LA TESTE DE BUCH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 446 221
Marque française
Signe concerné : DAUPHIN VERT
Date du dépôt : 16 AOÛT 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 39, 41, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : TOUT SUR L'ECRAN PRODUCTIONS, SAS, 71 RUE DE MONCEAU, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT
No SIREN : 419 931 605
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 TOUT SUR L'ECRAN PRODUCTIONS, M. Alexandre BERTRAND, 71 RUE DE MONCEAU, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 450 027
Marque française
Signe concerné : on n'est pas couché

Date du dépôt : 13 SEPTEMBRE 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 16, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : SERENI GROUP, société par actions simplifiée, 13 CHEMIN DES CHAUDRONNIERS, 94310 ORLY
No SIREN : 444 432 397
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 452 342
Marque française
Signe concerné : SERENITEA (semi-figurative)
Date du dépôt : 25 SEPTEMBRE 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/09
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 11, 21, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 AVRIL 2016
Déclarant : SEGA Games Co., Ltd., Société de droit japonais, 1-2-12, Haneda, Ota-Ku, Tokyo, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18 Avenue de l'Opéra, 75001 PARIS-1ER-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 07 3 544 083
Marque française
Signe concerné : SONIC THE HEDGEHOG
Date du dépôt : 1er AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 08/20
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 28.

DECISION n° 7821 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1352044.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1352044 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-30 du 29 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1352044 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

DECISION n° 7822 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3423780.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3423780 publiée au Bulletin-officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-30 du 29 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéfi-

cient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3423780 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

DECISION n° 7823 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 96618248.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 96618248 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-30 du 29 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 96618248 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 7824 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant
rejet de la requête en extension du renouvellement de la
marque n° 96635414.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 96635414 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-30 du 29 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 96635414 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 7825 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1371634.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1371634 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-30 du 29 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1371634 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 7826 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3446221.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3446221 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-30 du 29 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux

déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3446221 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 7827 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant
rejet de la requête en extension du renouvellement de la
marque n° 3450027.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3450027 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-30 du 29 juillet 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3450027 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ARRETE n° 7860 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant extension des renouvellements de 79 marques françaises.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 79 MARQUES FRANCAISES

BOPI n° 2016-31 du 05/08/2016

Date de la déclaration de renouvellement : 1er MARS 2016
Déclarant : MILLET MOUNTAIN GROUP SAS, Société par Actions Simplifiée, 21 rue du Pré Faucon, 74940 ANNECY LE VIEUX
No SIREN : 400 313 318
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 664 247
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 325 492
Marque française
Signe concerné : EIDER (Semi-figurative)
Date du dépôt : 30 SEPTEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/01
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : INDUSTRIAL MOTION CONTROL, LLC, Société organisée selon les lois de l'état de Delaware, 1444 South Wolf Road, Wheeling, ILLINOIS 60090, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 468 555
Mandataire ou destinataire de la correspondance : REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 RUE de Chazelles, 75847 PARIS Cedex 17.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 348 736
Marque française
Signe concerné : CAMCO (semi-figurative)
Date du dépôt : 1er AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/43
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016
Déclarant : BOURNS, INC., Société organisée selon les lois de l'Etat de Californie, 1200 Columbia Avenue, RIVERSIDE, CA 92507-2114, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, BAT. 2, CS 90017, 2 RUE SARAH BERNHARDT, 92665 ASNIERES-SUR-CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 349 375
Marque française
Signe concerné : BOURNS
Date du dépôt : 4 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/09

Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : PLACOPLATRE, société anonyme, 34 avenue Franklin-Roosevelt, 92150 SURESNES
No SIREN : 729 800 706
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 350 193
Marque française
Signe concerné : LUTECE
Date du dépôt : 11 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/08
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : W.R. GRACE & CO-CONN, société régie selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, 7500 Grace Drive, 21044 COLUMBIA, MARYLAND, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16 avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 351 629
Marque française
Signe concerné : SYLOID
Date du dépôt : 21 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/20
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : AK STEEL CORPORATION, société constituée selon les lois de l'Etat de Delaware (EUA), 9227 Centre Pointe Drive, West Chester, OHIO 45069, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 395 577
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 165
Marque française
Signe concerné : ARMCO (semi-figurative)
Date du dépôt : 24 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 6.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : MELLOTT Alphonse, 5 rue Porte César, 18300 SANCERRE
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 37 071
Mandataire ou destinataire de la correspondance : DS AVOCATS, Mme VERNERET Catherine, 6 rue Duret, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 547
Marque française
Signe concerné : DOMAINE LA MOUSSIERE
Date du dépôt : 28 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/16
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : HEARST COMMUNICATIONS, INC., société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 300 West 57th Street, 10019 NEW-YORK, New-York, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 485 984
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SCP DTMV, Mme Gaspar Eléonore, 164 RUE du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 568
Marque française
Signe concerné : COSMO
Date du dépôt : 28 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/52
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 28, 35, 38, 39, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : SOPREMA, Société par actions simplifiée, 14, rue de Saint-Nazaire, 67100 STRASBOURG
No SIREN : 314 527 557
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, M. HIRSCH Marc-Roger, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 352 870
Marque française
Signe concerné : VERMASPHA
Date du dépôt : 30 AVRIL 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/07
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 17, 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016
Déclarant : LABORATOIRE CHAUVIN, société par actions simplifiée, 416 rue Samuel Morse, CS 99535, 34961 MONTPELLIER
No SIREN : 321 748 063
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Novagraaf France, Mme Maucarre Fabienne, BAT O2, 2 RUE SARAH BERNHARDT, CS 90017, 92665 ASNIERES SUR SEINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 353 468
Marque française
Signe concerné : KERATYL
Date du dépôt : 5 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/11
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : BANDO CHEMICAL INDUSTRIES LTD, Société de droit japonais, 6-6, Minatojima Minamimachi 4-chome, Chuo-ku, Kobe, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16 avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 354 472
Marque française
Signe concerné : BANDO
Date du dépôt : 12 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/20
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 7, 12, 17, 18, 24.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 AVRIL 2016
Déclarant : THE PROCTER & GAMBLE COMPANY, société de droit américain régie par les lois de l'Ohio, One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, OHIO 45202, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS & ORES, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 354 973
Marque française
Signe concerné : PAMPERS
Date du dépôt : 15 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/11
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5, 16, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : SOCIETE GENERALE, société anonyme, 29 boulevard Haussmann, 75009 PARIS
No SIREN : 552 120 222
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 355 178
Marque française
Signe concerné : SEQUOIA
Date du dépôt : 16 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/04
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : PANAVISION INTERNATIONAL L.P., "partnership" organisée selon les lois de l'état du Delaware, 6101 Variel Avenue, WOODLAND HILLS CA 91367, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 151 197
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16 avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 355 519
Marque française
Signe concerné : PANASTAR
Date du dépôt : 21 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : PANAVISION INTERNATIONAL L.P., "partnership" organisée selon les lois de l'état du Delaware, 6101 Variel Avenue, WOODLAND HILLS CA 91367, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 151 197
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16 avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 355 520
Marque française
Signe concerné : PANALITE
Date du dépôt : 21 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : FORMOSA TAI RANK INDUSTRIAL CORPORATION, société de droit de Taïwan, 1 F no 10 Lane 119, Ta Te Street, Taichung, Chine, Taïwan
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Brevalex, M. Saliou Christophe, 95 rue d'Amsterdam, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 356 349
Marque française
Signe concerné : DIPLOMAT
Date du dépôt : 26 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 18.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : Ajinomoto Co. Inc., Société de droit japonais, 15-1 Kyobashi 1-chome, Chuo-ku, TOKYO 104-8315, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16 avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 356 466
Marque française
Signe concerné : AJIMATE
Date du dépôt : 27 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/13
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : KABUSHIKI KAISHA AUDIO-TECNICA, Société de droit japonais, 2-46-1 Nishi-naruse, Machida-Shi, TOKYO 194-8666, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme HERRBURGER Sophie, 115 BOULEVARD Haussmann, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 356 749
Marque française
Signe concerné : AUDIO-TECNICA
Date du dépôt : 29 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/13
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : SMB, société par actions simplifiée, Rue Maurapans, ZAC de Valentin, 25000 BESANCON
No SIREN : 329 935 639
Mandataire ou destinataire de la correspondance :

IPSIDE (SCHMIT CHRETIEN), Mme Afonso Angélique, 29 rue de
Lisbonne, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 357 640

Marque française

Signe concerné : ACTION

Date du dépôt : 4 JUIN 1986

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié** : 07/11

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 14.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016

Déclarant : ESSO SOCIETE ANONYME FRANCAISE, société
anonyme, 5/6, Place de l'Iris, 92400 COURBEVOIE

No SIREN : 542 010 053

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, 137, rue de l'Université,
75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 359 456

Marque française

Signe concerné : ESSO (semi-figurative)

Date du dépôt : 18 JUIN 1986

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié** : 07/03

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 4.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016

Déclarant : EXXON MOBIL CORPORATION, société organisée
selon les lois de l'Etat du New Jersey, 5959 Las Colinas
Boulevard, IRVING, TEXAS 75039-2298, ETATS-UNIS
D'AMERIQUE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, 137, rue de l'Université,
75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 360 623

Marque française

Signe concerné : EXXPAR

Date du dépôt : 26 JUIN 1986

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié** : 07/03

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE, Société
par Actions Simplifiée, 20 rue André Gide, 92320 CHATILLON
No SIREN : 542 044 656

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme REY Laurence, 12 rue
Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 362 178

Marque française

Signe concerné : DOG-NET

Date du dépôt : 6 JUIN 1986

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié** : 07/15

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE, Société
par Actions Simplifiée, 20 rue André Gide, 92320 CHATILLON

No SIREN : 542 044 656

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme REY Laurence, 12 rue
Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 362 179

Marque française

Signe concerné : CLEMÝCINE

Date du dépôt : 6 JUIN 1986

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié** : 07/15

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE, Société
par Actions Simplifiée, 20 rue André Gide, 92320 CHATILLON

No SIREN : 542 044 656

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme REY Laurence, 12 rue
Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 362 180

Marque française

Signe concerné : OTI-DOG

Date du dépôt : 6 JUIN 1986

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié** : 07/15

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE, Société
par Actions Simplifiée, 20 rue André Gide, 92320 CHATILLON

No SIREN : 542 044 656

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme REY Laurence, 12 rue
Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 362 181

Marque française

Signe concerné : DOG-VITAL

Date du dépôt : 6 JUIN 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/15

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : LA MAISON DU VIGNERON, S.A.S., Route de Champagnole, 39570 CRANCOT

No SIREN : 328 331 715

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 208 461

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 362 585

Marque française

Signe concerné : LA PAILLETTE JURASSIENNE

Date du dépôt : 7 JUILLET 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016

Déclarant : Wm. Wrigley Jr. Company, Société régie selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, 1132 West Blackhawk Street, 60642 CHICAGO, Illinois, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

AB INITIO, Mme PAIRAULT Annick, 5 rue Daunou, 75002 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 366 621

Marque française

Signe concerné : PLEN T PAK

Date du dépôt : 5 AOÛT 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : SA LEROY, Société anonyme, AUXEY-DURESSES, 21190 MEURSAULT

No SIREN : 515 520 385

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

S.A. Fédit-Loriot et Autres, M. Binoux Olivier, 38 avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 366 769

Marque française

Signe concerné : " Louis GRIVOT AUXEY-DURESSES "

Date du dépôt : 6 AOÛT 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : SA LEROY, Société anonyme, AUXEY-DURESSES, 21190 MEURSAULT

No SIREN : 515 520 385

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

S.A. Fédit-Loriot et Autres, M. Binoux Olivier, 38 avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 366 770

Marque française

Signe concerné : " LOUIS CURTELEY MEURSAULT "

Date du dépôt : 6 AOÛT 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016

Déclarant : PLACOPLATRE, société anonyme, 34 avenue Franklin-Roosevelt, 92150 SURESNES

No SIREN : 729 800 706

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 367 501

Marque française

Signe concerné : PLACOPLATRE

Date du dépôt : 9 JUIN 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/20

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 6, 7, 8, 16, 17, 19, 35, 37, 41, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015

Déclarant : Candy Hoover group S.r.l, Società a responsabilità limitata, 1 via Eden Fumagalli, 20861 BRUGHERIO, Italie

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Candy Hoover group, S.r.l, M. Cruse Jean-Guillaume, 13 rue Auger, 93500 PANTIN.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 373 568

Marque française

Signe concerné : Rosières (semi-figurative)

Date du dépôt : 6 OCTOBRE 1986

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 7, 9, 11, 12, 21.

Renouvellement effectué en même temps qu'un nouveau dépôt

de la même marque sous une forme modifiée ou pour d'autres produits et services : 15 4 158 514

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016
Déclarant : 3M Company, société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 3M Center, 2501 Hudson Road, 55144-1000 ST PAUL, Minnesota, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 M. KOPACZ William James, Avocat, 129 Bd Saint-Germain, 75006 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 412 275
Marque française
Signe concerné : STERI-LOK
Date du dépôt : 13 JUIN 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/21
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 10, 16, 17.

Date de la déclaration de renouvellement : 1er MARS 2016
Déclarant : MILLET MOUNTAIN GROUP SAS, Société par Actions Simplifiée, 21 rue du Pré Faucon, 74940 ANNECY LE VIEUX
No SIREN : 400 313 318
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 664 247
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 612 535
Marque française
Signe concerné : EIDER
Date du dépôt : 20 FÉVRIER 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/08
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : COMPAGNIE GERVAIS DANONE, Société anonyme, 17 BOULEVARD HAUSSMANN, 75009 PARIS
No SIREN : 552 067 092
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 RUE de CHAZELLES, 75847 PARIS Cedex 17.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 619 042
Marque française
Signe concerné : VELOUTE (semi-figurative)
Date du dépôt : 2 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/11
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : POLAR AIR CARGO WORLDWIDE INC., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 2000 Westchester Avenue, Purchase, NEW YORK 10577, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 467 708
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 MARCHAIS ASSOCIÉS, M. Marchais Guillaume, 4 AVENUE HOICHE, 75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 619 935
Marque française
Signe concerné : POLAR AIR CARGO
Date du dépôt : 9 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/29
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : COOPERATION PHARMACEUTIQUE FRANCAISE en abrégé COOPER, Société par actions simplifiée, PLACE LUCIEN AUVERT, 77000 MELUN
No SIREN : 399 227 636
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 397 271
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 RUE de CHAZELLES, 75847 PARIS Cedex 17.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 619 987
Marque française
Signe concerné : ALLO GALIEN
Date du dépôt : 9 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : PLACOPLATRE, société anonyme, 34 avenue Franklin-Roosevelt, 92150 SURESNES
No SIREN : 729 800 706
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 621 013
Marque française
Signe concerné : P PRIM
Date du dépôt : 15 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/09
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : NUTRIMETICS FRANCE, société par actions simplifiée, 171 rue Hélène Boucher, 78530 BUC
No SIREN : 393 387 881
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET PLASSERAUD, M. BOYLE Patrick, 66 rue de la Chaussée d'Antin, 75440 PARIS CEDEX 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 622 373
Marque française
Signe concerné : DIETIJOUVENCE
Date du dépôt : 23 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/20
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016
Déclarant : 3M Company, société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 3M Center, 2501 Hudson Road, 55144 - 1000 ST PAUL, Minnesota, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : M. KOPACZ William James, Avocat, 129 Bd Saint-Germain, 75006 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 622 596
Marque française
Signe concerné : COLDHOT
Date du dépôt : 24 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/14
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : CTBAT International Co. Limited, Société organisée selon les lois de Hong Kong, 29th Floor Oxford House, Taikoo Place, 979 King's Road, Island East, Hong-Kong
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 626 955 - 626 956
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GILBEY LEGAL, M. GILBEY Richard, 43 boulevard Haussmann, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 623 068
Marque française
Signe concerné : 555 LIGHTS STATE EXPRESS OF LONDON (semi-figurative)
Date du dépôt : 26 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/49
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : CANE CREEK CYCLING COMPONENTS, INC., société de l'Etat de Caroline du Nord, Cane Creek Road, 28732 FLETCHER, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BOETTCHER, Mlle LERAT Charlotte, 16 rue Médéric, 75017 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 623 248
Marque française
Signe concerné : (figurative)
Date du dépôt : 29 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/25
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016
Déclarant : 3M Company, société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 3M Center, 2501 Hudson Road, 55144-1000 ST PAUL, Minnesota, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : M. KOPACZ William James, Avocat, 129 Bd Saint-Germain, 75006 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 626 760
Marque française
Signe concerné : CAVILON
Date du dépôt : 23 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016
Déclarant : 3M Company, société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 3M Center, 2501 Hudson Road, 55144 - 1000 ST PAUL, Minnesota, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : M. KOPACZ William James, Avocat, 129 Bd Saint-Germain, 75006 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 626 761
Marque française
Signe concerné : TEGAGEN
Date du dépôt : 23 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016

Déclarant : HERMES INTERNATIONAL, société en commandite par actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
No SIREN : 572 076 396
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HERMES INTERNATIONAL, Mme de CHAUNAC Annick, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 627 610
Marque française
Signe concerné : TOILORAGE HERMES
Date du dépôt : 30 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/21
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 24.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : LABORATOIRES EXPANSCIENCE, société anonyme, 10 avenue de l'Arche, 92419 COURBEVOIE CEDEX
No SIREN : 331 930 081
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 243 761
Mandataire ou destinataire de la correspondance : LLR, M. ESCUDIER Gilles, 11 boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 628 320
Marque française
Signe concerné : BOREADE
Date du dépôt : 31 MAI 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/36
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 AVRIL 2016
Déclarant : DUTEXDOR, Société par actions simplifiée, 15 Avenue du Parc de l'Horloge, 59840 PERENCHIES
No SIREN : 343 898 870
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BUREAU DUTHOIT LEGROS ASSOCI, Mme DEJARDINS Bérénice, 31 rue des Poissonceaux, CS 40009, 59044 LILLE CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 634 034
Marque française
Signe concerné : TWINDAY
Date du dépôt : 8 JUILLET 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/26
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : MARS CHOCOLAT FRANCE, Société par actions

simplifiée à associé unique, 3 Chemin de la Sandlach, 67500 HAGUENAU
No SIREN : 494 887 854
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 469 734
Mandataire ou destinataire de la correspondance : AB INITIO, Mme PAIRAULT Annick, 5 rue Daunou, 75002 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 636 036
Marque française
Signe concerné : SUMMIT
Date du dépôt : 25 JUILLET 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/14
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016
Déclarant : BLANCO Serge, 35 rue Chiquito de Cambo, 64200 BIARRITZ
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IP SPHERE, M. RODHAIN Philippe, 8 cours Maréchal Juin, 33000 BORDEAUX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 637 109
Marque française
Signe concerné : 15 (semi-figurative)
Date du dépôt : 29 JUILLET 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/24
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 14, 18, 20, 28, 35, 41, 42, 43, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : SSANGYONG MOTOR COMPANY, Société organisée selon les lois de REPUBLIQUE DE COREE, 150-3 CHILKOI-DONG, PYUNGTAEK-SI KYUNGKI-DO, Corée, République
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Mme HERRBURGER Sophie, 115 BOULEVARD Haussmann, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 637 617
Marque française
Signe concerné : CHAIRMAN
Date du dépôt : 6 AOÛT 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/26
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 20 rue André Gide, 92320 CHATILLON
No SIREN : 542 044 656

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 432 734 - 432 736
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme REY Laurence, 12 rue Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 638 840
Marque française
Signe concerné : PRURIKAN
Date du dépôt : 14 AOÛT 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/16
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : FRANCOIS MARTENOT, S.A.S., rue Docteur Barolet, ZI Beaune Vignoles, 21200 VIGNOLES
No SIREN : 501 570 675
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 664 920
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 639 928
Marque française
Signe concerné : CELLIER D'ARPAYE
Date du dépôt : 28 AOÛT 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/28
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : FRANCOIS MARTENOT, S.A.S., rue Docteur Barolet, ZI Beaune Vignoles, 21200 VIGNOLES
No SIREN : 501 570 675
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 664 920
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 639 929
Marque française
Signe concerné : COMPAGNIE BEAUJOLAISE
Date du dépôt : 28 AOÛT 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/28
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AVRIL 2016
Déclarant : PepsiCo, Inc., Société organisée selon les lois de

l'Etat de Caroline du Nord, 700 Anderson Hill Road, Purchase, NEW YORK 10577, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Hogan Lovells (Paris) LLP, Mme de Dampierre Marie-Aimée, 17 avenue Matignon, CS 30027, 75378 PARIS Cedex 8.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 03 3 244 309
Marque française
Signe concerné : CHEE.TOS
Date du dépôt : 1er AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/44
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 MARS 2016
Déclarant : S.P.M.D, Société par actions simplifiée, 174 QUAI DE JEMMAPES, 75010 PARIS
No SIREN : 490 493 467
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 601 208
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET LAMBERT ET ASSOCIES, Mme LAMBERT PASCALE, 18 AVENUE DE L'OPERA, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 414 288
Marque française
Signe concerné : SAFORIL
Date du dépôt : 6 MARS 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 13/08
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : COMPAGNIE DES CRISTALLERIES DE SAINT-LOUIS, société anonyme, 57620 SAINT-LOUIS LES BITCHE
No SIREN : 353 438 708
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 HERMES INTERNATIONAL, Mme de CHAUNAC Annick, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 742
Marque française
Signe concerné : SAINT-LOUIS
Date du dépôt : 18 AVRIL 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 8, 11, 14, 16, 21, 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016

Déclarant : ALLIBERT MEDICAL, Société par actions simplifiée, 9 avenue des Trois Fontaines, 95000 CERGY

No SIREN : 414 773 044

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

IPSIDE (Schmit Chretien), Mme HALLER Julie, 29 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 862

Marque française

Signe concerné : STOCKALLI

Date du dépôt : 19 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 10, 20.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016

Déclarant : AB INITIO, Société par actions simplifiée, 5 rue Daunou, 75002 PARIS

No SIREN : 448 138 610

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 453 074

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

AB INITIO, Mme PAIRAULT Annick, 5 rue Daunou, 75002 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 902

Marque française

Signe concerné : Ab Initio

Date du dépôt : 19 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016

Déclarant : KONE Madou, 3 BOULEVARD Pablo Picasso, 94000 CRETEIL

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

M. KONE Madou, 3 BOULEVARD Pablo Picasso, 94000 CRETEIL.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 425 162

Marque française

Signe concerné : NEGRITUDE

Date du dépôt : 25 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/39

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 18, 25, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016

Déclarant : COMPAGNIE GERVAIS DANONE, Société anonyme, 17 BOULEVARD HAUSSMANN, 75009 PARIS

No SIREN : 552 067 092

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 RUE de CHAZELLES,

75847 PARIS Cedex 17.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 425 385

Marque française

Signe concerné : 7 (semi-figurative)

Date du dépôt : 26 AVRIL 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : " I D " INTERNATIONAL DIFFUSION, Société par actions simplifiée, 8 rue Dieu, 75010 PARIS

No SIREN : 328 687 249

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet WEINSTEIN, M. FRICK Christian, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 427 175

Marque française

Signe concerné : ZYGA (semi-figurative)

Date du dépôt : 4 MAI 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/40

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016

Déclarant : NATH JOHNSTON & FILS, SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE, 26 COURS DU MEDOC, 33300 BORDEAUX

No SIREN : 781 806 369

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme JOHNSTON LAURE, 26 COURS DU MEDOC, 33300 BORDEAUX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 427 213

Marque française

Signe concerné : NUNQUAM NON PARATUS (semi-figurative)

Date du dépôt : 3 MAI 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32, 33, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016

Déclarant : NATHANIEL JOHNSTON & FILS, SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE, 26 COURS DU MEDOC, 33300 BORDEAUX

No SIREN : 781 806 369

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme JOHNSTON LAURE, 26 COURS DU MEDOC, 33300 BORDEAUX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 427 215
Marque française
Signe concerné : NATHE. JOHNSTON & FILS (semi-figurative)
Date du dépôt : 3 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/50
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : UNILEVER FRANCE HPC INDUSTRIES, Société par actions simplifiée à associé unique, 20, rue des Deux Gares, 92500 RUEIL MALMAISON
No SIREN : 501 569 594
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 542 351
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 427 242
Marque française
Signe concerné : CIF POWER CREAM
Date du dépôt : 3 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016
Déclarant : HUAWEI TECHNOLOGIES CO., LTD., Société régie par les lois de la République Populaire de Chine, Administration Building Huawei Technologies Co., Ltd., Bantian Longgang District, SHENZHEN, Chine, République populaire
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16 avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 428 185
Marque française
Signe concerné : (figurative)
Date du dépôt : 11 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : Etat français, représenté par le ministre des finances et des comptes publics, Etat, Service de la communication (SIRCOM), 139 rue de Bercy, 75012 PARIS-12EARRONDISSEMENT
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 556 814
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Agence du patrimoine immatériel de l'Etat, Mme Bourlange

Danielle, Immeuble Atrium, 5 place des Vins-de-France, 75012 PARIS-12E-ARRONDISSEMENT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 428 661
Marque française
Signe concerné : CYBER-BUDGET BERCY-BUDGET
Date du dépôt : 9 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 AVRIL 2016
Déclarant : OPHIS, Office Public de l'Habitat et de l'Immobilier Social, EPIC, 32 RUE DE BLANZAT, 63028 CLERMONT FERRAND
No SIREN : 779 186 394
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 OPHIS, Fabrice HAINAUT, Directeur Général, 32 RUE DE BLANZAT, 63028 CLERMONT FERRAND CEDEX 2.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 429 969
Marque française
Signe concerné : OPHIS
Date du dépôt : 19 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/43
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36, 37, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : CAPI, société par actions simplifiée, 455 rue Alfred Sauvy, 34470 PEROLS
No SIREN : 441 338 985
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 555 499
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET BREV&SUD, M. RHEIN Alain, 55 AVENUE CLEMENT ADER, 34170 CASTELNAU LE LEZ.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 430 385
Marque française
Signe concerné : IMMOCAPI
Date du dépôt : 16 MAI 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/43
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 36, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS, société anonyme, Tour Kupka B, 16 Rue Hoche, 92919 PARIS LA DEFENSE CEDEX
No SIREN : 382 506 079
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 INLEX IP EXPERTISE, Mme BICHON VERONIQUE, 5 RUE

FEYDEAU, 75002 PARIS-2E-ARRONDISSEMENT.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 430 966

Marque française

Signe concerné : GALEA

Date du dépôt : 19 MAI 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/15

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : ICP-TEXINFINE, Société anonyme à Conseil

d'Administration, 60 rue Duguesclin, 69006 LYON

No SIREN : 338 699 481

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Tripoz, Mme CAHEN Julie, Le Pôle Sud, 22 rue Seguin, CS 10213, 69286 LYON CEDEX 02.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 432 413

Marque française

Signe concerné : CYCLOTOLIA

Date du dépôt : 2 JUIN 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/44

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 AVRIL 2016

Déclarant : RENAISSANCE CAPITAL CORPORATION, société organisée selon les lois du Nevada, One Dole Drive, WESTLAKE VILLAGE 91362-7300 CA, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 627 415

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16 avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 432 522

Marque française

Signe concerné : THE WELLNESS METHOD

Date du dépôt : 2 JUIN 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/44

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 AVRIL 2016

Déclarant : LOIRET ET HAENTJENS, Société anonyme, 2 PLACE DE LA BOURSE, 44000 NANTES

No SIREN : 854 800 315

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 602 164

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

TAYLOR WESSING, Mme MALLO Dominique, 69, avenue

Franklin D. Roosevelt, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 437 523

Marque française

Signe concerné : NAVIMPEX THE COCONUT COMPANY

Date du dépôt : 26 JUIN 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5, 22, 27, 29, 30, 31, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016

Déclarant : TEREOS FRANCE, Union de coopératives agricoles, 11, rue Pasteur, 02390 ORIGNY-SAINT-BENOITE

No SIREN : 533 247 979

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 532 635 - 625 390

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

TAYLOR WESSING, Mme MALLO Dominique, 69 AVENUE Franklin D. Roosevelt, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 443 348

Marque française

Signe concerné : LA PERRUCHÉ

Date du dépôt : 28 JUILLET 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/01

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 5, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH

No SIREN : 315 999 201

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 445 973

Marque française

Signe concerné : MERLOT

Date du dépôt : 16 AOÛT 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016

Déclarant : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH

No SIREN : 315 999 201

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 445 974
Marque française
Signe concerné : B. JELZIN
Date du dépôt : 16 AOÛT 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/03
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 AVRIL 2016
Déclarant : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH
No SIREN : 315 999 201
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S., Mme BOESCH Romy, 1 rue de la Division Leclerc, 67290 PETERSBACH.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 06 3 453 146
Marque française
Signe concerné : SUN GATE
Date du dépôt : 28 SEPTEMBRE 2006
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/09
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 MARS 2016
Déclarant : CMA CGM, Société anonyme, 4 Quai d'Arenç, 13002 MARSEILLE
No SIREN : 562 024 422
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 242 086
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 INLEX IP EXPERTISE, Mme PIERRE Julie, 19 RUE Roux de Brignoles, 13006 MARSEILLE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 394 143
Marque française
Signe concerné : LE FRANCE
Date du dépôt : 7 MAI 1986
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/17
Portée du renouvellement
Renouvellement limité aux produits et services suivants :
 Services de transports maritimes.
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016
Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
No SIREN : 420 624 777
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 394 286
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 BRANDSTORMING, Mme DELLINGER Valérie, 11 Rue Lincoln, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 622 132
Marque française
Signe concerné : THEMATIQUES REGIE (semi-figurative)
Date du dépôt : 19 AVRIL 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/22
Portée du renouvellement
Renouvellement limité aux produits et services suivants :
 Papier et carton (brut, mi-ouvré ou pour la papeterie ou l'imprimerie) ; cahiers, albums, chemises pour documents, classeurs ; produits de l'imprimerie ; articles pour reliures ; journaux, périodiques, livres, revues, catalogues ; photographies ; supports en papier ou en carton pour photographies ; papeterie ; adhésifs (matières collantes) pour la papeterie ou le ménage ; matériel pour les artistes ; pinceaux ; machines à écrire et articles de bureau (à l'exception des meubles) ; matériel d'instruction ou d'enseignement (à l'exception des appareils) ; sacs, sachets et pochettes en matières plastiques pour l'emballage ; films plastiques (étirables, extensibles) pour la palettisation ; cartes d'abonnement (non magnétiques), cartes de crédit (non magnétiques) ; caractères d'imprimerie ; clichés ; stylos, bloc notes, sous mains, cartes de visite, chéquiers, porte chéquier ; agendas, calendriers muraux ; cartes postales ; Publicité ; location d'espaces publicitaires ; diffusion d'annonces publicitaires ; courrier publicitaire ; diffusion de matériel publicitaire (tracts, prospectus, imprimés, échantillons) ; services d'abonnement de journaux pour des tiers ; abonnement à des programmes de télévision, radio, à des vidéogrammes et phonogrammes, à des supports audiovisuels ; publication de textes publicitaires ; publicité radiophonique et télévisée ; gestion des affaires commerciales ; administration commerciale ; travaux de bureau ; distribution de prospectus, d'échantillons ; conseils en affaires, informations ou renseignements d'affaires ; comptabilité ; reproduction de documents ; bureaux de placement ; gestion de fichiers informatiques ; services de saisie et de traitement de données, location de fichiers informatiques ; organisation d'expositions à buts commerciaux ou de publicité ; Télécommunications ; agence de presse et d'information ; communications radiophoniques, télégraphiques ou téléphoniques, par télévision ; communications par services télématiques ; télescription ; transmission de messages, transmission de télégrammes ; émissions télévisées, diffusion de programmes notamment par radio, télévision, vidéogrammes et phonogrammes, câble, voie hertzienne, satellites ; location d'appareils pour la transmission des messages ; communications par terminaux d'ordinateurs ; Education ; formation ; divertissement ; divertissements radiophoniques ou par télévision ; activités sportives et culturelles ; édition de livres, revues ; prêts de livres ; dressage d'animaux ; production de spectacles, de films, de téléfilms, d'émissions télévisées, de reportages, de débats, de vidéogrammes, phonogrammes ; agences pour artistes ; location de vidéogrammes, phonogrammes, de films, d'enregistrements phonographiques, d'enregistrements sonores, de bandes vidéo, d'appareils de projection de cinéma, de décodeurs, d'encodeurs, de décors de théâtre et leurs accessoires ; organisation de concours, de jeux en matière d'éducation ou de divertissement ; montage de programmes, d'émissions, de débats, de reportages ; organisation et conduite de colloques, conférences, congrès ; organisation d'expositions à buts culturels ou éducatifs ; réservation de places pour le spectacle.
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 AVRIL 2016

Déclarant : GROUPE CANAL +, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 387 292 - 491 707 - 621 531

Mandataire ou destinataire de la correspondance : BRANDSTORMING, Mme DELLINGER Valérie, 11 Rue Lincoln, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 96 622 819

Marque française

Signe concerné : CANAL SATELLITE (semi-figurative)

Date du dépôt : 25 AVRIL 1996

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/28

Portée du renouvellement

Renouvellement limité aux produits et services suivants :

Appareils et instruments scientifiques (autres qu'à usage médical), nautiques, géodésiques, photographiques, cinématographiques, optiques, de pesage, de mesurage, de signalisation, de contrôle (inspection), de secours (sauvetage), appareils et instruments pour la conduite, la distribution, la transformation, l'accumulation, le réglage ou la commande du courant électrique ; appareils et instruments d'enseignement ; appareils et instruments pour l'enregistrement, la transmission, la reproduction, le stockage, le cryptage, le décryptage, la transformation, le traitement du son ou des images ; appareils et instruments audiovisuels, de télécommunication, télématique, téléviseurs, magnétophones, magnétoscopes, appareils de radios, projecteurs, auto radios, antennes, antennes paraboliques, enceintes, amplificateurs, chaînes haute fidélité, ordinateurs, logiciels enregistrés, décodeurs, encodeurs, micros, films (pellicules) impressionnés, vidéogrammes et phonogrammes, bandes magnétiques, bandes vidéo, disques compacts (audio et vidéo), disques optiques, disques magnétiques, téléphones ; supports d'enregistrements magnétiques, cartes magnétiques, disques acoustiques ; installations de télévision, distributeurs automatiques et mécanismes pour appareils à prépaiement ; caisses enregistreuses, machines à calculer ; appareils pour le traitement de l'information ; ordinateurs ; satellites à usage scientifique et de télécommunication ; extincteurs ; Papier et carton (brut, mi-ouvré ou pour la papeterie ou l'imprimerie) ; cahiers, albums, chemises pour documents, classeurs ; produits de l'imprimerie ; articles pour reliures ; journaux, périodiques, livres, revues, catalogues ; photographies ; supports en papier ou en carton pour photographies ; papeterie ; adhésifs (matières collantes) pour la papeterie ou le ménage ; matériel pour les artistes ; pinceaux ; machines à écrire et articles de bureau (à l'exception des meubles) ; matériel d'instruction ou d'enseignement (à l'exception des appareils) ; sacs, sachets et pochettes en matières plastiques pour l'emballage ; films plastiques (étirables, extensibles) pour la palettisation ; cartes d'abonnement (non magnétiques), cartes de crédit (non magnétiques) ; caractères d'imprimerie ; clichés ; stylos, bloc notes, sous mains, cartes de visite, chéquiers, porte chéquier ; agendas, calendriers muraux ; cartes postales ; Télécommunications ; agence de presse et d'information ; communications radiophoniques, télégraphiques ou téléphoniques, par télévision ; communications par services télématiques ; téléscription ; transmission de messages, transmission de télégrammes ; émissions télévisées, diffusion de programmes notamment par radio, télévision, vidéogrammes et phonogrammes, câble, voie hertzienne, satellites ; location d'appareils pour la transmission des messages ; communications par terminaux d'ordinateurs ; Education ; formation ; divertissement ; divertissements radiophoniques ou par télévision ; activités sportives et culturelles ; édition de livres, revues ; prêts de livres ; dressage d'animaux ; production de

spectacles, de films, de téléfilms, d'émissions télévisées, de reportages, de débats, de vidéogrammes, phonogrammes ; agences pour artistes ; location de vidéogrammes, phonogrammes, de films, d'enregistrements phonographiques, d'enregistrements sonores, de bandes vidéo, d'appareils de projection de cinéma, de décodeurs, d'encodeurs, de décors de théâtre et leurs accessoires ; organisation de concours, de jeux en matière d'éducation ou de divertissement ; montage de programmes, d'émissions, de débats, de reportages ; organisation et conduite de colloques, conférences, congrès ; organisation d'expositions à buts culturels ou éducatifs ; réservation de places pour le spectacle.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 7, 9, 16, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 FÉVRIER 2016

Déclarant : U10, Société Anonyme, 1 place Verrazzano, 69009 LYON

No SIREN : 395 044 415

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 660 608

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

MARK & LAW, 7, rue des Aulnes, Bât. B, 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 408 332

Marque française

Signe concerné : HOMEA

Date du dépôt : 1er FÉVRIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47

Portée du renouvellement

Renouvellement limité aux produits et services suivants :

Couleurs ; vernis ; laques (peintures) ; matières tinctoriales ; résines naturelles à l'état brut ; métaux en feuilles et en poudre pour peintres, décorateurs, imprimeurs et artistes ; encres pour la peausserie ; enduits (peintures) ; Savons ; parfums ; huiles essentielles ; cosmétiques ; lotions pour les cheveux ; produits de démaquillage ; rouge à lèvres ; masques de beauté ; produits pour la conservation du cuir (cirages) ; crèmes pour le cuir ; Huiles industrielles ; lubrifiants ; produits pour absorber, arroser, lier la poussière ; combustibles (y compris les essences pour moteurs) et matières éclairantes ; bougies, mèches pour l'éclairage ; bois de feu ; gaz d'éclairage ; Meubles ; glaces (miroirs) ; cadres ; objets d'art en bois, cire, plâtre, liège, roseau, jonc, osier, corne, os, ivoire, baleine, écaille, ambre, nacre, écume de mer, succédanés de toutes ces matières ou en matières plastiques ; cintres pour vêtements ; commodes ; coussins ; étagères ; récipients d'emballage en matières plastiques ; fauteuils ; sièges ; literie (à l'exception du linge de lit) ; matelas ; vaisseliers ; vannerie ; boîte en bois ; Ustensiles et récipients non électriques pour le ménage ou la cuisine (ni en métaux précieux, ni en plaqué) ; peignes et éponges ; brosses (à l'exception des pinceaux) ; matériaux pour la broserie ; instruments de nettoyage actionnés manuellement ; paille de fer ; verre brut ou mi-ouvré (à l'exception du verre de construction) ; porcelaine ; faïence ; bouteilles ; objets d'art en porcelaine, en terre cuite ou en verre ; statues ou figurines (statuettes) en porcelaine, en terre cuite ou en verre ; ustensiles ou nécessaires de toilette ; poubelles ; verres (récipients) ; vaisselle non en métaux précieux ; Tissus ; couvertures de lit et de table ; tissus à usage textile ; tissus élastiques ; velours ; linge de lit ; linge de maison ; linge de table non en papier ; linge de bain (à l'exception de l'habillement) ; Vêtements ; bonneterie ; chaussettes ; chaussons ; chaussures de plage, de ski ou de sport ; sous-vêtements ; Dentelles et broderies, rubans et lacets ; boutons, crochets et oeillets, épingles et aiguilles ; fleurs artificielles ; articles de mercerie (à l'exception des fils) ; barbes,

cheveux ou moustaches postiches ; passementerie ; perruques ; attaches ou fermetures pour vêtements ; articles décoratifs pour la chevelure ; Tapis, paillasons, nattes, linoléum et autres revêtements de sols (à l'exception des carrelages et des peintures) ; tentures murales non en matières textiles ; carpettes ; papiers peints ; tapis de gymnastique ; tapis pour automobiles ; gazon artificiel ; Jeux ; jouets ; décorations pour arbres de Noël (à l'exception des articles d'éclairage) ; arbres de Noël en matières synthétiques ; attirail de pêche ; balles ou ballons de jeu ; tables, queues ou billes de billard ; jeux de cartes ou de tables.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 2, 3, 4, 20, 21, 24, 25, 26, 27, 28.

DECISION n° 7861 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3421359, n° 3421361, n° 3421364 et n° 3432411.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3421359, n° 3421361, n° 3421364 et n° 3432411 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3421359, n° 3421361, n° 3421364 et n° 3432411 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 7862 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant
rejet des requêtes en extension des renouvellements
des marques n° 1371632, n° 1371633, n° 1388470 et
n° 96633232.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 1371632, n° 1371633, n° 1388470 et n° 96633232 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 1371632, n° 1371633, n° 1388470 et n° 96633232 sont rejetées.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

**DECISION n° 7863 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant
rejet de la requête en extension du renouvellement de la
marque n° 3449370.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3449370 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3449370 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 7864 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 96624071.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 96624071 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 96624071 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

DECISION n° 7865 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3431851.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3431851 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014

sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3431851 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 7866 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3423077.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3423077 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3423077 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 7867 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant
rejet de la requête en extension du renouvellement de la
marque n° 3427363.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3427363 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3427363 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

**DECISION n° 7868 MEI/DAE du 7 septembre 2016 portant
rejet de la requête en extension du renouvellement de la
marque n° 1351326.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1351326 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1351326 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS ET DE LA CONDITION FÉMININE

ARRETE n° 7808 MTS du 6 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 11460 MTS du 31 décembre 2014 portant nomination des membres de la commission technique de plongée professionnelle.

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu la lettre de démission de M. Alain Vattant en date du 9 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 11460 MTS du 31 décembre 2014 est rédigé ainsi :

"Sont nommés, jusqu'au 31 décembre 2017, membres de la commission technique de plongée professionnelle prévue à l'article A. 6351-2 du code du travail :

En qualité de spécialiste de la plongée professionnelle :

- M. Mainui Tanetoea ;
- M. Pascal Le Cointre ;
- M. Yann Paureau.

En qualité de médecin diplômé de médecine du travail :

- M. Thierry Sicard."

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.
Priscille Tea FROGIER.

DECISION n° 2749 MTS/DIR/TRAV/LJ/sp du 6 septembre 2016 accordant l'agrément de travaux de confinement ou de retrait d'amiante à l'entreprise J-L Polynésie, BP 380622, 98718 Tamanu, Punaauia.

Le directeur de la direction du travail,

Vu l'arrêté n° 473 CM du 30 avril 2015 portant nomination de M. Rémy Brefort en qualité de chef du service de la direction du travail ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail ;

Vu l'arrêté n° 925 CM du 8 juillet 2011 modifié relatif à la codification du droit du travail, et notamment ses articles A. 4414-1 à A. 4414-27 ;

Vu le certificat de qualification probatoire n° O-60230 délivré le 25 août 2016 par l'Afnor Certification, jusqu'au 25 août 2021, reçu le 26 août 2016 ;

Vu la demande d'agrément présentée par l'entreprise J-L Polynésie le 9 août 2016, reçue le 9 août 2016 à la direction du travail, et les compléments d'informations reçus le 26 août 2016 ;

Vu l'avis favorable unanime, émis par le comité technique consultatif en sa séance du 30 août 2016 pour accorder un agrément à J-L Polynésie ;

Considérant que l'article A. 4414-15-1 dispose que : "Lorsque ces travaux concernent le confinement ou le retrait d'amiante, ou de matériau contenant de l'amiante, les entreprises doivent avoir obtenu un agrément délivré par le directeur du travail, au vu des preuves de leurs capacités dans ce domaine et après avis du comité technique consultatif.

L'agrément ne peut être accordé qu'après présentation par l'entreprise d'un certificat de qualification probatoire ou d'une certification délivré par un organisme certificateur métropolitain accrédité conformément à la norme AFNOR NF X 46-010. L'entreprise informe la direction du travail de toute modification relative aux documents précités.

L'entreprise doit également produire les pièces justificatives suivantes :

- 1 - une attestation d'assurance civile professionnelle couvrant les risques découlant des activités de confinement et de retrait d'amiante réalisées en Polynésie française ;
- 2 - une attestation certifiant que l'employeur est à jour du versement de ses cotisations sociales et fiscales.

L'agrément est délivré pour une durée maximale de cinq ans, sous réserve de la validité des certificats.

Cet agrément devient caduc par l'effet de la suspension ou de la perte de la certification de qualification probatoire ou de la certification.

Il peut être retiré en cas d'infraction aux dispositions du présent chapitre." ;

Décide :

Article 1er.— L'agrément demandé par l'entreprise J-L Polynésie, sise zone industrielle de la Punaruu, BP 380622, 98718 Tamanu, Punaauia, est accordé pour la durée de validité du certificat n° O-60230 arrivant à échéance le 25 août 2021.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'entreprise J-L Polynésie.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.
Rémy BREFORT.

Voies de recours contre la décision du directeur de la direction du travail.

Recours gracieux : dans le délai de deux mois auprès de l'auteur de la présente décision.

Recours hiérarchique : Le recours doit être introduit devant le ministre en charge du travail dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision du directeur de la direction du travail.

Recours contentieux : Le recours doit être introduit devant le tribunal administratif de Papeete (BP n° 4522, 98713 Papeete) dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision du directeur de la direction du travail.

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

ARRETE n° 7790 MET du 6 septembre 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'EURL Hinatea.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifiée portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Papara et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 27 mai 2016, reçue au GEGDP le 30 mai 2016, présentée par Mlle Alice Choune, gérante de l'EURL Hinatea,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1 - L'EURL Hinatea, représentée par Mlle Alice Choune, BP 12174, 98712 Papara, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cinq cents mètres cubes (500 m³) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de Ø > 300 mm, dans le cadre du curage de la rivière Ahoara'a, dans une zone située à 900 mètres en amont du pont de la RC et s'étendant sur 430 mètres vers l'amont et 300 mètres vers l'aval du radier du dépotoir, commune de Papara, PK 37, île de Tahiti.
- 2 - Les matériaux sont destinés à la vente aux particuliers et aux entreprises.
- 3 - Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par les camions de l'entreprise et de location.
- 4 - L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.
- 5 - Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-340-104 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6 - Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
 - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
 - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
 - montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons Ø > 300 mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
- 7 - Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8 - Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la

date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.

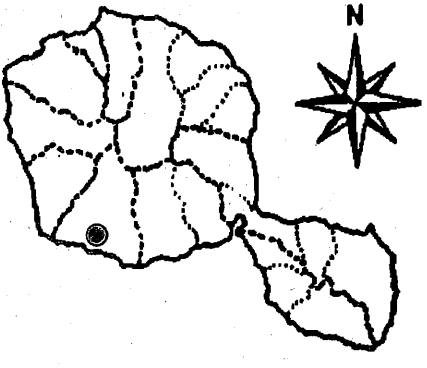
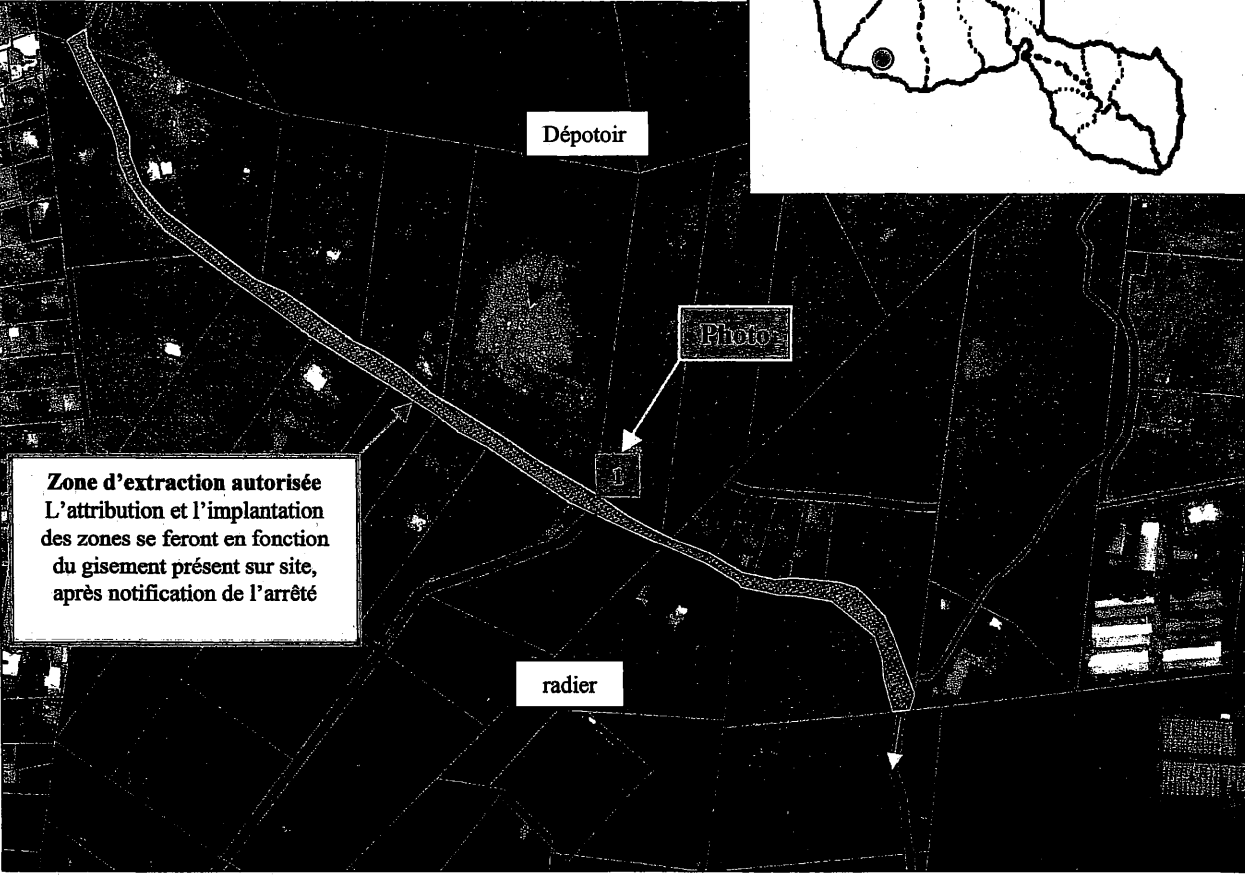
- 9 - Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10 - A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11 - Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la redevance correspondant à la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit 500 m³ à 400 F/m³ = 200 000 F CFP).
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
- 12 - Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13 - La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de quinze (15) jours. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.
Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</p> <p>Groupeement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public</p> <p>TEL. 48 54 74 - FAX 48 54 69</p> <p>http://www.equipement.gov.pf</p>	<p>ZONE D'EXTRACTION</p> <p>ZONE D'EXTRACTION AUTORISÉE</p>		<p>SITUATION</p> 
<p>ILE DE TAHITI</p>			
<p>COMMUNE DE PAPARA</p>			
<p>LIEU :</p> <p>RIVIERE AHOARA'A PK 37 A 900 M EN AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 430 M VERS L'AMONT ET 300 M VERS L'AVAL DU RADIER DU DÉPOTOIR</p>			
<p>QUANTITÉ :</p> <p>500 M3 DE TOUT-VENANT</p>			
<p>DEMANDE DE :</p> <p>EURL HINATEA</p> <p>EN DATE DU</p> <p>27/05/2016</p>			
<p>PLAN N°</p> <p>2016-340-104 /DEQ/GEGDP</p> <p>DRESSÉ LE :</p> <p>01/07/2016</p>			
<p>DOSSIER N° 2016-227</p>			

ARRETE n° 7805 MET du 6 septembre 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir certains atolls des Tuamotu lors de son voyage n° 21 de septembre 2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,)

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Société de navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'Ouest,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 susvisé, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV est autorisé à déroger à sa ligne régulière afin de desservir les atolls de Raroia, Takume, Napuka, Tepoto Nord, Puka Puka, Fangatau, Fakahina, Tatakoto, Amanu, Hikueru et Marokau lors de son voyage n° 21 de septembre 2016.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 7806 MET du 6 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 6776 MET du 7 août 2015 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires (CETMI).

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 259 CM du 11 mars 1991 modifié portant création de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires;

Vu l'arrêté n° 6776 MET du 7 août 2015 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires (CETMI) ;

Vu la demande de la SARL NGV 2 Moorea en date du 3 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté n° 6776 MET du 7 août 2015 susvisé, les mots : "Anapa'arii Boosie-Haereraaroa" sont remplacés par les mots : "Josiane Faura".

Art. 2.— Ce membre à voix délibérative représentant les intérêts professionnels nouvellement désigné en cours de mandat exerce le mandat dévolu jusqu'à la date à laquelle doit expirer le mandat du membre remplacé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 7807 MET du 6 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 6816 MET du 11 août 2015 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (CCNMI).

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 413 CM du 21 avril 1997 modifié portant composition du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 6816 MET du 11 août 2015 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (CCNMI) ;

Vu la demande de la SARL NGV 2 MOOREA en date du 3 août 2016,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 1er de l'arrêté n° 6776 MET du 7 août 2015 susvisé, les mots : "Anapa'arii Boosie-Haereraaroa" sont remplacés par les mots : "Manfred Fa Shin Chong".

Art. 2. — Ce membre à voix délibérative représentant les intérêts professionnels nouvellement désigné en cours de mandat exerce le mandat dévolu jusqu'à la date à laquelle doit expirer le mandat du membre remplacé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.
Albert SOLIA.

Par arrêté n° 7791 MET du 6 septembre 2016. — Est abrogé l'arrêté n° 7284 MET du 24 août 2016 portant modification de l'arrêté n° 4595 MET du 2 juin 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maromotu-Titauite cadastrée A-452 nécessaire à la réhabilitation de l'abri paracyclonique de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu.

Par arrêté n° 7792 MET du 6 septembre 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Gatumurua 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Pukarua, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaire
Terre GATUMURUA 1	
1 909	PUTARATARA Taria Peketeavai Né 25/10/1948 Amanu (bf 1.1.1)

Par arrêté n° 7793 MET du 6 septembre 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités

versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Pukarua, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Nom de la terre	Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Kiritaga 2 (plan 4)	165 816	TEKOPUNUI Victoire Née 23/12/1953 Rikitea (bf 1.1.11)
Hurihaga-Take take (plan 5)	66 477	
Hurihaga-Kura (plan 6)	160 794	
Kiritaga 2 (plan 4)	16 582	BISIAUX Vanessa Henriette Née 27/09/1972 Papeete (bf 1.1.1.1.1)
Hurihaga-Take take (plan 5)	6 647	
Hurihaga-Kura (plan 6)	16 079	

Par arrêté n° 7794 MET du 6 septembre 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 et Hurihaga-Take Take nécessaires à la construction de l'aérodrome de Pukarua, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Nom de la terre	Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Kiritaga 2	4 956	TEKOPUNUI Victoire Née 23/12/1953 Rikitea (bf 1.1.11)
Hurihaga Taketake	2 629	
Kiritaga 2	496	BISIAUX Vanessa Henriette Née 27/09/1972 Papeete (bf 1.1.1.1.1)
Hurihaga Taketake	262	

Par arrêté n° 7795 MET du 6 septembre 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahirikura cadastrée A-537 (plan n° 2) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaire
Terre TAHIRIKURA A-537 (plan 2)	
54 377	POKARA Atonio Ito Né 19/01/1977 Vahitahi (bf 3.1.1.10)

Par arrêté n° 7796 MET du 6 septembre 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahirikura cadastrée A-537 (plan n° 2) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre TAHIRIKURA A-537 (plan 2)	
67 971	TEMORERE Iakoba Tane Né 23/07/1949 Hikueru (bf 3.2.2.u)
25 490	TEMORERE Michel Tane Né 4/08/1969 Rikitea (bf 3.2.2.1)
25 490	TEMORERE Taurarii Daniel Né 13/01/1972 Tanga (bf 3.2.2.2)
25 489	TEMORERE Fabien Né 25/01/1975 Papeete (bf 3.2.2.3)
25 489	TEMORERE Francine Née 20/01/1976 Papeete épouse KAHLERT (bf 3.2.2.4)
25 489	TEMORERE Murielle Tekurahakimata Née 5/05/1977 Papeete (bf 3.2.2.5)
25 489	TEMORERE Rachel Née 15/10/1980 Papeete épouse MAIRIHAU (bf 3.2.2.6)
25 489	TEMORERE Louise Aramaki Judith Née 12/12/1987 Papeete (bf 3.2.2.7)
25 489	RATA KAOKO Téodoro Tautearoa Né 26/03/1967 Papeete (bf 2.2.8)

Par arrêté n° 7797 MET du 6 septembre 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahirikura cadastrée A-537 (plan n° 2) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre TAHIRIKURA A-537 (plan 2)	
54 377	POKARA Maratino Maro Né 21/08/1965 Tatakoto (bf 3.1.1.2)
54 377	POKARA André Tagitama Né 2/01/1972 Tatakoto (bf 3.1.1.6)
271 885	MITI Mataruaragi Kuraihaga Née 19/01/1949 Vahitahi épouse MATEMOKO (bf 3.2.1)
271 885	MITI Katopua Katomea Miti Née 22/05/1954 Vahitahi épouse TIAFARIU (bf 3.2.3)
271 886	MITI Karere Tanetoea Tekuraihaga Né 12/08/1955 Vahitahi (bf 3.2.4)

Par arrêté n° 7798 MET du 6 septembre 2016.— Est abrogé l'arrêté n° 10479 MET du 1er décembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Katorohua, repérées sous les plans n° 12 et n° 13, nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu.

Par arrêté n° 7799 MET du 6 septembre 2016.— Est abrogé l'arrêté n° 10477 MET du 1er décembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Teahore, repérées sous les plans n° 17 et n° 18, nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu.

Par arrêté n° 7800 MET du 6 septembre 2016.— Est abrogé l'arrêté n° 1370 MET du 24 février 2016 portant modification de l'arrêté n° 10477 MET du 1er décembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Teahore, repérées sous les plans n° 17 et n° 18, nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Tureia, dans l'archipel des Tuamotu.

**MINISTERE DE LA PROMOTION DES LANGUES,
DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 7802 MCE/ENV du 6 septembre 2016 portant fermeture du site exploité par M. Yung Sing Mu, sis dans la vallée de Tuauru, commune de Mahina (installation de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement et notamment l'article D. 223-10 ;

Vu l'arrêté n° 6224 MCE du 27 juillet 2016 portant délégation de signature à Mme Miri Tatarata, directrice de l'environnement ;

Vu le procès-verbal de constat d'infraction n° 22 MEM/ENV du 10 juillet 2012 ;

Vu la procédure contradictoire n° 1076 MEM/ENV du 11 juillet 2012 ;

Vu la mise en demeure n° 1483 MEM/ENV du 20 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal de constat d'infraction n° 53 MCE/ENV du 28 janvier 2013 ;

Vu le procès-verbal de constat d'infraction n° 13 MET/ENV du 15 octobre 2014 ;

Vu le courrier du secrétariat général du gouvernement demandant le chiffrage du préjudice environnemental enregistré sous le n° 3405 DIREN/AR du 16 octobre 2015 ;

Vu le procès-verbal de constat d'infraction n° 9 MCE/ENV/ICPE du 22 octobre 2015 ;

Vu la constitution de partie de la Polynésie française par courrier n° 1434 PR du 7 mars 2016 enregistré sous le n° 823 DEREN/AR du 7 mars 2016 ;

Vu le jugement n° 562 de la séance du 8 mars 2016 rendu à l'encontre de M. Yung Sing Mu enregistré sous le n° 2929 DIREN/AR du 11 août 2016 ;

Vu le procès-verbal de constat de récidive n° 11 MCE/ENV/ICPE du 22 août 2016 ;

Considérant que M. Yung Sing Mu exerce une activité relevant des installations classées pour la protection de l'environnement sans l'autorisation prévue par le code de l'environnement ;

Considérant l'absence de réponse à la procédure contradictoire et la mise en demeure susvisées émises par la direction de l'environnement ;

Considérant les atteintes aux intérêts protégés par l'article D. 221-1 du code de l'environnement, liées à la poursuite de l'activité en situation irrégulière, notamment le stockage de déchets de toutes catégories sans barrières physiques de confinement des polluants ;

Considérant que M. Yung Sing Mu ignore le jugement susvisé prononcé à son encontre ;

Considérant la méthodologie de chiffrage du préjudice à faire valoir auprès du tribunal de Papeete nécessitant l'arrêt d'exploitation du site,

Arrête :

Article 1er. — La décharge exploitée par M. Yung Sing Mu située dans la vallée de Tuauru est fermée sans délais dès la notification du présent arrêté.

La décharge s'étend sur un terrain référencé comme suit :

Terre	Commune associée	Section	N° Parcelle	Superficie
TITII 2	Mahina	V	240	3 322 m ²
TITII 1 / PARTIE			643	2 976 m ²
RUPEHOPU / Lot N			1117	4 886 m ²
RUPEHOPU / Lot O			1118	1 814 m ²
RUPEHOPU / Lot M			1120	4 886 m ²

Art. 2. — La présente décision peut être soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Polynésie française, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication au *Journal officiel*.

Art. 3. — La directrice de l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Yung Sing Mu et publié au *Journal officiel* de Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice de l'environnement,
Miri TATARATA.

**ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

AUTORITE POLYNESIENNE DE LA CONCURRENCE

**Avis n° 2016-A-01 du 31 août 2016
relatif à la situation de la concurrence sur la desserte maritime
entre Tahiti et Moorea**

L'Autorité polynésienne de la concurrence,

Vu la lettre du 14 juin 2016, enregistrée sous le numéro 16/003 A, par laquelle le Président de la Polynésie française a saisi l'Autorité polynésienne de la concurrence sur le fondement de l'article LP 620-1 du code de la concurrence, d'une demande d'avis relative à d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles dans le secteur du transport maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea ;

Vu la saisine complémentaire adressée par le Président de la Polynésie française à l'Autorité polynésienne de la concurrence le 7 juillet 2016 ;

Vu le code de la concurrence, et notamment son article LP 620-1 I et II ;

Vu la délibération n° 77-47 du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la décision n° 2016-DP-24 portant acceptation de déport de Mme Maïana BAMBRIDGE et l'autorisant à ne pas délibérer le présent avis ;

Le rapporteur général et les représentants du Président de la Polynésie française, des sociétés SARL SNGV2 Moorea 6 et SNC Aremiti entendus lors de la séance du 16 août 2016 ;

Est d'avis de répondre à la demande présentée dans le sens des observations qui suivent :

INTRODUCTION

1. Par lettre n° 0410/PR du 4 juin 2016, enregistrée sous le numéro 16/003A, le Président de la Polynésie française a saisi l'Autorité polynésienne de la concurrence, sur le fondement de l'article LP 620-1 du code de la concurrence, d'une demande d'avis relative à d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles dans le secteur du transport maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea.
2. Le Comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (ci-après « CCNMI ») s'est réuni le 12 mai 2016 afin d'examiner la demande de licence d'armateur présentée par la SNC Aremiti dans le cadre du remplacement du navire Aremiti 5 par un navire Aremiti 6, aux caractéristiques techniques différentes. Le dossier présenté à l'appui de cette demande comprend notamment un financement faisant appel aux dispositifs de défiscalisation locale et nationale et le versement d'une subvention exceptionnelle de la SNC Aremiti Ferry à la SNC Aremiti. Des membres de la CCNMI ont fait part d'interrogations, portant sur la pérennité de l'exploitation et sur d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles (pratiques de prix prédateurs, ententes entre sociétés) qui ont conduit à la saisine pour avis de l'Autorité polynésienne de la concurrence.
3. Par lettre n° 04633/PR du 7 juillet 2016, le Président de Polynésie française a communiqué à l'Autorité polynésienne de la concurrence une saisine complémentaire, le demandeur de la licence ayant fourni un nouveau dossier le 8 juin 2016 présentant des éléments comptables prévisionnels modifiés.
4. A titre liminaire, l'Autorité rappelle que, consultée en application de l'article LP 620-1 du code de la concurrence, elle ne peut se prononcer que sur des questions de concurrence d'ordre général. Il ne lui appartient pas, dans ce cadre, d'apprécier ni à plus forte raison de qualifier des comportements individuels sur un marché au regard des articles LP 200-1 ou LP 200-2 du code de la concurrence. En effet, seule une saisine contentieuse et la mise en œuvre de la procédure contradictoire prévue aux articles LP 630-2 et suivants du même code permettraient d'apprécier la licéité d'une pratique au regard des dispositions relatives aux ententes ou aux abus de position dominante.
5. Les compétences qu'elle tient du code de la concurrence ne permettent pas non plus à l'Autorité polynésienne de la concurrence de se prononcer sur la pérennité d'une activité économique.

I. LE SECTEUR DU TRANSPORT MARITIME INTERINSULAIRE

A. LE CADRE REGLEMENTAIRE

6. Le secteur du transport maritime interinsulaire est une activité encadrée par plusieurs textes qui définissent les conditions d'exercice de l'activité d'armateur.
7. La délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires régit les conditions de délivrance des licences. Ce cadre ancien a été modifié par la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 et devrait prochainement évoluer.

1. L'OBTENTION OBLIGATOIRE D'UNE LICENCE D'EXPLOITATION

8. La loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien est venue modifier le cadre d'exploitation des entreprises de ce secteur.
9. Ce texte dispose, dans son article 1^{er}, que l'activité de transport public de personnes, de biens ou de marchandises par voie maritime et aérienne *« s'exerce, dans un cadre concurrentiel, par l'attribution d'une autorisation préalable dénommée licence d'exploitation qui fixe, pour chaque licence, les obligations de service public y afférentes »* et que *« cette activité est réalisée aux risques et périls de l'exploitant »*.
10. L'article LP 11 instaure un mécanisme de sanction en cas de non-respect des obligations figurant dans la licence : *« Tout exploitant titulaire d'une licence d'exploitation qui ne respecte pas les obligations de service public fixées par sa licence, peut se voir infliger une amende administrative pouvant atteindre 3 % de son chiffre d'affaires annuel hors TVA... »*.
11. La délibération n° 77-47/AT du 15 mars 1977 modifiée¹ précise les conditions d'octroi de cette licence d'armateur. Ce texte prévoit ainsi que *« la desserte maritime interinsulaire constitue un service public »* et que *« nulle personne physique ou morale ne peut exercer sur le territoire de la Polynésie française, la profession d'armateur au commerce si elle n'est titulaire d'une licence d'armateur dont les conditions d'octroi et de retrait sont définies par la présente délibération »*.
12. La licence, délivrée par le ministre en charge des transports maritimes après avis du CCNMI, fixe les obligations minimales de l'armateur en termes de fréquence des rotations et de desserte des îles. En contrepartie, *« la licence d'armateur ouvre droit pour son titulaire à percevoir les différentes aides et subventions de la puissance publique »* (article 6).
13. Le texte précise également que *« tout changement d'armateur, de ligne ou de navire, entraîne le retrait « ipso facto » de la licence d'armateur et, éventuellement, l'attribution d'une nouvelle licence »* (article 4).

2. LA TARIFICATION DES SERVICES

14. Comme de nombreux secteurs d'activités en Polynésie française, les activités de transport maritime font l'objet de tarifs réglementés, distincts selon l'archipel desservi. Ainsi, l'annexe 1 de l'arrêté n° 767 CM du 20 juin 2012 fixe les tarifs maximaux de fret et des passages maritimes applicables aux liaisons entre Papeete et les îles du vent.
15. Un prix plafond est fixé par la réglementation pour des marchandises déterminées : produits de première nécessité (ci-après « PPN »), produits de grande consommation (ci-après « PGC »), matériaux de construction, coprah, hydrocarbures et gaz. En dehors de ces catégories, les prix sont librement fixés par les opérateurs notamment pour les PPN en transport frigorifique.
16. Les tarifs relatifs au transport des passagers et des véhicules sont, quant à eux, librement fixés par les opérateurs, sous réserve de dépôt préalable auprès de la direction générale des affaires économiques (ci-après « DGAE »), avec copie adressée à la direction polynésienne des affaires maritimes (ci-après « DPAM »). Toutes modifications ultérieures des tarifs sont soumises à l'homologation de la DGAE.

¹ Par la délibération n° 82-9 AT du 18 février 1982 modifiant et complétant l'article 4 de la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaire

B. LA DESSERTE ENTRE TAHITI ET MOOREA

17. La desserte par transport maritime entre Tahiti et Moorea est la liaison maritime la plus importante de Polynésie française, que ce soit en nombre de passagers, de tonnages transportés ou de passages de tous types de véhicule. La desserte entre Tahiti et Moorea a ainsi capté en 2015 plus de 35 % du fret inter-îles, 96 % du transport de véhicules et 99 % du trafic de passagers². Cette desserte enregistre un chiffre d'affaires annuel de plus de 2,5 milliards de francs CFP en 2014 et en 2015.

1. LA SITUATION ACTUELLE DE LA DESSERTE

18. Trois navires assurent actuellement la liaison Tahiti-Moorea. Ces trois navires sont armés par trois sociétés différentes qui disposent chacune d'une licence d'exploitation :
- L'Aremiti Ferry 2³, qui appartient à la SNC Aremiti Ferry, opère sur la ligne depuis décembre 2013 en remplacement de l'Aremiti Ferry 1 en service sur la ligne depuis 1996⁴.
 - L'Aremiti 5, propriété de la SNC Aremiti, opère sur la ligne depuis 2004 en remplacement de l'Aremiti 4⁵ en service sur la ligne depuis 2000. Le navire Aremiti 5, initialement autorisé pour desservir les Îles Sous-le-Vent, a été autorisé le 8 juin 2004⁶ à desservir temporairement Moorea du 8 au 21 juin 2004, en remplacement du navire Aremiti 4, en carénage ; cette autorisation a été prorogée dès le 11 juin 2004 jusqu'au 8 juillet 2004⁷. Finalement, en juillet 2004, par deux arrêtés simultanés, il a été acté une permutation entre les navires Aremiti 4⁸ et Aremiti 5⁹ sur les lignes des Îles Sous-le-Vent et la liaison de Tahiti et Moorea.
 - Le Terevau, appartenant à la SARL SNGV2 Moorea 6, opère sur la ligne depuis 2012¹⁰.
19. Il convient de noter que lors de la liquidation judiciaire de la société SDM Moorea Ferry en 2012, la SNC Aremiti Ferry a acquis le navire Moorea Ferry et a sollicité une licence d'armateur sur la desserte entre Tahiti et Moorea, qui lui a été refusée.
20. Les caractéristiques de ces trois navires sont les suivantes¹¹ :

	Temps de traversée	Capacités			Fréquence de touchées minimum	Nombre de touchées 2014	
		Passagers	Véhicules	Fret		théoriques	réalisées
Aremiti Ferry 2	40-45 mn	967	150	400 t	26 rotations/semaine	1 352	1 275
Aremiti 5	30-35 mn	630	30	-	40 rotations/semaine	2 080	8 91
Terevau	25-30 mn	360	10	10 m ³	41 rotations/semaine	2 132	2 060

² Statistiques maritimes interinsulaires 2015 de la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

³ Arrêté n° 9 MEP du 30 janvier 2009 modifié. La licence d'armateur pour ce navire a été obtenue dès 2009 mais l'arrêté a été modifié à plusieurs reprises jusqu'en 2013

⁴ Arrêté n° 526 CM du 15 mai 1995 modifié par arrêté n° 687 CM du 28 juin 1996

⁵ Arrêté n° 45 CM du 17 janvier 2000

⁶ Arrêté n° 87 MEV du 8 juin 2004

⁷ Arrêté n° 93 MEV du 11 juin 2004

⁸ Arrêté n° 31 CM du 7 juillet 2004

⁹ Arrêté n° 32 CM du 7 juillet 2004

¹⁰ Arrêté n° 8131 MDA du 18 novembre 2011

¹¹ Atlas des lignes maritimes en Polynésie française (édition 2015), DPAM

21. Les données statistiques de la DPAM montrent, pour l'année 2014, une réduction du nombre de touchées par rapport au contenu des licences d'armateur, cette réduction concernant essentiellement le navire Aremiti 5.
22. D'un point de vue général, l'offre de transport de passagers sur la ligne semble surdimensionnée, en dehors des périodes de pic d'activités (début et fin des vacances scolaires, week-end prolongés...). En effet, en multipliant les capacités en nombre de passagers de chaque navire par le nombre de touchées théoriques, la capacité offerte en transport de passagers serait d'environ 7 millions de passages (ou personnes transportées). Compte tenu du nombre de passagers réellement transportés¹², le coefficient de remplissage de passagers peut être évalué à un peu plus de 20 % en 2014. Du fait du non-respect des fréquences minimales de rotation et des arrêts techniques (obligatoires ou contraints), ce coefficient est en réalité supérieur et s'établit à environ 30 % (nombres de passagers / nombre de places réellement proposées).
23. Les prix pratiqués par les trois navires sont exposés dans le tableau ci-dessous, sachant que l'Aremiti Ferry 2 et l'Aremiti 5 offrent les mêmes tarifs pour les traversées :

	Aremiti (en F CFP)	Terevau (en F CFP)	écart
Adulte Résident¹³			
<i>aller simple</i>	1 160	1 160	0 %
<i>aller-retour</i>	2 320	1 910	-17,7 %
<i>carnet de 10</i>	9 420	9 300	-1,3 %
<i>abonnement mensuel</i>	21 900	21 900	0 %
Jeune < 12ans			
<i>aller simple</i>	605	580	-4,1 %
<i>aller-retour</i>	1 210	1 000	-17,4 %
<i>carnet de 10</i>	4 960	4 900	-1,2 %
<i>abonnement</i>	12 900	12 450	-3,5 %
Senior (> 60 ans)			
<i>aller simple</i>	950	950	0 %
<i>aller-retour</i>	1 900	1 900	0 %
2 roues			
<i>Moto</i>			
<i>aller simple</i>	1 000	1 000	0 %
<i>aller-retour</i>	2 000	2 000	0 %
<i>carnet de 10</i>	6 130	6 080	-0,8 %
<i>abonnement</i>	14 580	19 280	32,2 %
<i>Vélo</i>			
<i>aller simple</i>	250	250	0 %
<i>aller-retour</i>	500	500	0 %
<i>carnet de 10</i>	1 900	1 850	-2,6 %
<i>abonnement</i>	5 020	5 000	-0,4 %

¹² Statistiques maritimes interinsulaires 2015 de la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

¹³ Aremiti propose un tarif aller simple et aller-retour pour les non-résidents plus élevés (1 500 et 3 000 F CFP)
Terevau propose des tarifs pour les résidents de Moorea moins élevés (1 000 et 1 900 F CFP)

Véhicules légers ¹⁴ (aller simple)			
<i>Quadricycle</i>	2 410	2 100	-12,9 %
<i>Véhicule < 4,65 m</i>	4 330	4 300	-0,7 %
<i>Véhicule entre 4,65 m et 5,15 m</i>	4 940	4 890	-1,0 %
<i>Véhicule entre 5,15 m et 5,35 m</i>	5 540	5 450	-1,6 %
<i>Véhicule entre 5,35 m et 5,65 m</i>	7 670	7 600	-0,9 %
<i>Véhicule > 5,65 m</i>	9 800	9 700	-1,0 %

2. LES MODIFICATIONS ENVISAGEES SUR LA DESSERTE

24. La SNC Aremiti souhaite remplacer le navire Aremiti 5 par l'Aremiti 6 qui présente des caractéristiques proches de celles du navire Terevau et va donc modifier l'offre sur la desserte.

a) LES MOTIFS DE REMPLACEMENT DU NAVIRE AREMITI 5 PAR LE AREMITI 6

25. D'après le compte rendu du CCNMI du 12 mai 2016, la SNC Aremiti avance deux raisons pour justifier le remplacement de l'Aremiti 5 par l'Aremiti 6 : son inadaptation à la demande et l'état du navire.

Selon la SNC Aremiti, le navire devenu surdimensionné, ne correspond plus à la demande constituée d'abonnés qui utilisent le navire en semaine le matin et le soir. Très sensibles au temps de traversée, ils seraient pénalisés par les temps de chargement et de déchargement des véhicules et du fret qui rallongent la durée du passage.

26. La société avance par ailleurs, que le navire Aremiti 5 a subi des pannes et des arrêts multiples qui ont fortement impacté sa fréquentation ; les charges de réparation et de maintenance représentent un coût important pour la société. Ces problèmes techniques ont conduit à réduire la vitesse de croisière du navire ce qui génère des charges de carburant supplémentaires et un temps de traversée additionnel.
27. Ces différents points (limitation des rotations, sensibilité de la clientèle à la durée du trajet, arrêts techniques fréquents) ont été confirmés par la DPAM¹⁵.

b) LES CONSEQUENCES DE L'ARRIVEE DE L'AREMITI 6 SUR LA DESSERTE

28. Le transfert de la licence d'armateur du navire Aremiti 5 à l'Aremiti 6 conduirait à une réduction de l'offre de transport – fret, passagers, véhicules – sur la desserte entre Tahiti et Moorea. En effet, le navire Aremiti 6 disposera de 80 places de passagers de moins que l'Aremiti 5 et le nombre de véhicules automobiles pouvant être transporté passera de 30 à 5. Ainsi, la configuration du navire Aremiti 6 se rapprocherait de celle du navire Terevau, à savoir une vedette rapide aux dimensions similaires et principalement positionnée sur le transport de passagers.

¹⁴ Les découpages de tranches de poids différent sensiblement entre Aremiti et Terevau (environ 5cm). Les tranches médianes restent très proches et permettent la comparaison

¹⁵ Audition des représentants de la DPAM du 25 juillet 2016

Tableau récapitulatif¹⁶

	Aremiti 5	Aremiti 6	Terevau
Port en lourd (<i>charge maxi en tonnes</i>)	100	81,5	67
Moteurs principaux	4 x 2320 kW	4 x 2240 kW	4 x 1979 kW
Consommation	2000 l/h	2000 l/h	1300 l/h
Capacités de transport			
<i>Passagers</i>	630	550	360
<i>Véhicules</i>	30 VL	5 VL	10 VL
Dimensions (<i>longueur x largeur</i>)	53,4 x 14,2	49,7 x 14,5	42,5 x 12,3
Temps de traversée	30-35 mn	25-30 mn	25-30 mn

29. Les représentants de la SNC Aremiti prévoient que la programmation horaire du futur navire Aremiti 6 restera quasiment inchangée, seul le départ de 5h20 devant être repoussé à 5h30. La licence est par ailleurs demandée pour 3 rotations journalières correspondant au nombre de rotations actuelles de l'Aremiti 5. Ils ont également indiqué qu'ils n'envisageaient pas de modifier leur grille tarifaire actuelle.
30. La mise en exploitation du navire ne semble donc pas devoir conduire à une modification de l'offre au niveau horaire ou tarifaire mais à une réduction du temps de trajet du navire (de l'ordre de 5 à 10 minutes) par rapport à l'actuel Aremiti 5.

II. LES PRATIQUES SUSCEPTIBLES D'ETRE QUALIFIEES AU TITRE DU CODE DE LA CONCURRENCE

31. Le CCNMI qui s'est réuni le 12 mai 2016 afin d'examiner la demande de licence d'armateur présentée par la SNC Aremiti dans le cadre du remplacement du navire Aremiti 5 par un navire Aremiti 6, s'est interrogé sur l'équilibre du projet, assuré par le versement d'une subvention exceptionnelle à la SNC Aremiti par la SNC Aremiti Ferry et par les conditions de financement du projet et notamment le bénéfice, considéré comme de droit par l'armateur, de la défiscalisation. Le représentant du ministère des transports indiquait ainsi que « *l'équilibre comptable de la SNC Aremiti semble obtenu par une subvention exceptionnelle de la SNC Aremiti Ferry, qui permet un « lissage » des charges d'exploitation de deux sociétés différentes. Au niveau concurrentiel cela pourrait poser un problème et l'avis de l'autorité de la concurrence permettra d'éclairer ce point* ». Il est ajouté dans le compte rendu que « *la saisine de l'Autorité portera sur une compensation d'un compte d'exploitation structurellement déficitaire, d'une société à une autre du même groupe, au regard de la réglementation sur les pratiques anticoncurrentielles* ». La problématique relative à la défiscalisation est indirectement liée au fait que, selon le représentant du ministère des transports, le secteur du transport « *risque de ne pas être prioritaire* [pour l'octroi de la défiscalisation] » d'autant que

¹⁶ Atlas des lignes maritimes en Polynésie française (édition 2015), DPAM et dossier de demande de licence d'armateur pour le navire Aremiti 6

le navire n'a que 12 ans. L'équilibre d'exploitation peut s'avérer difficile et la pérennité de l'activité d'un navire sur la desserte non garantie.

32. Ces interrogations ont conduit le Président de la Polynésie française à saisir l'Autorité polynésienne de la concurrence sur « *d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles sur cette ligne (pratiques de prix prédateurs, ententes entre sociétés)* ».

A. LE RISQUE D'ENTENTE

1. LES CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ARTICLE LP 200-1 DU CODE DE LA CONCURRENCE

33. Le code de la concurrence définit l'entente, comportement prohibé, comme la constatation d'« *actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions* », résultant d'un accord de volontés, ayant pour objet ou pouvant avoir pour effet d'empêcher, de fausser ou de restreindre la concurrence sur un marché de la Polynésie française.
34. Un accord de volontés suppose l'existence d'au moins deux entités juridiquement distinctes et économiquement indépendantes l'une de l'autre.
35. La séparation formelle entre deux sociétés, résultant de leur personnalité juridique distincte, n'est cependant pas déterminante en droit de la concurrence. Ainsi, les accords conclus entre deux sociétés ayant des personnalités juridiques distinctes, mais qui font partie d'un même groupe (formant ou relevant d'une seule et même entreprise ou entité économique qui déploie un comportement unique sur le marché), ne constituent pas des ententes illicites, « *à défaut de volonté propre des parties à l'accord* »¹⁷, dès lors que ces deux sociétés ne disposent pas d'une autonomie commerciale¹⁸.
36. Les critères à prendre en compte afin de déterminer si une société filiale peut être considérée comme étant autonome de sa société mère ont été définis par l'Autorité métropolitaine de la concurrence dans de nombreuses décisions : importance de la participation financière de la société mère dans le capital de la société contrôlée, nominations au sein des organes de direction, possibilité pour les organes dirigeants de la société filiale de déterminer librement une stratégie industrielle, financière et commerciale pleinement autonome¹⁹.
37. Les mêmes principes de recherche d'autonomie s'appliquent aux relations entre deux filiales d'un même groupe. Dans la décision n° 06-D-26 du 15 septembre 2006, le Conseil de la concurrence a rappelé qu'aucune entente ne pouvait être constituée entre deux filiales d'un même groupe, si celles-ci n'ont pas d'autonomie de décision par rapport au groupe : « *En l'absence de volontés qui seraient suffisamment autonomes pour manifester un accord, les politiques de coordination des filiales d'un même groupe, connues ou non des clients, en tant qu'elles concernent les relations entre sociétés du groupe, sont donc exclues du champ*

¹⁷ Décision du Conseil de la concurrence n° 03-D-29 du 13 juin 2003 ; voir aussi, pour un regroupement d'entités étroitement imbriquées et formant une unité économique, décision de l'Autorité de la concurrence nationale n° 12-D-20 du 12 octobre 2012

¹⁸ En ce sens, voir l'arrêt de la Cour de justice des communautés européennes, 14 juillet 1972, ICI/Commission, 48/69, point 140

La Cour de justice de l'union européenne a jugé, dans un arrêt du 24 octobre 1996 (Viho) que l'article 81 § 1 TFUE « *ne s'applique pas aux relations à l'intérieur d'une seule entité économique ou entreprise, par exemple une société mère et les filiales qui en dépendent* »

¹⁹ Cf. par exemple, décision du Conseil de la concurrence, 28 mars 2007, n° 07-D-12, aff. « Chèque-cinéma »

d'application des dispositions relatives à l'interdiction des ententes dans un cas tel que celui de l'espèce. En l'occurrence, Yamaha Motor France et MBK, sociétés du même groupe, n'ont pas d'autonomie de décision ».

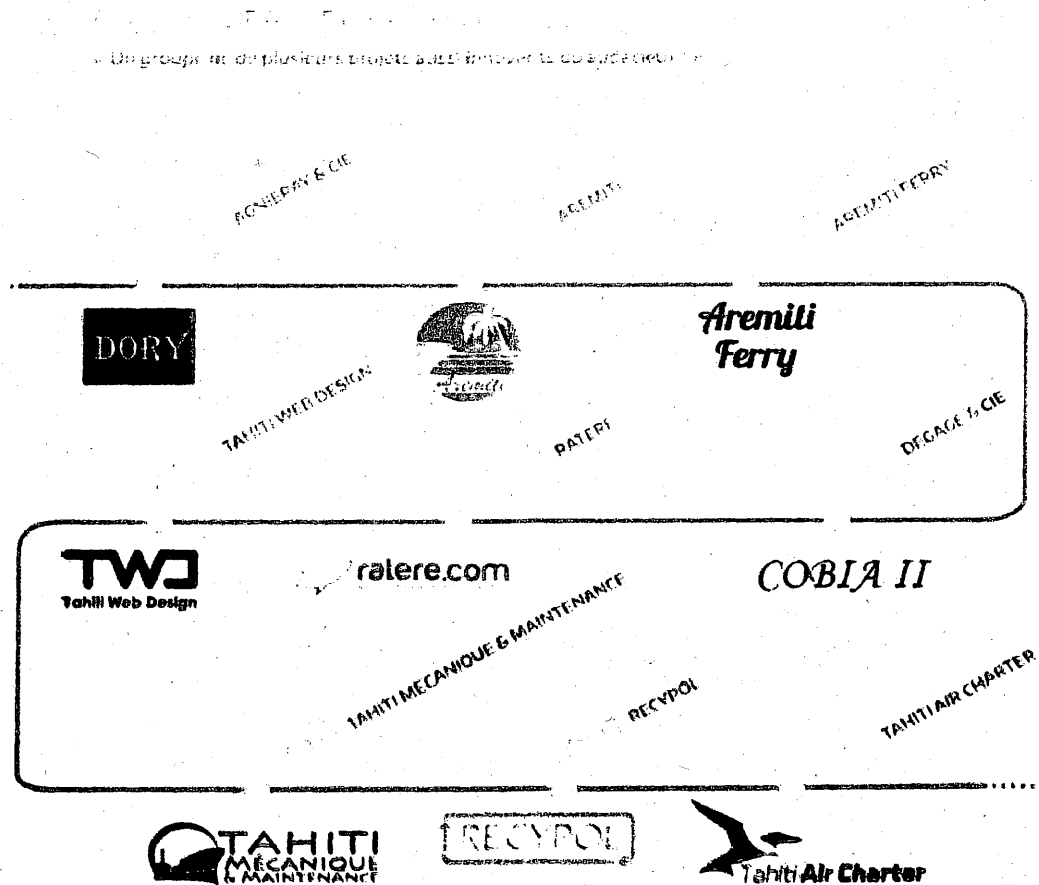
2. L'APPLICATION A LA DESSERTE MARITIME ENTRE TAHITI ET MOOREA

38. La question de l'indépendance des sociétés SNC Aremiti et SNC Aremiti Ferry vis-à-vis du groupe Degage conditionne la question de savoir si ces deux entreprises relèveraient du droit des ententes.
39. En l'espèce, les deux SNC sont détenues par des actionnaires différents : les actionnaires de la SNC Aremiti sont M. Eugène Degage (majoritaire) avec Mme France Degage ; ceux de la SNC Aremiti Ferry sont M. Tuanua Degage (majoritaire) et Mme France Degage. Aucune consolidation des comptes n'est établie entre ces deux sociétés.
40. Cependant, il convient de noter que les actionnaires de ces deux sociétés présentent des liens familiaux étroits puisque M. Tuanua Degage est le fils de M. Eugène Degage et Mme France Degage est l'épouse de ce dernier.
41. De plus, bien que le gérant de la société SNC Aremiti à laquelle appartient le navire Aremiti 5 soit M. Eugène Degage, le dossier de demande de licence d'armateur, du fait du remplacement du navire, a été présenté à la CCNMI par M. Tuanua Degage, gérant de la SNC Aremiti Ferry mais également responsable technique de la SNC Aremiti. Interrogés sur ce point, MM. Eugène et Tuanua Degage ont indiqué que les deux sociétés appartenaient à un seul et même groupe et que, bien que présentant un actionnariat distinct, les décisions relevaient du cadre familial.
42. De la même manière, les actionnaires des deux SNC se présentent eux-mêmes comme appartenant à un groupe, le groupe Degage, qui dispose de son site internet²⁰, de son logo et d'une « Corporate Brochure »²¹.
43. Le site internet commun www.aremitya.com indique qu'« Aremiti est une compagnie effectuant des transports maritimes entre Tahiti et Moorea depuis 1991. Elle exploite des navires à grande vitesse dont le Aremiti 5 et le Aremiti Ferry 2. Nos navires effectuent jusqu'à 5 rotations par jour »²². Ce site commercialise les billets pour les deux navires, la traversée étant au même prix quel que soit le navire. Pour les passagers, un billet est valable indistinctement sur les deux navires Aremiti.
44. La brochure du groupe précise en page 3 que les activités menées par le groupe Degage « se déclinent en diverses sociétés spécialisées dans des domaines distincts : le transport maritime, le transport terrestre, le tourisme, la maintenance maritime, la mécanique, l'environnement et la communication informatique. La famille Degage, à la tête de ces sociétés, met en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'offrir à l'ensemble de sa clientèle une qualité de service irréprochable ». La même brochure présente l'historique du groupe :

²⁰ www.degage.org

²¹ <http://fr.calameo.com/read/003494005fd5a2e42d1a5>

²² <http://www.aremitya.com>



45. La société Tahiti Gestion, bien que ne figurant pas dans la brochure, appartient également au même groupe. Elle assure un rôle majeur dans l'organisation de la desserte Tahiti-Moorea. Son personnel regroupe les employés aux guichets mais également les hôtesse de bord des deux navires. Elle s'occupe donc des ventes aux guichets, assure la répartition des recettes entre les navires, emploie et répartit l'équipage commercial (à l'exclusion du personnel technique) entre les navires en fonction des rotations.
46. Ainsi, au stade du présent avis, les liens familiaux ainsi que l'organisation de la gestion commerciale et de la communication conduisent à considérer que les deux sociétés appartiendraient à un même groupe et n'auraient pas d'autonomie de décision. Aucune entente ne pourrait donc être constituée entre la SNC Aremiti et la SNC Aremiti Ferry.
47. Cependant, si à la lumière d'une étude approfondie dans le cadre d'une procédure contentieuse, les deux entités devaient être considérées comme indépendantes au niveau de leur gestion et de leur stratégie, toute action concertée, visant notamment à la fixation des tarifs de passages ou d'autres conditions de transport, pourrait alors être considérée comme une entente au sens de l'article LP. 200-1 du code de la concurrence.

B. LE RISQUE D'ABUS DE POSITION DOMINANTE

48. Les interrogations de la CCNMI portaient également sur le fait qu'une subvention était versée à la SNC Aremiti, structurellement déficitaire, par la SNC Aremiti Ferry. La question portait alors sur les conditions de financement d'une activité déficitaire (transport de passagers) par une activité bénéficiaire (voitures et fret). Sous certaines conditions, le soutien d'une activité en concurrence par une activité réalisée en monopole peut en effet être constitutive d'un abus de position dominante.
49. L'abus de position dominante ou exploitation abusive de position dominante, est une pratique prohibée par l'article LP 200-2 du code de la concurrence.
50. Pour qu'il y ait abus de position dominante au sens du droit de la concurrence, les autorités de concurrence doivent démontrer l'existence d'une position dominante, une exploitation abusive de cette position et un objet ou un effet restrictif de concurrence sur un marché.

1. L'EXISTENCE D'UNE POSITION DOMINANTE

51. La preuve de l'existence d'une position dominante, détenue par une ou plusieurs entreprises, requiert de définir le marché pertinent et de déterminer la position des entreprises actives sur ce marché. La jurisprudence a en effet précisé que « *la définition adéquate du marché pertinent est une condition nécessaire et préalable du jugement porté sur un comportement prétendument anticoncurrentiel* »²³.

a) LA DEFINITION DES MARCHES PERTINENTS

52. En matière de transport, la pratique décisionnelle métropolitaine²⁴, dont l'Autorité polynésienne de la concurrence peut s'inspirer, distingue traditionnellement le transport de passagers du transport de fret.

♦ Le transport de passagers

53. S'agissant du transport de passagers, la pratique décisionnelle retient traditionnellement une approche point à point ou « origine-destination » selon laquelle toute combinaison de deux villes est considérée comme un marché pertinent, les consommateurs souhaitant se rendre d'un point d'origine à un point de destination et n'envisageant pas qu'une autre destination soit substituable²⁵.
54. Au sein de ce marché, les autorités de concurrence²⁶ ont envisagé plusieurs types de segmentation. Ainsi, elles distinguent traditionnellement les passagers sensibles au temps (essentiellement en voyage d'affaires) des passagers non sensibles au temps (touristes). Les

²³ Tribunal de l'union européenne (quatrième chambre), 6 juillet 2000, *Volkswagen AG / Commission*, T-62/98

²⁴ Notamment, décision n° 12-DCC-154 du 7 novembre 2012 relative à la prise de contrôle exclusif d'actifs de la société SeaFrance par la société Groupe Eurotunnel

²⁵ Notamment, décision de la commission européenne du 11 février 2004, affaire COMP/M.3280 *Air France/KLM*, confirmée par l'arrêt du TPICE du 4 juillet 2006, affaire T-177/04 ; décision de la commission européenne du 7 avril 2004, affaire COMP/38.284/D2 *Air France/Alitalia* ; décision de la commission européenne du 4 juillet 2005, affaire COMP/M.3770 *Lufthansa/Swiss*. Voir notamment la décision du Conseil de la concurrence n° 07-D-39 du 23 novembre 2007 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur du transport ferroviaire de personnes sur la route Paris-Londres

²⁶ Voir, par exemple, la décision de la Commission européenne n° COMP/M.7333 *Alitalia/Etihad* du 14 novembre 2014 ou la décision de l'Autorité de la concurrence nationale n° 09-DCC-17 du 7 juillet 2009

personnes voyageant pour affaires recherchent d'abord la rapidité, le confort et la fréquence, tandis que celles qui effectuent un voyage d'agrément accordent plus d'importance au prix.

55. De même, la question de la substituabilité entre les modes de transport est appréciée au cas par cas par la pratique décisionnelle²⁷ et dépend du type de passagers, de la distance ou de la durée des voyages, des fréquences disponibles et des prix des voyages.
56. En Polynésie française, sur la desserte maritime entre Tahiti et Moorea, plusieurs types de clientèles pourraient être distingués. En effet, selon les calculs et les éléments communiqués au cours de l'instruction, environ 35 à 40 % du trafic global (550 000 à 575 000 passagers) est constitué de résidents qui se rendent quotidiennement à Tahiti ou Moorea le matin et rentrent le soir. Cette clientèle, qui se compose des salariés et de scolaires, pourrait être définie comme le trafic d'activité qui se distingue du trafic touristique qui opère plutôt le week-end. Il est cependant utile de préciser que la clientèle d'activité sur la ligne entre Moorea et Tahiti composée notamment de travailleurs rémunérés au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) en vigueur est aussi sensible au prix.
57. S'agissant de la substituabilité du transport maritime avec l'avion, elle apparaît limitée dès lors qu'il est constaté que le prix d'un billet d'avion représente environ 4 à 5 fois celui d'un passage par voie maritime sur la ligne entre Tahiti et Moorea. De plus, peu de vols sont programmés avant 8h00 du matin, à la différence des bateaux. En outre, la situation géographique de l'aéroport de Tahiti-Faa'a, contrairement à la gare maritime de Papeete, ne facilite pas l'accès au lieu de travail ou de scolarisation en centre-ville.
58. Aussi, le trafic de passagers entre les gares maritimes de Papeete et Vaiare est plus de 15 fois supérieur à celui enregistré à l'aéroport de Moorea, toutes destinations confondues (1,569 million de passagers²⁸ contre 103 906²⁹).
59. En conséquence, en première analyse, il est peu probable que le transport par voie aérienne entre Tahiti et Moorea soit considéré comme une solution de substitution au bateau, au moins pour la clientèle d'activité.

♦ Le transport de fret

60. Concernant le transport de fret, la pratique décisionnelle³⁰ retient, comme pour le transport de passagers, une approche « origine-destination ».
61. Les autorités de concurrence tant nationale³¹ qu'européenne³² considèrent également que les différents modes de transport de marchandises ne sont généralement pas substituables entre eux. Le choix d'un mode de transport est, en effet, contraint par certains facteurs tels que l'emplacement géographique du client ou la nature des biens transportés. En outre, chaque mode de transport présente des caractéristiques spécifiques liées, notamment, aux structures de coûts et à la durée du transport. Ainsi, les autorités de concurrence opèrent une distinction entre le transport aérien, le transport maritime et le transport terrestre de marchandises.

²⁷ Décision de la commission européenne du 10 mars 2003, affaire COMP/38477 *British Airways/SN Brussels Airlines*

²⁸ Statistiques maritimes interinsulaires 2015 de la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

²⁹ Statistiques de trafic 2015 édité par l'Union des aéroports français

³⁰ Voir notamment la décision de l'Autorité de la concurrence nationale n° 12-DCC-154 du 7 novembre 2012 relative à la prise de contrôle exclusif d'actifs de la société SeaFrance par la société Groupe Eurotunnel

³¹ Voir notamment la décision de l'Autorité de la concurrence nationale n° 15-DCC-159 du 2 décembre 2015 relative à la prise de contrôle conjoint du groupe 2M par Omnes Capital SAS et M. Pascal Masse

³² Voir les décisions de la Commission européenne COMP/M.5096 *RCA / MAV Cargo* du 25 novembre 2008, et COMP/M.6059, *Norbert Dentressangle / Laxey logistics* du 21 mars 2011.

62. Au sein du transport maritime de marchandises, les autorités de la concurrence métropolitaines et européennes ³³ se sont interrogées, sur la pertinence d'une segmentation par type de bateaux. En revanche, aucune segmentation par type de marchandises n'a été envisagée.
63. En Polynésie française, la pratique décisionnelle relative aux modes de transport paraît transposable. La segmentation par type de bateaux n'est, quant à elle, pas pertinente. Par ailleurs, compte tenu de la réglementation sur les prix dans le transport de marchandises, la segmentation possible du marché selon le type de produits transportés pourrait être examinée.
64. A cet égard, les données statistiques établies par la DPAM distinguent de manière traditionnelle le transport de véhicules du transport de fret et segmentent le transport de marchandises en produits alimentaires, matériaux de construction, hydrocarbures et divers.
65. Cependant, d'après le service concerné, cette segmentation ancienne est la continuation de distinctions statistiques opérées par le service des douanes il y a plusieurs décennies et conservée depuis lors. De plus, ce fractionnement ne correspond pas aux catégories de produits définies par la réglementation tarifaire puisque les produits alimentaires regroupent à la fois des produits réglementés (PPN et PGC) et des produits dont le prix est librement fixé par l'armateur. De surcroît, la grille des tarifs maximaux prévoit par exemple que les produits alimentaires réglementés (PPN et PGC) font l'objet d'une tarification libre dans le cadre d'un transport de fret frigorifique. De la même manière, les catégories établies par la DPAM ne distinguent pas les produits dont la prise en charge du fret est assurée par la collectivité de Polynésie française, en vertu de plusieurs délibérations³⁴, de ceux qui sont intégralement pris en charge par le client. La prise en charge du fret par la collectivité de Polynésie française entre Tahiti et Moorea est cependant très marginale. En effet, si le transport de fret entre ces deux îles représente 35 % du trafic global inter-îles, il ne représente que moins de 5 % du montant pris en charge par la collectivité. Pour le transport de véhicules, les statistiques établies par la DPAM distinguent le nombre de véhicules poids lourds dont la charge est également comptabilisée en transport de fret.
66. Au stade du présent avis, la question de la délimitation exacte du marché du fret peut rester ouverte dans la mesure où quelle que soit la segmentation retenue, les conclusions de l'analyse seront inchangées.

b) L'EXISTENCE D'UNE POSITION DOMINANTE

67. La notion de position dominante n'est pas définie par les textes. Cependant, une définition a été élaborée par les autorités et juridictions communautaires. Ainsi, la position dominante se définit comme « *une situation de puissance économique détenue par une entreprise qui lui donne le pouvoir de faire obstacle au maintien d'une concurrence effective sur le marché en cause en lui fournissant la possibilité de comportements indépendants dans une mesure appréciable vis-à-vis de ses concurrents, de ses clients et, finalement, des consommateurs. Cette notion d'indépendance est liée au degré de pression concurrentielle exercée sur l'entreprise en question. L'existence d'une position dominante implique que cette pression concurrentielle n'est pas suffisamment efficace et, partant, que l'entreprise en cause détient un pouvoir de marché* ».

³³ Voir notamment la décision de l'Autorité de la concurrence nationale n° 15-DCC-159 du 2 décembre 2015 relative à la prise de contrôle conjoint du groupe 2M par Omnes Capital SAS et M. Pascal Masse

³⁴ La délibération n° 95-118 AT du 24 août 1995 relative à la prise en charge par le territoire du fret du coprah et des produits de première nécessité, dispositif par la suite complété par les délibérations n° 2004-9 APF du 22 janvier 2004 (pour l'eau conditionnée) et n° 2009-15 APF du 28 mai 2009 (pour d'autres produits)

substantiel et durable. Les décisions de l'entreprise sont donc très largement insensibles aux actions et réactions des concurrents, des clients et, finalement, des consommateurs »³⁵.

68. Par ailleurs, il convient de rappeler qu'une part de marché extrêmement importante constitue par elle-même, sauf circonstances exceptionnelles, une des preuves de l'existence d'une position dominante³⁶.

♦ Sur le transport maritime de passagers entre Tahiti et Moorea

69. Sur le marché du transport maritime de passagers, le Terevau a transporté 43 % des passagers entre Tahiti et Moorea en 2015, l'Aremiti Ferry 35 % et l'Aremiti 5 22 %, soit un total de 57 % pour le groupe Degage. Les parts de marché diffèrent peu selon le sens de la traversée, l'Aremiti 5 captant un peu plus de clientèle (24 %) sur le sens Moorea-Tahiti au détriment des deux autres navires en exploitation.
70. Depuis 2013 et l'arrivée du Terevau³⁷ sur la desserte, les données statistiques montrent une baisse significative du transport de passagers par le navire Aremiti 5 qui a perdu près des deux tiers de sa clientèle (près de 575 000 passagers perdus) sur la période 2013-2015. Cette clientèle perdue, ainsi que le reliquat de clientèle du navire Aremiti 4 (environ 70 000 passagers), a été récupérée pour partie par l'Aremiti Ferry 2 à sa mise en exploitation (+380 à 390 000 passagers captés) et par le navire Terevau (+225 000 passagers).

<u>Passagers</u> ³⁸	2013	2014	2015	Variation 2013-2015
Aremiti 4	71 650	25 834	0	-100 %
Aremiti 5	918 249	405 359	344 337	-62,5 %
Aremiti Ferry 1* puis 2	154 298*	537 844	549 842	+256,4 %
Terevau	450 211	599 625	675 522	+50 %
TOTAL	1 594 408	1 568 662	1 569 701	

71. Les écarts de fréquentation d'un navire à l'autre ne peuvent pas s'expliquer par les écarts de prix entre les différents opérateurs. En effet, l'examen des tarifs du groupe Degage et du Terevau, détaillés au paragraphe 23, fait apparaître une faible différence (inférieure à 2 % pour le Terevau) entre les tarifs sur les principales catégories (hors tarifs particuliers de type Big CE ou tarifs spécifiques tels que le transport de pirogue), que ce soit sur les billets à l'unité, sur les carnets ou sur les abonnements mensuels. La compagnie SNGV 2 Moorea pratique des prix incitatifs sur les trajets aller-retour, expliquant pour partie cet écart moyen. Ainsi, sur les abonnements, les différences sont soit marginales (3,5 % de moins pour le Terevau pour les jeunes de moins de 12 ans) ou soit nulles (pour les adultes ou les seniors).
72. Les explications sur l'évolution des parts de marchés respectives doivent être recherchées dans les conditions de desserte, les interlocuteurs interrogés ayant mis en avant l'extrême sensibilité de la clientèle à la durée de l'embarquement et du trajet. En effet, un navire plus lent de 5

³⁵ Communiqué du 24 février 2009 portant orientations sur les priorités retenues par la Commission pour l'application de l'article 82 du traité CE aux pratiques d'éviction abusives des entreprises dominantes, paragraphe 10

³⁶ CJCE, 13 février 1979, n° 85/76, paragraphe 41

³⁷ 2013 est la première année pleine d'exploitation du Terevau permettant une comparaison

³⁸ Statistiques maritimes interinsulaires 2015 de la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

minutes disposerait d'un désavantage compétitif de même qu'un navire soumis à des contraintes d'embarquement et de débarquement. Cet argument n'est cependant valable que pour le transport de la clientèle d'activité, les critères de rapidité et de ponctualité n'étant pas déterminants pour la clientèle de tourisme. Or, malgré cela, l'Aremiti Ferry 2, plus lent que les deux autres navires, a bénéficié d'un report de clientèle de l'Aremiti 5, ce qui tendrait à démontrer que le temps du trajet n'est pas le seul élément de décision des passagers.

♦ Sur le transport maritime de fret entre Tahiti et Moorea

73. Sur le marché du transport maritime de fret, que ce soit dans le sens Tahiti-Moorea ou Moorea-Tahiti, le navire Aremiti Ferry 2 dispose d'un quasi-monopole en matière de tonnages transportés avec 97,9 % du fret Aller et 99,2 % du fret Retour³⁹. La part réalisée par le navire Aremiti 5 reste très marginale (inférieure à 2 %), celle du Terevau est nulle.
74. Le trafic du fret a augmenté de 11,7 % en tonnages transportés entre 2012 et 2015.
75. En conséquence, il semblerait, avant toute analyse approfondie du marché, que le groupe Degage, soit en situation de monopole, et que le navire Aremiti Ferry 2, soit en position dominante sur le marché du transport de fret entre Tahiti et Moorea.

♦ Sur le transport maritime de véhicules entre Tahiti et Moorea

76. La part de marché du transport de véhicules du groupe Degage est de 71,3 % (50,2 % pour l'Aremiti Ferry 2 et 21,1 % pour l'Aremiti 5) tandis que celle du Terevau est de 28,7 %.

Les parts de marché sont très variables selon le type de véhicules. Le navire Aremiti Ferry 2 transporte 60 % des voitures (79,2 % pour le groupe Degage), alors que sur le segment des motos et scooters, le Terevau capte plus de la moitié des usagers (53 %) malgré des abonnements au tarif plus élevé. Concernant le passage des vélos, le navire Aremiti 5 (41,5 %) est leader devant le Terevau (37,4 %).

³⁹ Statistiques maritimes interinsulaires 2015 de la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

VOITURES	AREMITI 5	AREMITI FERRY 2	TEREVAU	TOTAL MOOREA
Aller	11 963	36 412	12 769	61 144
Retour	10 604	37 803	12 599	61 006
Total	22 567	74 215	25 368	122 150
MOTOS/SCOOTERS	AREMITI 5	AREMITI FERRY 2	TEREVAU	TOTAL MOOREA
Aller	4 694	6 176	12 317	23 187
Retour	5 506	5 510	12 375	23 391
Total	10 200	11 686	24 692	46 578
VELOS	AREMITI 5	AREMITI FERRY 2	TEREVAU	TOTAL MOOREA
Aller	5 131	3 601	5 459	14 191
Retour	6 646	2 379	5 159	14 184
Total	11 777	5 980	10 618	28 375
POIDS LOURDS	AREMITI 5	AREMITI FERRY 2	TEREVAU	TOTAL MOOREA
Aller		7 101		7 101
Retour		7 080		7 080
Total		14 181		14 181

Chiffres 2015 – DPAM⁴⁰

77. En conséquence, au stade du présent avis, et avant toute analyse approfondie du marché, il ne peut être exclu que le groupe Degage soit en position dominante sur le marché du transport de véhicules entre Tahiti et Moorea, à tout le moins sur le segment du transport de voitures.

2. L'EXPLOITATION ABUSIVE D'UNE POSITION DOMINANTE

78. Compte tenu de la situation de la desserte maritime entre Tahiti et Moorea, le type d'abus qui pourrait être constaté est une pratique de prix prédateurs par le groupe Degage dans le but d'évincer son concurrent, le Terevau.
79. Par ailleurs, du fait d'une possible subvention entre l'activité fret pour laquelle le groupe Degage est en monopole, et l'activité transport de passagers pour laquelle les navires du groupe Degage sont en concurrence avec le Terevau, le risque de subvention croisée par le groupe Degage peut être examiné.

a) L'ANALYSE DES PRIX PREDATEURS

♦ Le cadre d'analyse des prix prédateurs.

80. En droit de la concurrence, la prédation peut être définie comme la pratique par laquelle une entreprise en position dominante fixe ses prix à un niveau tel qu'elle subit des pertes ou renonce

⁴⁰ Statistiques maritimes interinsulaires 2015 de la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)

à des profits à court terme dans le but d'évincer ou de discipliner un ou plusieurs concurrents, ou encore de rendre plus difficile l'entrée de futurs concurrents sur le marché, afin ultérieurement de remonter ses prix pour récupérer ses pertes⁴¹.

81. Toute stratégie reposant sur l'acceptation temporaire de pertes n'est pas nécessairement anticoncurrentielle, notamment lorsque les sacrifices financiers consentis par une entreprise sont nécessaires pour pouvoir pénétrer un nouveau marché, déclencher un abaissement des coûts de production par le biais d'un effet d'apprentissage, ou encore accroître sa base installée de clients pour générer un effet de réseau. Ainsi, la pratique d'un prix bas ne traduit pas nécessairement un comportement de prédation, dans la mesure où elle ne vise pas délibérément l'éviction d'un concurrent viable⁴².
82. Ce qui caractérise la prédation dans une pratique de prix bas proposés à l'ensemble ou à certains consommateurs du marché, c'est l'aspect volontaire des pertes, la stratégie d'éviction ou de discipline les concernant et l'objectif de récupération au détriment du consommateur. Cet effet escompté d'éviction est central dans l'examen de la pratique : le sacrifice consenti n'a, en effet, de sens que si l'entreprise prédatrice considère qu'il est possible pour elle de récupérer à plus long terme les pertes ou les moindres profits subis, une fois que l'éviction recherchée aura produit son effet, c'est-à-dire la capacité à exploiter son pouvoir de marché grâce à une situation devenue plus favorable après la sortie de concurrents. Cette récupération - possible - des pertes après disparition ou affaiblissement des concurrents explique pourquoi les autorités de concurrence, dont le but est notamment de protéger le bien-être du consommateur final, prohibent la prédation : si le consommateur bénéficie, à court terme des prix prédateurs bas, il souffrira, ensuite, de prix plus élevés ou d'un choix moins large dans la période suivant la prédation.
83. Quelle que soit la forme prise par la stratégie mise en œuvre, elle comporte un risque : celui d'exposer des pertes sans atteindre l'effet escompté. Il faut donc que l'entreprise prédatrice ait un intérêt suffisant pour compenser le risque d'une telle politique, la défense d'une situation acquise qui pourrait être menacée par la concurrence, et qu'elle ait aussi la capacité financière de supporter les pertes initiales. C'est la raison pour laquelle une politique de prédation ne peut être raisonnablement poursuivie que par des entreprises financièrement puissantes et disposant d'un pouvoir de marché.
84. La preuve de la prédation peut être apportée selon la position des prix de vente par rapport à différents niveaux envisageables de coûts⁴³.
85. La jurisprudence retient le test qui consiste à comparer le niveau des prix avec les « coûts variables » moyens (qui varient en fonction des quantités produites) et avec les « coûts totaux » moyens (qui comprennent les coûts fixes et les coûts variables) : si le niveau des prix est inférieur à la moyenne des « coûts variables », il existe une forte présomption de prédation ; si le niveau des prix est compris entre la moyenne des « coûts variables » et la moyenne des « coûts totaux », la prédation ne sera retenue que s'il est démontré qu'il existe un plan d'élimination du ou des concurrents. Enfin, si le niveau des prix est supérieur à la moyenne des « coûts totaux » alors la prédation ne sera normalement pas retenue⁴⁴.
86. C'est en examinant les indices recueillis à l'aune des explications données par l'entreprise mise en cause pour justifier le comportement qu'elle a adopté que l'Autorité polynésienne de la

⁴¹ CA Paris, 20 novembre 2013, n° 12-02931, *aff. Google*

⁴² Cf. P. Rey et J. Tirole, *Analyse économique de la notion de prix de prédation*, RFE1997, vol. 12, n° 1, p.3

⁴³ Cour de justice des communautés européennes, 3 juillet 1991, *aff. 62/86, Akzo*

⁴⁴ Cour de justice de l'union européenne, 14 novembre 1996, *aff. 333/94 P, Tetra Pak*

concurrence formera, au cas par cas, sa conviction sur l'existence ou non d'une volonté d'éviction des concurrents.

♦ L'application au transport maritime de passagers entre Tahiti et Moorea

87. Pour pouvoir qualifier de prédation une pratique de prix bas ou agressifs, le raisonnement à suivre par l'Autorité polynésienne de la concurrence impliquerait des données de coûts précises qui ne sont pas disponibles, l'activité de l'Aremiti 6 n'étant pas encore lancée.
88. En tout état de cause, les représentants du groupe Degage ont indiqué qu'ils n'avaient pas pour intention de modifier leur grille tarifaire existante avec l'arrivée de l'Aremiti 6. Or actuellement, la politique de prix du groupe ne peut pas être qualifiée d'agressive puisque les prix détaillés au paragraphe 23 du présent avis pour le transport de passagers montrent que les prix du groupe Degage sont peu différents de ceux pratiqués par le Terevau, et même supérieurs pour certains passagers tels que les aller-retours pour les adultes résidents et pour les jeunes de moins de 12 ans.
89. Une pratique de prix prédateurs ne peut ainsi être supposée *a priori*. Elle ne pourrait être constatée que sur la base de l'examen des prix réellement pratiqués par le groupe Degage à l'arrivée de l'Aremiti 6 et des coûts effectivement supportés par la société concernée. Seule une telle analyse pourrait conduire l'Autorité polynésienne de la concurrence à qualifier la pratique d'abus de position dominante, au sens de l'article LP 200-2 du code de la concurrence.
90. Par ailleurs, le test de coûts effectué par les autorités de concurrence ne prend pas en compte les seuls coûts fixes. Le mécanisme de défiscalisation portant sur le coût d'acquisition des bateaux, et donc sur les coûts fixes de l'armateur, ne serait donc pas pris en considération par l'Autorité polynésienne de la concurrence pour établir l'existence de prix prédateurs.

b) L'ANALYSE DES SUBVENTIONS CROISEES

♦ Le cadre d'analyse des subventions croisées

91. Selon la définition de la Commission européenne dont l'Autorité polynésienne de la concurrence peut s'inspirer, « *par subventions croisées, on entend la technique par laquelle une entreprise fait supporter ou impute tout ou partie des coûts de son activité sur un marché géographique ou un marché de produits donnés à son activité sur un autre marché géographique ou marché de produits*⁴⁵ ».
92. La jurisprudence retient qu'une pratique de subventions croisées peut être sanctionnée au titre des abus de position dominante lorsqu'elle est utilisée pour pratiquer des prix prédateurs ou lorsqu'elle a conditionné une pratique commerciale qui, sans être prédatrice, a entraîné une perturbation durable du marché qui n'aurait pas eu lieu sans elle. Le fait pour une entreprise titulaire d'un monopole d'utiliser les ressources de ce dernier pour subventionner une nouvelle activité ne constitue pas « en soi » un abus de position dominante.
93. Dans sa décision n° 00-D-50 du 5 mars 2001⁴⁶ relative à des pratiques mises en œuvre par la Française des jeux, le Conseil de la concurrence a posé le cadre d'analyse des subventions croisées : « *Considérant qu'il est licite, pour une entreprise publique qui dispose d'une position dominante sur un marché en vertu d'un monopole légal, d'entrer sur un ou des marchés concurrentiels, à condition qu'elle n'abuse pas de sa position dominante pour restreindre ou*

⁴⁵ Communication de la Commission européenne sur l'application des règles de concurrence au secteur postal et sur l'évaluation de certaines mesures d'Etat relatives aux services postaux (98/ C 39/02)

⁴⁶ Décision confirmée par la cour d'appel de Paris le 20 novembre 2001 et par la Cour de cassation dans un arrêt du 10 décembre 2003

tenter de restreindre l'accès au marché pour ses concurrents en recourant à des moyens autres que ceux qui relèvent d'une concurrence par les mérites ; qu'ainsi, une entreprise publique disposant d'un monopole légal, qui utilise les ressources de son activité monopolistique pour subventionner une nouvelle activité, ne méconnaît pas, de ce seul fait, les dispositions de l'article L. 420-2 du code de commerce ;

Considérant, en revanche, qu'est susceptible de constituer un abus le fait, pour une entreprise disposant d'un monopole légal, c'est-à-dire un monopole dont l'acquisition n'a supposé aucune dépense et est insusceptible d'être contesté, d'utiliser tout ou partie de l'excédent des ressources que lui procure son activité sous monopole pour subventionner une offre présentée sur un marché concurrentiel, lorsque la subvention est utilisée pour pratiquer des prix prédateurs ou lorsqu'elle a conditionné une pratique commerciale qui, sans être prédatrice, a entraîné une perturbation durable du marché qui n'aurait pas eu lieu sans elle ».

94. La recherche des subventions croisées, comme celle des prix prédateurs, ne peut donc être fondée que sur l'analyse d'une comptabilité analytique permettant d'établir de façon économiquement correcte une répartition des recettes et des coûts de l'entreprise sur les différentes activités.

♦ L'application au transport maritime de passagers entre Tahiti et Moorea

Le versement d'une compensation financière par la SNC Aremiti Ferry à la SNC Aremiti

95. Dans le cas présent, le formulaire de demande initiale de licence d'armateur produit le 5 février 2016 prévoyait au titre de l'équilibre des comptes prévisionnels des années N à N+2 le versement d'une « *contrepartie financière* » liée à « *une mise à disposition de la clientèle du navire Aremiti 5 au navire Aremiti Ferry 2* ». Il est indiqué par ailleurs qu'il s'agit d'une « *cession de clientèle de la SNC Aremiti du navire Aremiti 5 à la SNC Aremiti Ferry du navire Aremiti Ferry 2. Le navire a abandonné 3 voyages sur les 6 qu'il effectuait, alors qu'il pourrait dire qu'il reprend ces 3 voyages* ». Cette contrepartie est fixée pour chacun des exercices prévisionnels à un montant de [...] MF CFP.
96. D'après les comptes 2015 (comprenant le rappel des comptes 2014) des sociétés SNC Aremiti et SNC Aremiti Ferry, aucun produit et aucune charge exceptionnelle d'un montant supérieur à 25 MF CFP n'a été comptabilisé. La « *contrepartie financière* » évoquée correspond en réalité à la ligne « *Ventes Affrètements* » inscrite dans les comptes des deux sociétés sur les exercices 2014 et 2015⁴⁷. Cette « *contrepartie financière* » a ainsi été de [...] MF CFP en 2014 et de [...] MF CFP en 2015.
97. Ainsi, dans ce schéma économique, la SNC Aremiti Ferry ne conserve aucune recette de l'exploitation de ces 3 rotations mais en assume toutes les charges. Pourtant, comme cela a été indiqué au paragraphe 73 du présent avis, la clientèle abandonnée par le navire Aremiti 5 a été pour partie récupérée par le navire Terevau, l'ensemble des recettes de ces trois rotations n'a donc pas été reporté sur l'Aremiti Ferry 2.
98. Dans le projet modifié de demande de licence d'armateur, daté du 8 juin 2016, le principe de cette « *contrepartie financière* » ou indemnité compensatrice a été abandonné et aucune mention n'est présente dans les comptes de résultats prévisionnels. L'exploitation est ainsi prévue aux seuls risques et périls de l'armateur concerné.

La qualification de cette compensation financière au titre des subventions croisées

99. A supposer que la SNC Aremiti Ferry verse une compensation financière à la SNC Aremiti en dépit de ce qu'indique le projet modifié de demande de licence d'armateur, il est peu probable

⁴⁷ Documents transmis lors de l'audition des représentants du groupe Degage du 2 août 2016

que cette compensation puisse être qualifiée de subvention croisée au sens du droit de la concurrence.

100. En effet, seules les entreprises disposant d'un monopole légal, qui utilisent l'excédent des ressources que lui procure son activité sous monopole pour subventionner une activité en concurrence, sont susceptibles d'être sanctionnées au titre des abus de position dominante. Par monopole légal, on entend « *un monopole dont l'acquisition n'a supposé aucune dépense et est insusceptible d'être contesté* »⁴⁸.

101. Or en l'espèce, s'il peut être considéré que la position dominante du navire Aremiti Ferry 2 sur le marché du transport maritime de fret entre Tahiti et Moorea (plus de 98 %), qui va devenir monopolistique après l'arrêt de l'Aremiti 5, est un monopole de fait, la situation de ce navire n'est pas qualifiable de monopole légal. Cette position lui a été permise grâce à l'octroi d'une licence d'armateur, par arrêté pris en conseil des ministres, en application des dispositions de la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée. Mais aucun texte ne prévoit que la licence d'armateur pour le transport de fret entre Tahiti et Moorea ne soit attribuée qu'à un seul navire. Une licence d'armateur a d'ailleurs été accordée⁴⁹ à la SARL Terevau Ferry pour l'exploitation du navire Terevau Ferry, qui présentait des caractéristiques similaires à celles du navire Aremiti Ferry 2, sur la desserte maritime régulière Papeete-Moorea. Cette licence est aujourd'hui caduque en raison de l'absence de la mise en service du Terevau Ferry avant le 31 décembre 2013. En outre, les licences en cours sont accordées sans distinguer le fret du transport de passagers. En conséquence, comme rien n'empêche l'octroi d'une licence à un autre armateur, le monopole de l'Aremiti Ferry 2 semble disputable.

La capacité de l'activité en monopole à subventionner l'activité de transport de passagers

102. Même à considérer que l'Aremiti Ferry 2 dispose d'un monopole légal sur le marché du transport maritime de fret entre Tahiti et Moorea, il est peu probable que les excédents dégagés par cette activité suffisent à subventionner l'activité de passagers.

103. En effet, d'après les éléments de la comptabilité fournis⁵⁰, le chiffre d'affaires annuel de l'activité de fret quai à quai ne dépasse pas [...] MF CFP. La rentabilité de cette seule activité semble donc peu à même de permettre un transfert de [...] MF CFP de la SNC Aremiti Ferry vers la SNC Aremiti.

La prise en compte de subventions dans l'analyse des prix prédateurs

104. S'il est peu probable que la compensation financière potentiellement versée par la SNC Aremiti Ferry à la SNC Aremiti soit qualifiable de subvention croisée, elle pourrait être prise en compte par l'Autorité polynésienne de la concurrence si des prix bas ou agressifs devaient être constatés dans le futur sur le marché du transport maritime de passagers entre Tahiti et Moorea.

105. En effet, une pratique de prix prédateurs entraîne une perte qui doit être compensée d'une manière ou d'une autre. Elle peut l'être par une source de financement externe à l'entreprise (appel aux actionnaires, aux banques, augmentation de capital) ou de manière interne par un transfert en provenance d'une autre activité qui, elle, serait excédentaire.

106. Dans ces conditions, l'Autorité polynésienne de la concurrence examinerait si les autres activités de l'Aremiti Ferry 2, dont le fret, mais aussi le transport de véhicules automobiles (dont le chiffre d'affaires dégagé par la SNC Aremiti Ferry peut être estimé à environ [...] MF

⁴⁸ Décision du Conseil de la concurrence n° 00-D-50 du 5 mars 2001, *Française des jeux*

⁴⁹ Par arrêté n° 8 MDA du 2 janvier 2013

⁵⁰ Documents transmis lors de l'audition des représentants du groupe Degage du 2 août 2016

CFP) seraient susceptibles de lui permettre de soutenir des prix prédateurs sur le marché du transport maritime de passagers entre Tahiti et Moorea.

C. LES DISPOSITIFS DE DEFISCALISATION

1. LE CARACTERE NON-SYSTEMATIQUE DU BENEFICE DES DISPOSITIFS

107. La Polynésie française bénéficie, comme les autres départements et collectivités d'outre-mer, du régime d'aide fiscale aux investissements productifs, prévu par les lois de programme successives en faveur de l'outre-mer (lois Pons, Paul, Girardin puis LODEOM⁵¹).
108. Dans le cadre de la loi Girardin, les dispositifs de l'article 199 undecies B du code général des impôts pour l'impôt sur le revenu et de l'article 217 undecies du code général des impôts pour l'impôt sur les sociétés sont principalement mis en œuvre par l'Etat pour défiscaliser notamment des équipements industriels, de télécommunications, de transports (avions, bateaux de pêche ou de plaisance) et des hôtels.
109. Les investissements qui bénéficient de l'aide fiscale Girardin peuvent aussi être éligibles à la défiscalisation mise en œuvre localement par la Polynésie française.
110. Les projets éligibles à la défiscalisation locale le sont conformément à une liste exhaustive fixée par le code des impôts de la Polynésie française. L'article LP 912-1 du code des impôts précise que « *les programmes d'investissement dont le financement ouvre droit à crédit d'impôt doivent concerner l'un des secteurs d'activités suivants : [...]*
- *au titre du secteur des transports : Transport maritime lagonaire et/ou interinsulaire, cargos mixtes [...]* ».
111. Cependant, l'éligibilité du projet au dispositif de défiscalisation de la Polynésie française ne garantit pas systématiquement l'obtention de l'agrément dans la mesure où son octroi dépend de l'examen en opportunité de soutenir un investissement spécifique et des crédits ouverts par la collectivité au titre de l'exercice concerné. Ainsi, l'article LP 913-4 du code des impôts de la Polynésie française fixe-t-il les critères pris en considération tels que l'intérêt économique pour la Polynésie française, la création ou le maintien d'emplois, les perspectives en matière de retombées économiques, sociales ou fiscales pour la Polynésie française, le recours aux énergies renouvelables, le recours prioritaire au régime des investissements directs et la protection des investisseurs et des tiers et tient compte notamment du schéma de financement proposé. L'article LP 913-5 dudit code prévoit aussi que « *la décision qui fait suite à la demande d'agrément est discrétionnaire et n'a pas à être motivée au sens de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979* ».

2. LES INCIDENCES FINANCIERES DU DISPOSITIF POUR LA SOCIETE BENEFICIAIRE

112. L'obtention d'un agrément de défiscalisation peut contribuer à créer un avantage concurrentiel à court, moyen et long terme dans le secteur concerné. Cet avantage peut être, selon

⁵¹ Loi Pons n° 86-824 du 11 juillet 1986

Loi Paul n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer

Loi Girardin n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer

Loi LODEOM n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer

l'organisation du marché et la fluidité de celui-ci, quantifiable en termes de clientèle et de parts de marché.

113. L'obtention d'un agrément de défiscalisation permet aux entreprises bénéficiaires de baisser le coût de financement du projet et de recourir dans une moindre mesure aux autres sources de financement, notamment à l'emprunt, et ainsi, de limiter leur taux d'endettement. Une entreprise qui obtient par la défiscalisation un financement entre 25 et 30 % de l'investissement hors taxes pourra ainsi limiter son financement par emprunt d'autant pour mener à bien son projet et ainsi réduire ses charges financières. Bénéficiant également de l'absence de dotations aux amortissements au cours des premières années, elle améliorera son résultat d'exploitation.
114. Dans l'hypothèse où la SNC Aremiti n'obtenait pas le bénéfice des dispositifs de défiscalisation, elle serait conduite à mobiliser [...] milliard de F CFP par emprunt bancaire et/ou sur fonds propres. Compte tenu des éléments communiqués⁵², et dans l'hypothèse du seul recours à l'emprunt bancaire, la charge financière annuelle qui devrait être supportée par la SNC Aremiti peut être estimée à [...] MF CFP sur les trois premiers exercices. Les comptes prévisionnels pour ces exercices établis à partir de l'hypothèse d'une double défiscalisation font état de charges financières comprises entre [...] MF CFP et [...] MF CFP. La défiscalisation permet ainsi à l'entreprise d'obtenir une réduction à court terme de charges d'intérêts d'une trentaine de millions de francs par an.
115. Concernant les dotations aux amortissements, le navire n'étant pas la propriété de la SNC les trois premiers exercices, la charge afférente n'a pas à être supportée par la société. Sur la base d'une durée moyenne de 20 ans et d'un amortissement linéaire, la charge annuelle qui devrait être supportée est donc d'environ [...] MF CFP.
116. En outre, le changement de navire permettrait l'économie, sur ces trois exercices, des dotations aux amortissements qui sont à ce jour supportées par l'exploitation du navire Aremiti 5. Ces dotations étaient de [...] MF CFP en 2014 et de [...] MF CFP en 2015⁵³.
117. En contrepartie, dans le cadre de la défiscalisation, la société doit honorer les échéances des loyers du crédit-bail du navire non encore acquis. Ces loyers sont estimés annuellement à [...] MF CFP. Ce montant contrebalance pour partie l'effet positif de l'absence de dotations aux amortissements⁵⁴.
118. Ainsi, le remplacement du navire Aremiti 5 par le Aremiti 6, acquis avec le bénéfice de la double défiscalisation, devrait permettre de réduire les charges de la SNC Aremiti d'environ 50 à 55 MF CFP au cours des trois premières années.
119. Compte tenu du prix moyen d'un billet passager de 600 F CFP hors taxes, l'économie de charges représente un chiffre d'affaires compris entre 80 000 et 85 000 passages.

3. LA COMPETENTE DE L'AUTORITE POLYNESIENNE DE LA CONCURRENCE EN MATIERE DE DEFISCALISATION

120. D'un point de vue général et en droit de la concurrence, les dispositifs de défiscalisation doivent être considérés et assimilés à des aides d'Etat sélectives⁵⁵.

⁵² Dossier de demande de licence d'armateur pour le navire Aremiti 6.

⁵³ Documents transmis lors de l'audition des représentants du groupe Degage du 2 août 2016

⁵⁴ Dossier de demande de licence d'armateur pour le navire Aremiti 6

⁵⁵ CJCE, 11 novembre 2004, *Ramondin SA Daewoo*, aff.C-186 et 187/02P, CJUE, 9 octobre 2014, *Navantia SA*, aff.C-522/13

121. La réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés bénéficiant aux contribuables en contrepartie de leur investissement dans le projet défiscalisé constitue un transfert de ressources d'État vers des opérateurs économiques puisque l'État français renonce à des recettes qui auraient dû lui être versées. Selon la jurisprudence constante, le renoncement à des recettes qui auraient normalement été versées à l'État constitue un transfert de ressources d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE⁵⁶.
122. Dès lors que la réduction d'impôt ne s'applique qu'aux contribuables qui apportent des capitaux à des investissements productifs en Polynésie française, la mesure inclut un avantage sélectif car elle s'applique à des investissements spécifiquement définis.
123. Si la Commission européenne est compétente pour vérifier la compatibilité des aides d'Etat en métropole ou dans les régions ultrapériphériques⁵⁷, les pays et territoires d'outre-mer, tels que la Polynésie française, ne sont pas assujettis au droit de l'Union européenne et ne sont donc pas soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat.
124. Cependant, le dispositif français de défiscalisation en Polynésie française s'insère dans un cadre plus global qui bénéficie également aux investissements réalisés dans les départements d'outre-mer ; sa compatibilité avec le régime des aides d'Etats a été évaluée par la Commission européenne qui a décidé « *de ne pas soulever d'objections à l'encontre de l'aide notifiée, au motif qu'elle est compatible avec le marché intérieur en vertu de l'article 107, paragraphe 3, lettre c, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne* »⁵⁸.
125. La loi de pays n° 2015-2 du 23 février 2015 n'a pas confié à l'Autorité polynésienne de la concurrence d'attribution en matière de contrôle des aides individuelles accordées localement par la Polynésie française ; elle ne peut donc se prononcer de sa propre initiative sur l'attribution individuelle du bénéfice de la défiscalisation.
126. Il pourrait être recommandé au gouvernement d'introduire un critère d'effet sur le fonctionnement concurrentiel d'un marché dans le cadre d'analyse d'un projet de défiscalisation par la commission des agréments fiscaux. Il pourrait ainsi être analysé l'impact d'un projet sur la concurrence et la création d'éventuelles distorsions, notamment au regard des agréments dont ont bénéficié antérieurement les opérateurs sur le marché concerné.

CONCLUSION

127. En réponse aux questions formulées par le gouvernement dans ses lettres de saisine initiale et complémentaire, l'Autorité polynésienne de la concurrence rend l'avis suivant.
128. La question de la pérennité de l'exploitation du navire Aremiti 6 n'entre pas dans le champ de compétence de l'Autorité polynésienne de la concurrence.
129. L'Autorité ne peut pas non plus, lorsqu'elle est consultée pour avis sur une question de concurrence⁵⁹, se prononcer sur le caractère anticoncurrentiel d'un comportement ou d'une

⁵⁶ Id.

⁵⁷ Articles 349 et 355 du TFUE

⁵⁸ Décision de la Commission européenne du 2 mars 2015 relative à l'aide fiscale de la France à l'investissement outre-mer (investissements productifs)

⁵⁹ En application de l'article LP 620-1 du code de la concurrence

pratique d'un opérateur économique. Elle n'est fondée à rendre un avis que sur des questions de concurrence d'ordre général.

130. Au vu des éléments communiqués et recueillis pour le traitement de la présente saisine et compte tenu des situations factuelles examinées, il apparaît peu probable que les comportements des sociétés SNC Aremiti et SNC Aremiti Ferry relèvent du droit des ententes, ces deux sociétés appartenant au même groupe.
131. Concernant d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles du groupe Degage, l'Autorité ne pourrait se limiter qu'à la constatation d'un éventuel comportement de prix prédateurs dont la caractérisation ne pourrait toutefois être rapportée qu'une fois sa survenance établie et non par anticipation sur la base d'éléments comptables prévisionnels et succincts.
132. En charge de la définition de la politique de la concurrence, la collectivité de Polynésie française peut cependant exercer un contrôle *a priori* à deux niveaux visant à la réduction d'éventuelles distorsions de concurrence : au moment de l'octroi de la licence d'armateur et au moment de l'octroi du dispositif de défiscalisation.
133. S'agissant de l'octroi de la licence, la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 dispose que l'activité de transport interinsulaire « *s'exerce, dans un cadre concurrentiel, par l'attribution d'une autorisation préalable dénommée licence d'exploitation qui fixe, pour chaque licence, les obligations de service public y afférentes* » et que « *cette activité est réalisée aux risques et périls de l'exploitant* ». La licence d'armateur attribuée jusqu'alors à la SNC Degage & Hargous pour l'exploitation du navire Aremiti 5 précise également que « *l'activité de transport s'effectue aux risques et périls de l'armateur, la Polynésie française déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation* ».
134. Le principe de l'exploitation aux risques et périls par le seul armateur détenteur de la licence, qui en supporte les éventuels déficits d'exploitation, est donc clairement posé par le législateur.
135. Par ailleurs, l'article LP 6 de la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 dispose au titre du financement du service et de la fixation des tarifs que « *les exploitants des entreprises de transport public interinsulaire réguliers sont rémunérés par les recettes perçues par les usagers* ». La rédaction de ce texte ne laisse en revanche pas la possibilité d'un financement par les usagers d'un autre navire exploité ou non par un autre armateur.
136. En conséquence, si le principe d'une comptabilité par navire n'est pas clairement indiqué et affirmé par les textes, l'arrêté octroyant la licence pourrait être conditionné à la tenue de comptabilités séparées entre les SNC Aremiti Ferry et Aremiti et à l'absence de subvention ou de compensation financière, de quelque nature que ce soit, entre ces deux sociétés.
137. A cet égard, si le principe de « *contrepartie financière* » ou indemnité compensatrice a été abandonné dans le projet modifié de demande de licence d'armateur, daté du 8 juin 2016, il n'est pas garanti que de tels transferts ne puissent avoir cours entre les deux entités. En effet, les comptabilités des deux SNC font état de « *produits annexes* » ou « *autres produits annexes* » qui correspondent aux recettes collectées par une des sociétés mais dont la prestation a finalement été exécutée par l'autre navire pour des raisons diverses (rotation annulée en dernière minute, capacité en véhicule erronée et basculement sur l'autre navire). Rien ne permet cependant de garantir le report exclusif de clientèle entre les deux navires du groupe Degage. Ces produits ont représenté [...] MF CFP pour la SNC Aremiti et [...] MF CFP pour la SNC Aremiti Ferry.
138. L'Autorité rappelle que les dispositifs de défiscalisation constituent des aides sélectives susceptibles, par la discrimination éventuelle entre entreprises concurrentes, de porter atteinte à la concurrence. Il pourrait être utile au gouvernement de la Polynésie française, compétent en

matière d'élaboration de la politique de la concurrence, d'ajouter aux critères d'analyse des projets d'agréments fiscaux par la commission idoine, celui de l'impact sur la concurrence et de ses éventuelles distorsions.

139. La prise en compte de ce critère peut être ainsi opérée, soit de son propre chef par la commission des agréments fiscaux dans le cadre de l'analyse de l'« *intérêt économique pour la Polynésie française* », tel que prévu à l'article LP 914-1 du code des impôts, soit constituer un nouveau critère distinct identifié au sein du même article.

140. L'analyse qui serait alors menée pourrait ainsi intégrer l'historique et le volume des aides accordées au demandeur et à ses concurrents sur le marché concerné.

Délibéré sur le rapport oral et l'intervention de Mme Gwenaëlle Nouët, rapporteur général, par Jacques Mérot, *président*, Jean-Christophe Lau, Florent Venayre et Julien Vucher-Visin, *membres*.

Le président,
Jacques MEROT.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT (TAIARAPU-EST, TAIARAPU-OUEST ET TEVA I UTA) POUR LE MOIS DE JUILLET 2016

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

21 juillet 2016

N° 14-252-2 MET.AU.TR.P, M. Matahiarii Ly Sao, parcelle cadastrée n° 116, section AE, terre Temahahe, partie des lots n° 1 et n° 2 à Afaahiti, PK 60,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse (prorogation).

27 juillet 2016

N° 16-155-4 MET.AU.TR.P, M. Andy Mauri, parcelle cadastrée n° 74, section BK, lot n° 22 du lotissement Vaiana à Afaahiti, PK 5,600, côté émontagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

20 juillet 2016

N° 16-191-3 MET.AU.TR.P, Mme Roonui Maroonui, parcelle cadastrée n° 172, section AB, terre propriété Stephen Ipeva-Vivish, lot n° 4, parcelle B1 surplus à Toahotu, PK 2,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-193-3, M. Wilson Maroonui, parcelle cadastrée n° 172, section AB, terre propriété Stephen Ipeva-Vivish, lot n° 4, parcelle B1 surplus à Toahotu, PK 2,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-195-3, Mme Faaruia Maitere épouse Tufariua, parcelle cadastrée n° 11, section BL, terre Atima à Vairao, PK 12,600, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte.

25 juillet 2016

N° 16-150-3 MET.AU.TR.P, M. et Mme Jean-Claude et Nathalie Liau, parcelle cadastrée n° 104, section AB, propriété Stephen Ipeva-Vivish, lot n° 5 partie, propriété Edwin-Vivish, parcelle lot n° 1 à Toahotu, PK 2,800, côté mer, terrassement et enrochement.

27 juillet 2016

N° 16-197-3 MET.AU.TR.P, M. Landry Tarihaa, parcelle cadastrée n° 69, section BH, terre Teputai, lot n° 3 partie à Vairao, PK 9,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-202-3, M. Andy Mercier, parcelle cadastrée n° 167, section BI, terre Vairua 1-Ofainaïoro 1-Tetahuarapuni 1, lot n° 4 du lot n° 2, lot n° 1 à Vairao, PK 11,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-204-3, M. Harold Reid, parcelle cadastrée n° 7, section BM, terre Toto, lot n° 4 à Vairao, PK 12, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

COMMUNE DE TEVA I UTA

20 juillet 2016

N° 16-102-6 MET.AU.TR.P, Mlle Poenui Avae, parcelle cadastrée n° 163, section BL, terre domaine Brown, lot F à Papeari, PK 53, côté montagne, extension de la salle de séjour en réalisant une terrasse couverte et extension d'une maison d'habitation en réalisant une salle de séjour ;

N° 16-199-3, M. Erwan Soi Louk et Mlle Haunui Porutu, parcelle cadastrée n° 363, section AM, terre Faurufara 3 à Mataea, construction de type F5 en dur.

27 juillet 2016

N° 16-105-3 MET.AU.TR.P, commune de Teva I Uta, parcelle cadastrée n° 42, section AR, terre Tearamoora parcelle à Mataiea, PK 46,800, côté montagne, construction d'un préau de l'école Nuutafaratea ;

N° 16-200-3, Mme Turia Tomaru, parcelle cadastrée n° 23, section BH, terre Farepotee 5 à Papeari, PK 52,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LA PERIODE DU 16 AU 19 AOUT 2016

COMMUNE DE BORA BORA

17 août 2016

N° 16-257-3 MET.AU.ISLV, M. John Tama, parcelle de la terre Tuutaura partie, cadastrée n° 5, section AT, sise à Nunue, construction d'une maison d'habitation de type OPH ;

N° 16-261-3, Mme Herenui Tetuanui Watanabe, parcelle de la terre Tauaheva, cadastrée n° 37, section CY, sise à Faanui, construction d'une maison d'habitation de type OPH ;

N° 16-158-4, Mme Sylvie Teihotu épouse Paraurahi, parcelle de la terre Atitupahu, cadastrée n° 105, section AS, sise à Nunue, construction d'une cuisine du type snack.

18 août 2016

N° 16-241-3 MET.AU.ISLV, M. Atonia Tinorua Teaotea, parcelle de la terre Fareai, lot n° 2, partie cadastrée n° 7, section AY, sise à Nunue, remblai.

COMMUNE DE HUAHINE

17 août 2016

N° 16-176-3 MET.AU.ISLV, M. Taaroa Itchner, parcelle des terres Vaimoa, lot B et Meneaoa, cadastrée n° 29, section DE, sise à Faie, construction d'une maison d'habitation de type OPH ;

N° 16-229-3, Mme Poeiti France Moeana Puahio-Lin Fat, parcelle de la terre Maitiafai, lot n° 2, cadastrée n° 9, section HP, sise à Haapu, construction d'une maison d'habitation de type OPH.

COMMUNE DE TAHAA

18 août 2016

N° 16-219-3 MET.AU.ISLV, M. et Mme Noël et Kati Pinochet née Anais, parcelle de la terre Haurua, lot n° 2, partie cadastrée n° 75, section PC, sise à Iripau, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

17 août 2016

N° 16-223-3 MET.AU.ISLV, Mme Nacha Constant, parcelle de la terre Irvai, lot n° 1, cadastrée n° 103, section MC, sise à Avera, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-225-3, M. Darius Tetuanui, parcelle du domaine A.Brothers, cadastrée n° 244, section MS, sise à Avera, construction d'une maison d'habitation de type OPH.

COMMUNE DE TUMARAA

17 août 2016

N° 16-251-3 MET.AU.ISLV, M. Rodrigue Teuia, parcelle de la terre Tairineneva, parcelle D, partie lot n° 2, partie cadastrée n° 29, section BD, sise à Tevaitoa, construction d'une maison d'habitation.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LA PERIODE DU 18 AU 26 AOUT 2016

COMMUNE DE FAA'A

23 août 2016

N° 14-351-4 MET.AU, M. et Mme Willy et Vaiana Sinaud, parcelle cadastrée n° 902, section V, lot n° 176-2 de la résidence Pamatai Hills, construction d'une maison d'habitation (modification du projet).

25 août 2016

N° 16-38-4 MET.AU, Mme Hélène Mamatui, pour le compte de Mme Heipua Tauatiti, parcelle cadastrée n° 606, section D, terre Teuruaeva, lot n° 1, terrassement avec voie d'accès et enrochement.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

18 août 2016

N° 09-220-4 MET.AU, M. James Cridland, représentant de la SCI Hitia'a, parcelles cadastrées n° 23 et n° 24, section AB, terres Tehateata, Tehutufaa et Tematimati, sise à Hitia'a, construction d'une maison d'habitation (modifications de façades, de distribution intérieure et de la forme de la piscine).

26 août 2016

N° 15-179-3 MET.AU, M. le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra, parcelles cadastrées n° 27 et n° 28, section AR, terre Moenoa 2 partie, sises à Tiarei, en face de la mairie, terrassement pour la réalisation d'une piste d'accès et de deux (2) plates-formes.

COMMUNE DE MAHINA

25 août 2016

N° 14-434-2 MET.AU, Mlle Gisèle Arai, parcelle cadastrée n° 67, section B, lot n° 1 de la terre Potaa, sise au PK 9,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH (prorogation).

26 août 2016

N° 16-338-6 MET.AU, M. Daniel Julienne, parcelle cadastrée n° 692, section W, lot n° 30 du lotissement Les hauts de Mahinarama, extension d'une maison d'habitation existante (garage et terrasse).

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

22 août 2016

N° 16-130-4 MET.AU, M. Daniel Martins, parcelle cadastrée n° 281, section HC, terre Tirao, parcelle 138, sise à Haapiti, PK 18,100, quartier Atiha, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-547-4, M. Patrick Sean Ludi, parcelle cadastrée n° 222, section AD, terre remblais, sise à Afareaitu, PK 8,200, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-636-3, Mme Lucie Terai épouse Tapu, parcelle cadastrée n° 227, section AA, terres Taumataura et Tumataharoa, partie du lot n° 1 du partage des terres, sise à Afareaitu, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 16-639-3, M. Teremataora Tohutika et Mlle Urarii Frogier, parcelle cadastrée n° 185, section AH, terre Pofatua 1/2-Puraa-Vaioperu, domaine Pahani, lot Bb, sise à Afareaitu, construction de deux (2) maisons d'habitation.

23 août 2016

N° 16-136-4 MET.AU, M. et Mme Heiarii et Lucia Teihotaata, parcelle cadastrée n° 276, section HC, propriété Faki, sise à Haapiti, quartier Atiha, construction d'une maison d'habitation.

25 août 2016

N° 12-821-5 MET.AU, Mme Odette Lhermite, représentante de la SA Vaimato, parcelle cadastrée n° 4, section CD, lot n° 10 de la zone industrielle de Vaiare, sise à Teavaro, construction d'un entrepôt de stockage (modifications : changement de disposition intérieure du bureau administratif + diminution de la superficie de l'entrepôt de stockage) ;

N° 16-87-4, M. Peniamina Teriitehau, parcelle cadastrée n° 76, section HO, terre Tehuarupe 1, sise à Haapiti, terrassement pour une réalisation d'une route d'accès ;

N° 16-554-3, M. Tahema Tehuritaau, parcelle cadastrée n° 12, section HC, lot n° 6 de la terre Aiore-Vaitiare-Faarootii, sise à Haapiti, PK 18,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

26 août 2016

N° 16-420-5 MET.AU, M. Uta Tarati, parcelle cadastrée n° 4, section EP, lot A2 de la terre Vaiami-Teovavai-Ahe Iti I-Moeopu Iti, sise à Paopao, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE PAEA

23 août 2016

N° 16-700-2 MET.AU, Mme Roanah Piivai née Nou, parcelle cadastrée n° 480, section AM, terres Panahoe, Paepaeara, Tepouohu, Hirimai, Motoro, Tearea dites propriété Fagneaux, sise au PK 23,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

24 août 2016

N° 16-479-3 MET.AU, M. John Urima, mandataire de M. Daniel Terou a Peu, parcelle cadastrée n° 486, section AM, propriété Fagneaux, construction d'une maison d'habitation.

25 août 2016

N° 14-510-2 MET.AU, M. Munanui Tevitere, parcelle cadastrée n° 17, section AM, parcelle du lot n° 3 de la parcelle B du lot n° 1 de la propriété Picard, sise au PK 23, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH (prorogation).

COMMUNE DE PAPARA

24 août 2016

N° 16-590-4 MET.AU, Phebus Polynésie SARL, pour le compte de M. et Mme Sylvain et Coralie Chonvant, parcelle cadastrée n° 256, section BD, propriété Thebault-Pierre, parcelle H, sise au PK 39, côté montagne, construction de deux (2) maisons d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

22 août 2016

N° 16-304-4 MET.AU, M. Kaiva Flosse, représentant de la société Les rêves de Lucie, parcelle cadastrée n° 1, section AH, terre Brown Building Corporation, sise boulevard Pomare, régularisation de la pâtisserie Les rêves de Lucie dans le centre commercial Vaima.

23 août 2016

N° 16-449-4 MET.AU, M. et Mme Gaston et Lucenda Graffe, parcelle cadastrée n° 54, section BW, propriété Paul-Graffe-Maraetefano, construction d'un hangar à usage personnel servant d'abri pour véhicules et matériels divers ;

N° 16-630-3, M. Marc Ching et Mme Terava Tautu, parcelle cadastrée n° 28, section DN, vallée Popoto ou Tepapa, lotissement Raimanutea, lot n° 6, construction d'une maison d'habitation et d'un mur de clôture.

COMMUNE DE PIRAE

24 août 2016

N° 16-652-3 MET.AU, M. Raimana Loussan et Mlle Leslie Wong, parcelle cadastrée n° 75, section M, lot n° 14 du lotissement Aute 2, construction d'une maison d'habitation et d'un mur de soutènement.

25 août 2016

N° 16-333-3 MET.AU, Mme Nathalie Cohuet, parcelle cadastrée n° 94, section D, terre Champ de course, immeuble Le Bihan, local n° 1, aménagement du local.

COMMUNE DE PUNAAUIA

22 août 2016

N° 14-539-2 MET.AU, Mlle Maite Teremate, parcelle cadastrée n° 508, section M, parcelle de la terre Tahua-Raumanu 2, sise au PK 12, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH (prorogation) ;

N° 15-743-6, M. Tutehau Ponce, pour le compte de la SCI Fiumarella Frères, parcelle cadastrée n° 207, section N, terre Tititea-Tefareiriiri, sise au PK 12,700, côté mer, près du restaurant Western Grill, construction d'une clôture et d'un portail entrée et sortie ;

N° 16-646-3, Mme Flaviana Teina, parcelle cadastrée n° 113, section BD, lot n° 112 du lotissement social Taapuna, construction d'un mur de clôture d'une maison d'habitation existante.

24 août 2016

N° 16-439-5, M. Moehau Pollock, parcelle cadastrée n° 128, section AH, parcelle des terres Vaipapa et Paepae, construction d'un pont ;

N° 16-574-3, Mme Christiane Moetu Tatiana Lenoble Clements épouse Stehlin, mandataire de la société SCI Taina 20, parcelle cadastrée n° 173, section AL, terre résidence Taina, lot n° 20, sise au PK 8,800, quartier allée des Lauriers, résidence Taina, construction d'un mur de soutènement.

25 août 2016

N° 16-699-1 MET.AU, M. Heiarii Kenny Yiou, parcelle cadastrée n° 751, section N, lot n° 4 du lotissement Justin-Teissier, sise au PK 12,900, quartier Justin-Tessier, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAKEMO

25 août 2016

N° 16-260-3 MET.AU.TG, M. Tu Bernard Teriitehau, parcelle cadastrée n° 184, section A4, terre Moturama, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE MANIHI

22 août 2016

N° 16-689-3 MET.AU.TG, Mme Vaiari Piritua, parcelle cadastrée n° 302, section H, terres Marino 4 et 5, lot n° 4, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-690-2, M. Renui Ritchy Toriki, parcelle cadastrée n° 45, section H, terre Tikakaea 1, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE RANGIROA

24 août 2016

N° 16-226-3 MET.AU.TG, M. Jérôme Teihotu Teriatetoofa, parcelle cadastrée n° 53, section AD, terre motu Haamea 2, sise à Tikehau, village de Tikehau, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-650-3, Mme Elisabeth Vahua Cadousteau veuve Putoa et Lucie Taru Vahine Putoa, parcelle cadastrée n° 94, section A, terre Paninihi, construction d'une maison d'habitation OPH.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SCI PK ONE CENTER

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 6 septembre 2016 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : PK ONE CENTER.

Siège social : immeuble Fare Tony, BP 43501.

Objet social : La société a pour objet, en Polynésie française, dans les départements et territoires d'outre-mer, la construction, la rénovation, l'administration, la gestion et la location meublée ou non meublée de tous immeubles et biens immobiliers, l'aliénation de tout ou partie desdits biens, meubles ou immeubles par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail, les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société. Tous placements de capitaux sous toutes formes que ce soit, y compris l'acquisition ou la souscription de toutes actions, obligations, parts sociales, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas précédents ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP.

Apport en nature : Néant.

Capital social : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance : M. Franck ZERMATI, demeurant à Fare Tony Papeete.

Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit d'ascendants, descendants et de frères et sœurs d'associés ; elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

MOOREA CURIOS AND SOUVENIRS SARL

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 1er septembre 2016, il a été établi les statuts de la société dénommée MOOREA CURIOS AND SOUVENIRS SARL dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : SARL.

Dénomination : MOOREA CURIOS AND SOUVENIRS.

Enseigne commerciale : MOOREA CURIOS AND SOUVENIRS.

Siège social : Haapiti, côté montagne, face à l'hôtel Intercontinental, 98729 Moorea.

Objet : La société a pour objet, en Polynésie française et en tous pays, le commerce de détails de tous objets souvenirs et accessoires divers en tous genres, tels que articles de plage, sacs, maillots, serviettes, lunettes de soleil, bijoux fantaisie, produits cosmétiques et hygiène corporelle, presse et tabac, briquets, cartes postales, tous objets de maroquinerie et autres articles de vannerie ainsi que tous objets de décoration en tous genres ; l'achat, la vente, l'importation, l'exportation de ces produits, objets et articles ainsi que tous autres en relation avec cette activité commerciale, la vente d'alcool et produits alimentaires variés, la création, l'acquisition et l'exploitation de fonds de commerce et d'établissements en relation avec cette activité commerciale, toutes opérations, représentations, commissions et courtages, fournitures de prestations de services et/ou commerciales en tous genres, auprès des tiers, relatives à la réalisation de l'objet social.

Apport en numéraire : 50 000 F CFP.

Capital social : Le capital est fixé à 50 000 F CFP et divisé en 100 parts de 500 F CFP, entièrement libérées, attribuées aux associés en proportion de leur apport en numéraire.

Gérant : Aux termes de l'article 16 des statuts, M. Heiva HARING a été nommé gérant de la société.

Durée : 99 années, à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

OCEANIANNE DE CAPITAL INVESTISSEMENT (OCI)

Société par actions simplifiée
au capital de 416 990 000 F CFP
Siège social : Immeuble Tereva,
rue du Docteur-Cassiau, Papeete
RCS n° TPI 08321 B
n° TAHITI 887661

Nomination d'un directeur général délégué

Mention périmée

Néant.

Mention nouvelle

Matahiarii BROTHERS.

Pour avis :
 Le président,
 James ESTALL.

Office Notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT

Papeete, 415, boulevard Pomare

TIKIPAC

Société anonyme au capital de 4 998 000 F CFP

Siège social : Arue, PK 4,600

RCS Papeete n° TPI 65 36 B

Transformation en société par actions simplifiée

Il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 2 septembre 2016, dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de la société civile professionnelle "Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT", titulaire d'un office notarial à Papeete, le 6 septembre 2016, et du rapport du commissaire à la transformation, la société SCP GOSSE-PARION-CHANGUES-MENARD-ALBERT, que la société a été transformée en société par actions simplifiée, à compter du 2 septembre 2016.

Le capital, la dénomination, l'objet, la durée et le siège social demeurent inchangés.

L'assemblée générale a nommé président de la société : M. Didier CHOMER.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Forme : Société anonyme.

Administrateurs :

- Mme Odette AUROY, demeurant à Arue, PK 4,800, côté montagne ;
- M. Didier CHOMER, demeurant à Punaauia, résidence Lotus ;
- M. Gaël LAMISSE, demeurant à Punaauia, Punavai Nui, lot n° 79 ;
- M. Lucien OSMONT, demeurant à Punaauia, lotissement Te Maru Ata, rue Cook, lot 5.

Président du CA : M. Lucien OSMONT, demeurant à Punaauia, lotissement Te Maru Ata, rue Cook, lot 5.

Nouvelle mention

Forme : Société par actions simplifiée.

Président :

- M. Didier CHOMER, demeurant à Punaauia, PK 17,600, résidence Carlton Plage.

Admission aux assemblées : Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées et participer aux décisions par lui-même ou par un mandataire de son choix.

Exercice du droit de vote : Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Clause restreignant la libre cession des actions : La cession des actions à des tiers non-actionnaires est soumise, aux termes de l'article 11 des statuts, à l'agrément préalable de l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des actions ayant droit de vote.

Ont été maintenus dans leurs fonctions :

- *de commissaire aux comptes titulaire* : La société SCP GOSSE-PARION-CHANGUES-MENARD-ALBERT, société civile professionnelle au capital de 1 000 000 de F CFP, dont le siège est à Papeete, avenue Mg-Tepanao-Jaussen, immeuble Ateivi, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4951-B.
- *de commissaire aux comptes suppléant* : M. Christophe PARION, domicilié à Papeete, avenue Mgr-Tepanao-Jaussen, immeuble Ateivi.

Pour avis,
 Me F. MONNOT,
 notaire associé.

SB DISTRIBUTION

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : PK 11, résidence Kekaa Nui, appt D20
Punaauia, Tahiti, Polynésie Française

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 22 août 2016, à Punaauia, il a été constitué une société à responsabilité limitée, présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SB DISTRIBUTION.

Capital : 1 000 000 F CFP.

Siège social : PK 11, résidence Kekaa Nui, appt D20 Punaauia, Tahiti.

Objet social : La gestion d'installation et/ou l'exploitation d'activités à vocation récréative, ludique et/ou sportive dans un espace mis à disposition, avec des installations mobiles comportant des attractions de diverses natures. Ces installations ont vocation à recevoir un public familial, à titre onéreux avec un droit d'entrée unique et/ou paiement aux attractions et ce tout au long de l'année sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française. La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités. Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Durée : 99 années, à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : M. Samuel Philippe BERQUER, associé unique, assure la gérance de la société sans limitation de durée.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tahiti.

*Pour avis,
La gérance.*

SCI VILLA GARRIGUE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : VILLA GARRIGUE.

Siège social : Punaauia, Matatia, PK 10,800, côté montagne, Tahiti, Polynésie française.

Objet : L'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis, toute division et appropriation desdits immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains ou immeubles, toutes améliorations, l'aménagement de tous immeubles, leur location, l'administration, la location et l'exploitation desdits biens, immeubles et l'aliénation de tout ou partie desdits immeubles bâtis ou non bâtis devenus inutiles à la société.

Durée : 99 années.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP.

Gérance : Joris Nicolas MELLONE.

Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés et un agrément est applicable pour toutes les autres cessions.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

SARL MANUIA CONSTRUCTION

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 2 septembre 2016, signé à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : MANUIA CONSTRUCTION.

Forme : SARL.

Siège social : Punaauia, PK 18,300, côté mer, Tahiti.

Objet : Toutes opérations se rattachant à l'achat, la vente, la transformation, l'application de tous matériaux d'étanchéité et de couverture dans le bâtiment, la création et l'exploitation d'un atelier de façonnage métallique, la prise, l'acquisition, l'exploitation de toutes marques, les activités de soudure, peinture et prestations de services aux entreprises et particuliers, la construction et rénovation, aménagement d'extérieures et d'intérieurs, tous travaux de bâtiments, notamment étanchéité, charpente couverture, maçonnerie, menuiserie, électricité, plomberie, peinture, carrelage, revêtements durs et souples, installation de systèmes de chauffage et de climatisation, installation en plomberie et électricité et photovoltaïque, achat, vente, import-export de fournitures diverses, matériaux et matériels, les travaux de

construction pouvant notamment inclure le gros œuvre, le second œuvre et tous travaux de réparation et rénovation en entreprise générale ou en groupement la mise à disposition et la location de machines et véhicules industriels, et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Durée : 99 années.

Capital : 100 000 F CFP.

Gérance : M. Nuutere Henry Ronald EWART et Mme Rereata Ruby Gaël MARTIN épouse EWART.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

SOCIETE TOTAL TAHITIENNE D'ENTREPOSAGE

Société anonyme au capital de 10 000 000 F CFP

Siège social : Fare Ute, Papeete

RCS Papeete n° 82 99 B - N° TAHITI : 083188

Aux termes d'une délibération du conseil d'administration en date du 19 août 2016, M. Patrick CAZABAN, demeurant à Faa'a, île de Tahiti, a été coopté en qualité de nouvel administrateur en remplacement de M. Pierre-Alexandre VIGIL, démissionnaire, à effet au 19 août 2016, et a été désigné en qualité de président-directeur général, pour la durée du mandat à courir.

Ancienne mention

Conseil d'administration : Pierre-Alexandre VIGIL : P.-D.G et administrateur ; Karène GUILLOTS : Total Polynésie et Albert MOUX : Société de Services Pétroliers SA.

Nouvelle mention

Conseil d'administration : Patrick CAZABAN : P.-D.G et administrateur ; Karène GUILLOTS : Total Polynésie et Albert MOUX : Société de Services Pétroliers SA.

RCS de Papeete.

*Pour avis,
Le représentant légal.*

SARL SOCIETE POLYNESIENNE DE RESTAURATION

SPR

Avis de constitution

Avis est donné en date du 30 août 2016 de la constitution de la SARL SOCIETE POLYNESIENNE DE RESTAURATION.

Capital social : 50 000 F CFP.

Siège social : Résidence Puunui, lot n° 4223, Toahotu, Tahiti, BP 7579, 98719 Hitia'a O Te Ra.

Objet : La création, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de toutes activités de restauration sur place ou à emporter.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de la Polynésie française.

Gérant : Hitoti HENRY, résidant à Puunui, Tahiti, nommé pour une durée indéterminée.

ANNONCES DIVERSES

TENNIS CLUB DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (16 juillet 2016)

Président	: TEAVAI Teagai
Vice-présidents	: MANATE Marc LO Alexis BASTIEN Yves
Secrétaire	: TAHA Hinano
Secrétaire adjointe	: SEFRAOUI Sophie
Trésorière	: LAU FAT Virginie
Trésorière adjointe	: TAIRUA Moea

ASSOCIATION HEIPUA NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 mai 2016)

Présidente	: LIN FAT Angèle
Secrétaire	: PUAHIO LIN FAT Poeiti
Trésorier	: LIN FAT Ioane

ASSOCIATION DES ALUMNI DE L'ESSEC POLYNESIE FRANÇAISE - TAHITI I TE ORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 mars 2016)

Président	: BIHANNIC André
Vice-président	: PURAVET Sébastien
Secrétaire	: HOEN Jean-Claude
Secrétaire adjointe	: TEIHOTU Aeata
Trésorier	: CHARLET Mickaël
Trésorière adjointe	: SIU Judith

DISTRICT DE BOXE DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (23 août 2016)

Président d'honneur	: ATIU Bruno
Président	: ATIU Lehi
Vice-présidents	: TEMANUANUA Maxime ROIHAU Tinirau
Secrétaire	: RUAROO Ernest
Secrétaire adjoint	: ANGIA Manuura
Trésorier	: VAETUA Thierry
Trésorier adjoint	: LENOIR Maevaroa
Assesseur	: TROPEE Nehemia

ASSOCIATION SPREAD POLYNESIAN CULTURE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (26 janvier 2016)

Président	: PEYRONNET Yannick
Secrétaire	: DAL-FARRA Raphaël
Trésorier	: PITHOIS Julien

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE TAOHAE ASCT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 août 2016)

Président	: BIGNON Christophe
Secrétaire	: CORDIER Karine
Secrétaire adjointe	: RAVATUA Tepuamahutiri
Trésorier	: MAGNIER Cédric
Trésorier adjoint	: TROMBETTA Raphaël

ASSOCIATION FAMILIALE TEHAPAI MAUFENE DE MAHAENA

Rectificatif

Le présent bureau remplace celui paru au JOPF n° 71 du 21 septembre 2016 à la page 10076.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (20 août 2016)

Président	: TEREKA Frédéric
Secrétaire	: TEREKA Manutea
Trésorière	: BOUVET Toimata

ASSOCIATION TE TUAKA TUMU O TE HENUA ENANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (26 août 2016)

Président d'honneur	: TEHAAMOANA Joseph
Présidente	: FOURNIER Louise
Vice-présidentes	: TIHONI Colette PAHUATINI Marie-Astrid
Secrétaire	: TAMARII Nadine
Secrétaires adjointes	: KAUTAI Victorine HUUKENA Stella
Trésorière	: LEAU CHOY Mireille
Trésorier adjoint	: TETO Siméon

ASSOCIATION TE UTUAFARE MO'A NO TE NIUTAUE NO HUAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (12 août 2016)

Membres d'honneur	: POTELLE Jean-Pierre OOPA Roger LISAN Marcelin dit Titi
Président	: AH SCHA Ani dit Tutu
Vice-président	: AFO Gilbert
Secrétaire	: HUUKENA Blondine
Secrétaire adjointe	: AH SCHA Yvana
Trésorier	: LEE Sin Fat dit Christo
Trésorier adjoint	: VILLIERME Francis

ASSOCIATION TIAAHU TAMAHERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 juillet 2016)

Président d'honneur	: TIAAHU Arai
Président	: TIAAHU Stéphane
Vice-président	: TIAAHU Nobert
Secrétaire	: TURINA Emilie
Secrétaire adjoint	: TIAAHU Rocky
Trésorier	: TIAAHU Verna
Trésorier adjoint	: TIAAHU Matahi

ASSOCIATION HEI TAIARAPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 août 2016)

Présidente : BU-LUC Sabrina
Vice-président : GATIEN Antoine
Secrétaire : HERVEGUEN Marie-Josée
Secrétaire adjointe : MAIAU Movita
Trésorière : TINORUA Yavana
Trésorier adjoint : BU-LUC Thierry
Assesseurs : TAMA Nathalie
HAMBLIN Isabelle
CIER FOC Marguerite
SALGADO Sonia
LAMBERT Patrick

ASSOCIATION AHU NUI

Modification de statuts

Son siège social est situé au PK 5, centre Fanomai, un local situé au premier étage.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2016)

Président : LY Cynthia
Vice-présidente : MAAU-RAOULX Simone
Secrétaire : TAERO Ghislaine
Secrétaire adjointe : TAERO Dan
Trésorière : TAHUAITU Hélène
Trésorière adjointe : VASSEUR Aurélie

**COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE
NAMAHA 1**

anciennement dénommée

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE
DE VAITAPE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2016)

Président : CHUNG TIEN Hotuarii
Secrétaire : TEENA Diana
Trésorière : NAEA Vaihei
Assesseurs : PAA Vanina
TEVAHITUA Apatorama

DISTRICT DE BRIDGE DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 juin 2016)

Président : MICHEL Denis
Vice-présidente : BINOCHÉ Christine
Secrétaire : VIEVILLE Martine
Trésorier : COTTI Alain

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DE TIAPA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 août 2016)

Présidente : VANAA Micheline
Vice-présidente : FAANA Hina
Secrétaire : MOORIA Haamoura
Secrétaire adjointe : MARUA'E Ginette
Trésorière : TENIARO Nadège
Trésorière adjointe : MAIRAU Patricia

ASSOCIATION BADMINTON@MOOREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 août 2016)

Président : OITO Raimoana
Secrétaire : MONIER Pascale
Trésorière : HANERE Elvina

ASSOCIATION VAITEMARAMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 juin 2016)

Présidents d'honneur : TEAUROA Moeiti
TAAE Opuhinano
TAVITA Nahuma
TEAUROA Matairarii
Présidente : TEAUROA Nadine
Vice-président : CHONG Landry
Secrétaire : TEAUROA Annie
Secrétaire adjointe : TAVITA Gisèle
Trésorier : TEAUROA Itatoa
Trésorière adjointe : MATEAU Huguette

**ASSOCIATION TE U'I NO TE OA'OA
LA GENERATION REMPLIE DE JOIE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 juillet 2016)

Présidente : POHEMAI Maruia
Vice-présidente : TEKURIO Maramahiti
Secrétaire : CLARK Caroline
Trésorière : MAUATI Ella

**AMICALE DES PERSONNELS DU LYCEE POLYVALENT
DU TAAONE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Président : DEVAUX Bertrand
Vice-présidente : BIDDAU Antoine
Secrétaire : CATALDO Patrick
Trésorier : SORE Pascal
Trésorière adjointe : LEWON Michèle
Membre : KOSTRZEWA Angélique

ASSOCIATION SPORTIVE BOXING CLUB DE HAAMENE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 août 2016)

Président : KONG-FOU Firmin
Secrétaire : HOLMAN Haise
Trésorière : KONG-FU Teipo

**ASSOCIATION FAMILIALE
MONTARON TEAHUITU ROLAND OU AFMTR**

Modification de statuts

Lors de l'assemblée générale du 13 août 2016, il a été décidé de changer la dénomination en CONSORTS MTR.

ASSOCIATION SPORTIVE TIARE HINANO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(3 septembre 2016)

Présidents d'honneur	:	CHAN Frédéric FAREURA Henri TEIHOTUA Armand
Président	:	VAEA Edgar
Vice-présidents	:	AROQUIAME Guy TEIHOTUA Richard GUILLOUX Raiarii SHERRY Tenahe
Secrétaire	:	TEHEIURA Gisèle
Secrétaires adjointes	:	VAEA Marania ANTOINE Bertha
Trésorier	:	TEIKIVAHITINI Séverin
Trésoriers adjoints	:	TEIHOTUA Tepoe HOPARA Maire
Assesseurs	:	PEU Anémone RUSSEL Teva TEHOU Marius FANAURAI Tetiatou FANAURAI Hina FIRIAPU Piconet FOURNIER Pascal HOPARA Tetaria PEU Victoire IENFA Ilona GERMAIN Régine SOI LOUK André GERMAIN Simon

ASSOCIATION REMUNA

(Récépissé n° W9P1001189 du 26 août 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 2 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre ASSOCIATION REMUNA.

Cette association a pour objet de donner du travail dans les domaines variés comme entretien espaces verts, confection artisanale, cuisine, snack, petite restauration, maçonnerie, petits travaux, location vélo, ventes de produits alimentaires, produits artisanaux, reventes de produits divers, hébergement, formations ... Elle a pour but d'accueillir des personnes détachées de la vie sociale, de pouvoir dans un premier temps les accompagner et les diriger dans leurs démarches administratives (CPS, SEFI, mairie, bureaux administratifs...) et les accompagner dans leur insertion sociale, insertion professionnelle. L'association accueille et encadre un public en marge de la société mais aussi des majeurs protégés handicapés psychiques et tout autre handicap.

Son siège social est fixé à Moorea, PK 14,500, Pihaena.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	JOURDAN Patrice
Secrétaire - trésorière	:	TEHARURU Angéline

ASSOCIATION NUURAPAE NO FAA'A

(Récépissé n° W9P1001223 du 1er septembre 2016)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION NUURAPAE NO FAA'A, fondée le 28 août 2016, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet d'organiser et de participer à des manifestations familiales, sportives, culturelles et sociales.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 60200, côté mer, quartier Dahl-Teauna, sis sur la terre dénommée Nuurapae 2.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	:	TEAUNA Elvina
Président	:	TEAUNA Adrien
Vice-présidents	:	TEAUNA Haunui TEAUNA Heitapu
Secrétaire	:	TEREINO Kimberlee
Secrétaire adjointe	:	TEAUNA Tururia
Trésorière	:	POIA Marevareva
Trésorier adjoint	:	TEAUNA Teora

ASSOCIATION MANA ATUA

(Récépissé n° W9P1001214 du 30 août 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 14 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION MANA ATUA.

Elle a pour but :

- de prendre part à l'instruction des principes de civisme, au respect du droit individuel, à la lutte contre l'oisiveté et la délinquance juvénile ;
- de s'appuyer sur l'éducation de l'art ancestral rattaché à la culture ma'ohi, à l'enseignement des techniques appliqués dans la musique, dans la chanson et dans la danse polynésienne rattachées à une aptitude purement spirituelle, au suivi d'une bonne hygiène de vie, et à la promotion de cette culture aux fins de participer aux événements organisés au sein de notre territoire, voire à l'étranger ;
- d'entendre également élargir ses compétences d'éducation, d'enseignement, de formation et d'application dans la pratique de la musique, chants et danses en menant des actions d'approche des organismes du tourisme ;
- de s'appliquer à l'insertion des jeunes artistes aux fins de parfaire leurs talents au service de la musique, chants et danses, et de motiver d'autres jeunes enclins à manifester un intérêt accru dans la culture ma'ohi ;
- de susciter et de mettre en place toutes dispositions nécessaires en structure et matériels à chacun des artistes et jeunes amateurs pour faire développer leur expression artistique ;
- de s'employer à faire développer un esprit de méditation personnelle et groupée, un esprit créatif, d'équipe, d'entraide mutuelle et à entretenir des liens fraternels.

Son siège social est fixé à Punaauia.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	RIVETA Gaston
Vice-présidente	:	AHU Rita
Secrétaire	:	FIRUU-MAITERE Heipua
Trésorier	:	PAHEROO Johan
Trésorière adjointe	:	JUVENTIN Alizée

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 38-16 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française,
ministère de l'équipement, de l'aménagement
et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Aménagement du front de mer, du carrefour du Pacifique à la rue Jeanne-d'Arc, côté montagne, commune de Papeete, île de Tahiti.

2. *Décomposition en lots et modalités d'attribution* :

Les travaux sont répartis en 3 lots dont la liste suit :

Lot n° 1 : dalot et réseaux ;

Lot n° 2 : trottoirs, espaces verts et équipements ;

Lot n° 3 : voirie.

Le présent avis d'appel d'offres concerne uniquement le lot n° 3 voirie. A titre indicatif, les travaux du lot n° 3 comprennent notamment la réalisation de 3 600 mètres carrés de chaussées, de 270 mètres de bordures.

Les deux autres lots feront l'objet d'une consultation ultérieure.

Les entreprises devront remplir impérativement un acte d'engagement pour le lot n° 3 auquel elles soumissionnent.

Ces 3 lots feront l'objet de marchés séparés. Une seule et même entreprise pourra être attributaire pour chacun des lots auquel elle soumissionne.

3. *Mode de passation* : appel d'offres ouvert sans variante (articles 13, 19, 20, 23 à 25 *quater* du CMP).

4. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

A la demande des entreprises, le détail estimatif pourra être transmis par fax par le bureau des marchés de la direction de l'équipement (tél. : 40 46 80 90, fax : 40 46 80 76).

5. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées*, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au paragraphe 4.

6. *Retrait du dossier de consultation chez* : Techno Plans Services Consultant, BP 2116, 98713 Papeete, tél./fax : 40 43 25 11/40 43 25 11.

7. *Envoi à la publication le* : 8 septembre 2016.

8. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage avant le 17 octobre 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

9. *Validité des offres* : 300 jours à compter de la date limite de remise des offres.

10. *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics (CMP) selon les critères d'attribution pondérés suivants :

1° Prix : 70 ;

2° Valeur technique appréciée au regard des pièces du mémoire technique : 30 ;

Selon les sous-critères suivants :

a. Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) du mémoire technique : 8 ;

b. Programme d'exécution demandé au b) (cohérence du planning détaillant les différentes phases) : 2 ;

c. Plan hygiène et sécurité demandé au c) du mémoire technique : 4 ;

d. Fiches de procédures demandées au d) du mémoire technique : 10 ;

e. Note descriptive globale demandée au e) du mémoire technique : 6.

11. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation* : Entre autres, références, mémoire justificatif, certificats CPS (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), une attestation sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du CMP ; et pour les candidats admis à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

12. L'exécution du marché comporte une clause d'insertion par l'activité économique.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE**LE VICE-RECTORAT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

1 - *Pouvoir adjudicateur* : Vice-rectorat de la Polynésie française.

2 - *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (article 66 du décret n° 2016-360).

3 - *Objet du marché* : Accord-cadre mono attributaire ayant pour objet de décrire les conditions dans lesquelles le titulaire réalise des prestations de transport des agents missionnés par le vice-rectorat de Polynésie française ainsi que toutes personnes nommément désignées par l'administration, entre la Polynésie française et la France métropolitaine ou la Nouvelle-Calédonie.

4 - *Lieu d'exécution* : Vice-rectorat de Polynésie française, BP 1632, 98713 Papeete, Tahiti.

5 - *Délai d'exécution* : L'accord-cadre prend effet à compter du 1er novembre 2016 pour une durée initiale de 12 mois.

6 - *Retrait des dossiers* : Depuis le site internet de la plateforme d'achat de l'Etat à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Sur la page recherche avancée, renseigner le champ référence : VRPF-MP-2016-01.

7 - *Date limite de réception des candidatures et des offres* : Les offres devront parvenir avant le 10 octobre 2016 à 15 heures par voie électronique depuis l'annonce publiée sur le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

8 - *Critères d'attribution* : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation.

9 - *Renseignements complémentaires* : Toute demande devra être effectuée depuis l'annonce publiée sur le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.